Supplemento ordinario alla «Gazzetta Ufficiale» n. 149 del 26 giugno 1985

Spedizione in abbonamento postale - Gruppo I (70%)

GAZZETTA UFFICIALE

DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA Roma - Mercoledì, 26 giugno 1985 SI PUBBLICA NEL POMERIGGIO DI TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI E DEI DECRETI
AMMINISTRAZIONE PRESSO L'ISTITUTO POLIGRAFICO E ZECCA DELLO STATO - LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA G. VERDI, 10 - 00100 ROMA - CENTRALINO 85081

N. 57

LEGGE 10 giugno 1985, n. **301.**

Adesione alla convenzione sul riconoscimento dei divorzi e delle separazioni personali, adottata all'Aja il 1° giugno 1970.

LEGGE 10 giugno 1985, n. **302.**

Ratifica ed esecuzione del protocollo per l'emendamento dell'accordo sul finanziamento collettivo di alcuni servizi di navigazione aerea in Groenlandia e nelle Isole Faroer adottato a Ginevra il 25 settembre 1956 e del protocollo per l'emendamento dell'accordo sul finanziamento collettivo di alcuni servizi di navigazione aerea in Islanda adottato a Ginevra il 25 settembre 1956, entrambi adottati a Montreal il 3 novembre 1982, con atto finale firmato in pari data.

LEGGE 10 giugno 1985, n. **303.**

Ratifica ed esecuzione dello scambio di lettere tra la Repubblica italiana e la Repubblica araba d'Egitto per l'assistenza dell'Italia all'Egitto ai fini dello sminamento del Canale e del Golfo di Suez, effettuato a Roma il 25 agosto 1984 e al Cairo il 28 agosto 1984.

Per informazioni su trattati di cui è parte l'Italia rivolgersi al Ministero degli affari esteri — Servizio trattati — 00100 Roma - Telefono 06/3960050 (Comunicato del Ministero degli affari esteri - «Gazzetta Ufficiale» n. 329 del 1° dicembre 1980).

SOMMARIO

LEGGI E DECRETI

LEGGE 10 giugno 1985, n. **301.**

Adesione alla convenzione sul riconoscimento dei divorzi e delle separazioni personali, adottata all'Aja il 1° giugno 1970.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato ad aderire alla convenzione sul riconoscimento dei divorzi e delle separazioni personali, adottata dall'Aja il 1° giugno 1970.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data alla convenzione di cui all'articolo precedente a decorrere dalla sua entrata in vigore, in conformità all'articolo 28 della convenzione stessa.

Art. 3.

La presente legge entrerà in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 10 giugno 1985

PERTINI

CRAXI, *Presidente del Consiglio dei Ministri*
ANDREOTTI, *Ministro degli affari esteri*

Visto, *il Guardasigilli:* MARTINAZZOLI

CONVENTION SUR LA RECONNAISSANCE DES DIVORCES ET DES SEPARATIONS DE CORPS

Les Etats signataires de la présente Convention,

Désirant faciliter la reconnaissance de divorces et des séparations de corps acquis sur leurs territoires respectifs,

Ont resolu de conclure une Convention à cet effet et son convenus des dispositions suivants:

Article premier.

La présente Convention s'applique à la reconnaissace, dans un Etat contractant, des divorces et des séparations de corps qui sont acquis dans un autre Etat contractant à la suite d'une procédure judiciaire ou autre officiellement reconnue dans ce dernier, et qui y ont légalement effet.

La Convention ne vise pas les dispositions relatives aux torts, ni les mesures ou condamnations accessoires prononcées par la décision de divorce ou de separation de corps, notamment les condamnations d'ordre pecuniaire ou les dispositions relatives à la garde des enfants.

Article 2.

Ces divorces et séparations de corps sont reconnus dans tout autre Etat contractant, sous réserve des autres dispositions de la présente Convention, si, à la date de la demande dans l'Etat du divorce ou de la séparation de corps (ci-après dénommé «l'Etat d'origine»):

1) le défendeur y avait sa résidence habituelle; ou

2) le demandeur y avait sa résidence habituelle et l'une des conditions suivantes était en outre remplie:

a) cette résidence habituelle avait duré au moins une année immédiatement avant la date de la demande;

b) les époux y avaient en dernier lieu habituellement résidé ensemble; ou

3) les deux époux étaient ressortissants de cet Etat; ou

4) le demandeur etait un ressortissant de çet Etat et l'une des conditions suivantes était en outre remplie:

a) le demandeur y avait sa résidence habituelle; ou

b) il y avait résidé habituellement pendant une période continue d'une année comprise au moins partiellement dans le deux années précédant la date de la demande; ou

5) le demandeur en divorce était un ressortissant de cet Etat et les deux conditions suivantes étaient en outre remplies:

a) le demandeur était présent dans cet Etat à la date de la demande et

b) les époux avaient, en dernier lieu, habituellement résidé ensemble dans un Etat dont la loi ne connaissait pas le divorce à la date de la demande.

Article 3.

Lorsque la compétence, en matière de divorce ou de séparation de corps, peut être fondée dans l'Etat d'origine sur le domicile, l'expression «residence habituelle» dans l'article 2 est censée comprendre le domicile au sens ou ce terme est admis dans cet Etat.

Toutefois, l'alinéa précédent ne vise pas le domicile de l'épouse lorsque celui-ci est légalement rattaché au domicile de son époux.

Article 4.

S'il y a eu une demande reconventionnelle, le divorce ou la séparation de corps intervenu sur la demande principale ou la demande reconventionnelle est reconnu si l'une ou l'autre répond aux conditions des articles 2 ou 3.

Article 5.

Lorsqu'une séparation de corps, répondant aux dispositions de la présente Convention, a été convertie en divorce dans l'Etat d'origine, la reconnaissance du divorce ne peut pas être refusée pour le motif que les conditions prévues aux articles 2 ou 3 n'étaient plus remplies lors de la demande en divorce.

Article 6.

Lorsque le défendeur a comparu dans la procédure, les autorités de l'Etat où la reconnaissance d'un divorce ou d'une séparation de corps est invoquee seront liées par les constations de fait sur lesquelles a été fondée la compétence.

La reconnaissance du divorce ou de la séparation de corps ne peut pas etre refusée au motif:

a) soit que la loi interne de l'Etat où cette reconnaissance est invoquee ne permettrait pas, selon les cas, le divorce ou la séparation de corps pour les mêmes faits;

b) soit qu'il a été fait application d'une loi autre que celle qui aurait été applicable d'après les règles de droit international privé de cet Etat.

Sous réserve de ce qui serait nécessaire pour l'application d'autres dispositions de la présente Convention, les autorités de l'Etat où la reconnaissance d'un divorce ou d'une séparation de corps est invoqué ne peuvent procédér à aucun examen de la décision quant au fond.

Article 7.

Tout Etat contractant peut refuser la reconnaissance d'un divorce entre deux époux qui, au moment où il a été acquis, étaient exclusivement ressortissants d'Etats dont la loi ne connaît pas le divorce.

Article 8.

Si, eu égard à l'ensemble des circonstances, les démarches appropriées n'ont pas été entreprises pour que le défendeur soit informé de la demande en divorce ou en séparation de corps, ou si le défendeur n'a pas été mis à même de faire valoir ses droits, la reconnaissance du divorce ou de la separation de corps peut être refusée.

Article 9.

Tout Etat contractant peut refuser la reconnaissance d'un divorce ou d'une séparation de corps s'ils sont incompatibles avec une décision antérieure ayant pour objet principal l'état matrimonial des époux, soit rendue dans l'Etat où la reconnaissance est invoquée, soit reconnue ou remplissant les conditions de la reconaissance dans cet Etat.

Article 10.

Tout Etat contractant peut refuser la reconnaissance d'un divorce ou d'une séparation de corps, si elle est manifestement incompatible avec son ordre public.

Article 11.

Un Etat, tenu de reconnaitre un divorce par application de la présente Convention, ne peut pas interdire le remariage à l'un ou l'autre des époux au motif que la loi d'un autre Etat ne reconnait pas ce divorce.

Article 12.

Dans tout Etat contractant, il peut être sursis à statuer sur toute demande en divorce ou en séparation de corps, si l'état matrimonial de l'un ou de l'autre des époux fait l'objet d'une instance dans un autre Etat contractant.

Article 13

A l'égard des divorces ou des séparations de corps acquis ou invoqués dans des Etats contractants qui connaissent en ces matières deux ou plusieurs systèmes de droit applicables dans des unités territoriales différentes:

1) toute référence à la loi de l'Etat d'origine vise la loi du territoire dans lequel le divorce ou la séparation de corps a été acquis;

2) toute référence à la loi de l'Etat de reconnaissance vise la loi du for; et

3) toute référence au domicile ou à la résidence dans l'Etat d'origine vise le domicile ou la résidence dans le territoire dans lequel le divorce ou la séparation de corps a été acquis.

Article 14

Pour l'application des articles 2 et 3, lorsque l'Etat d'origine connaît en matière de divorce ou de séparation de corps deux ou plusieurs systèmes de droit applicables dans des unités territoriales différentes:

1) L'article 2, chiffre 3, s'applique lorsque les deux époux étaient ressortissants de l'Etat dont l'unité territoriale où le divorce ou la séparation de corps a été acquis forme une partie, sans égard à la résidence habituelle des époux;

2) l'article 2, chiffres 4 et 5, s'applique lorsque le demandeur était ressortissant de l'Etat dont l'unité territoriale où le divorce ou la séparation de corps a été acquis forme une partie.

Article 15

Au regard d'un Etat contractant qui connait en matière de divorce ou de séparation de corps deux ou plusieurs systèmes de droit applicables à des catégories différentes de personnes, toute référence à la loi de cet Etat vise le système de droit désigné par le droit de celui-ci.

Article 16

Sì, pour l'application de la présente Convention, on doit prendre en considération la loi d'un Etat, contractant ou non, autre que l'Etat d'origine ou de reconnaissance, qui connaît en matière de divorce ou de séparation de corps deux ou plusieurs systèmes de droit d'application territoriale ou personnelle, il y a lieu de se referer au système désigné par le droit dudit Etat.

Article 17

La présente Convention ne met pas obstacle dans un Etat contractant a l'application de règles de droit plus favorables à la reconnaissance des divorces et de séparations de corps acquis à l'étranger.

Article 18

La présente Convention ne porte pas atteinte à l'application d'autres conventions auxquelles un ou plusieurs Etats contractants ont ou seront Parties et qui contiennent des dispositions sur les matières réglées par la presente Convention.

Les Etats contractants veilleront cependant à ne pas conclure d'autres conventions en la matière, incompatibles avec les termes de la présente Convention, à moins de raisons particulières tirées de liens régionaux ou autres; quelles que soient les dispositions de telles conventions, les Etats contractants s'engagent à reconnaitre, en vertu de la présente Convention, les divorces et les séparations de corps acquis dans des Etats contractants qui ne sont pas Parties à ces conventions.

Article 19

Tout Etat contractant pourra, au plus tard au moment de la ratification ou de l'adhésion, se réserver le droit:

1) de ne pas reconnaître un divorce ou une séparation de corps entre deux époux qui, au moment où il a été acquis, étaient exclusivement ses ressortissants, lorsqu'une loi autre que celle désignée par son droit international privé a été appliquée, à moins que cette application n'ait abouti au même resultat que si l'on avait observé cette dernière loi;

2) de ne pas reconnaître un divorce entre deux époux qui, au moment ou il a été acquis, avaient l'un et l'autre leur résidence habituelle dans des Etats qui ne connaissaient pas le divorce. Un Etat qui fait usage de la reserve prevue au present paragraphe ne pourra refuser la reconnaissance par application de l'article 7.

Article 20.

Tout Etat contractant dont la loi ne connait pas le divorce pourra, au plus tard au moment de la ratification ou de l'adhésion, se réserver le droit de ne pas reconnaître un divorce si, au moment où celui-ci a été acquis, l'un des epoux était ressortissant d'un Etat dont la loi ne connaissait pas le divorce.

Cette réserve n'aura d'effet qu'aussi longtemps que la loi de l'Etat qui en a fait usage ne connaîtra pas le divorce.

Article 21.

Tout Etat copntractant dont la loi ne connaît pas la séparation de corps pourra, au plus tard au moment de la ratification ou de l'adhésion, se reserver le droit de ne pas reconnaitre une séparation de corps si, au moment où celle-ci a été acquise, l'un des époux était ressortissant d'un Etat contractant dont la loi ne connaissait pas la séparation de corps.

Article 22.

Tout Etat contractant pourra déclarer à tout moment que certaines catégories de personnes qui ont sa nationalité pourront ne pas être considérées comme ses ressortissants pour l'application de la présente Convention.

Article 23.

Tout Etat contractant qui comprend, en matière de divorce ou de separation de corps, deux ou plusieurs systèmes de droit, pourra au moment de la signature, de la ratification ou de l'adhésion, déclarer que la presente Convention s'etendra à tous ce systèmes de droit ou seulement à un ou plusieurs d'entre eux, et pourra a tout moment modifier cette déclaration en faisant une nouvelle déclaration.

Ces déclarations seront notifiées au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas et indiqueront expressément les systèmes de droit auxquels la Convention s'applique.

Tout Etat contractant peut refuser de reconnaitre un divorce ou une separation de corps si, à la date où la reconnaissance est invoquée, la Convention n'est pas applicable au système de droit d'après lequel ils ont eté acquis.

Article 24.

La présente Convention est applicable quelle que soit la date à laquelle le divorce ou la séparation de corps a été acquis.

Toutefois, tout Etat contractant pourra, au plus tard au moment de la ratification ou de l'adhésion, se réserver le droit de ne pas appliquer la

présente Convention à un divorce ou à une séparation de corps acquis avant la date de son entrée en vigueur pour cet Etat.

Article 25.

Tout Etat pourra au plus tard au moment de la ratification ou de l'adhesion, faire une ou plusieurs des reserves prévues aux articles 19, 20, 21 et 24 de la présente Convention. Aucune autre réserve ne sera admise.

Tout Etat contractant pourra également, en notifiant une extension de la Convention conformément à l'article 29, faire une ou plusieurs de ces réserves avec effet limité aux territoires ou à certains des territoires visés par l'extension.

Tout Etat contractant pourra, à tout moment, retirer une réserve qu'il aura faite. Ce retrait sera notifié au Ministère des Affaire Etrangères des Pays-Bas.

L'effet de la réserve cessera le soixantième jour après la notification mentionnée à l'alinéa précedent.

Article 26.

La présente Convention est ouverte à la signature des Etats représentés à la Onzième session de la Conférence de La Haye de droit international privé.

Elle sera ratifiée et les instruments de ratification seront déposés aupres du Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas.

Article 27.

La présente Convention entrera en vigueur le soixantième jour après le depôt du troisième instrument de ratification prévu par l'article 26, alinéa 2.

La Convention entrera en vigueur, pour chaque Etat signataire ratifiant postérieurement, le soixantième jour après le dépôt de son instrument de ratification.

Article 28.

Tout Etat représenté à la Onzième session de la Conférence de La Haye de droit international privé qui est Membre de cette Conférence ou de l'Organisation des Nations Unies ou d'une institution spécialisée de celle-ci ou Partie au Statut de la Cour internationale de Justice pourra adhérer à la présente Convention après son entrée en vigueur en vertu de l'article 27, alinéa premier.

L'instrument d'adhésion sera déposé auprès du Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas.

La Convention entrera en vigueur, pour l'Etat adhérant, le soixantième jour apres le dépôt de son istrument d'adhésion.

L'adhésion n'aura effet que dans les rapports entre l'Etat adhérant et les Etats contractants qui auront déclaré accepter cette adhésion. Cette déclaration sera déposée auprès du Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas; celui-ci en enverra, par la voie diplomatique, une copie certifiée conforme, à chacun des Etats contractants.

La Convention entrera en vigueur entre l'Etat adhérant et l'Etat ayant déclaré accepter cette adhésion soixante jours après le depôt de la déclaration d'acceptation.

Article 29.

Tout Etat, au moment de la signature, de la ratification ou de l'adhésion, pourra déclarer que la présente Convention s'étendra à l'ensemble des territoires qu'il represente sur le plan international, ou a l'un ou plusieurs d'entre eux. Cette déclaration aura effet au moment de l'entrée en vigueur de la Convention pour ledit Etat.

Par la suite, toute extension de cette nature sera notifiée au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas.

L'extension n'aura d'effet que dans les rapports avec les Etats contractants qui auront déclaré accepter cette extension. Cette déclaration sera déposée auprès du Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas; celui-ci en enverra, par la voie diplomatique, une copie certifiée conforme, à chacun des Etats contractants.

L'extension produira ses effets dans chaque cas soixante jours après le depôt de la déclaration d'acceptation.

Article 30.

La présente Convention aura une durée de cinq ans à partir de la date de son entré en vigueur conformément à l'article 27, alinéa premier, meme pour les Etats qui l'auront ratifiée ou y auront adhéré postérieurement.

La Convention sera renouvelés tacitement de cinq en cinq ans, sauf dénonciation.

La dénonciation sera, au moins six mois avant l'expiration du délai de cinq ans, notifiée au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas.

Elle pourra se limiter à certains territoires auxquels s'applique la Convention.

La dénonciation n'aura d'effet qu'à l'égard de l'Etat qui l'aura notifiée. La Convention restera en vigueur pour les autres Etats contractants.

Article 31.

Le Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas notifiera aux Etats vises a l'article 26, ainsi qu'aux Etats qui auront adhéré conformément aux dispositions de l'article 28:

a) les signatures et ratifications visées à l'article 26;

b) la date à laquelle la presente Convention entrera en vigueur conformément aux dispositions de l'article 27, alinéa premier.

c) les adhésions prévues à l'article 28 et la data à laquelle elles auront effet;

d) les extensions prévues à l'article 29 et la date à laquelle elles auront effet;

e) les dénonciations prévues à l'article 30;

f) les réserves et les retraits de réserves visés aux articles 19, 20, 21, 24 et 25;

g) les déclarations visées aux articles 22, 23, 28 et 29.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment autorisés, ont signé la présente Convention.

FAIT à La Haye, le 1 juin 1970, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire, qui sera déposé dans les archives du Gouvernement des Pays-Bas et dont une copie certifiée conforme sera remise, par la voie diplomatique, à chacun des Etats représentés à la Onzième session de la Conférence de La Haye de droit international privé.

Visto, *il Ministro degli affari esteri*
ANDREOTTI

TRADUZIONE NON UFFICIALE

N.B. — I testi facenti fede sono unicamente quelli indicati nella convenzione.

CONVENZIONE SUL RICONOSCIMENTO DEI DIVORZI E DELLE SEPARAZIONI PERSONALI, ADOTTATA ALL'AJA IL 1° GIUGNO 1970

Gli Stati firmatari della presente Convenzione,

Al fine di facilitare il riconoscimento dei divorzi e delle separazioni personali ottenute nei loro rispettivi territori,

Hanno deciso di adottare in tal senso una Convenzione e hanno convenuto le seguenti disposizioni:

Articolo 1.

La presente Convenzione si applica al riconoscimento in uno Stato contraente, dei divorzi e delle separazioni personali ottenute in un altro Stato contraente a seguito di una procedura giudiziaria o altra procedura ufficialmente riconosciuta in detto Stato e che vi abbiano effetto giuridico.

La Convenzione non concerne le disposizioni relative alle colpe, né le misure o condanne accessorie contenute nella decisione di divorzio o di separazione personale, segnatamente le condanne pecuniarie o le disposizioni relative all'affidamento dei figli.

Articolo 2.

Tali divorzi e separazioni personali sono riconosciuti in tutti gli altri Stati contraenti, fatte salve le altre disposizioni della presente Convenzione se, alla data della richiesta nello Stato (qui di seguito denominato «Stato di origine») del divorzio e della separazione personale:

1) il convenuto vi aveva la sua residenza abituale; o

2) il richiedente vi aveva la sua residenza abituale ed era inoltre soddisfatta una delle condizioni seguenti:

a) tale residenza abituale era durata per almeno un anno immediatamente prima della data della domanda;

b) i coniugi vi avevano ultimamente risieduto abitualmente insieme; o

3) i due coniugi erano cittadini di tale Stato; o

4) il richiedente era un cittadino di detto Stato ed una delle seguenti condizioni era inoltre soddisfatta:

a) il richiedente vi aveva la sua residenza abituale; o

b) vi aveva risieduto abitualmente per un periodo continuativo di un anno compreso, almeno parzialmente, nei due anni precedenti la data della domanda; o

5) il richiedente di divorzio era cittadino di questo Stato ed erano inoltre soddisfatte le seguenti due condizioni:

a) il richiedente era presente in detto Stato alla data della domanda e

b) i coniugi avevano ultimamente risieduto abitualmente insieme in uno Stato la cui legge non prevedeva il divorzio alla data della richiesta.

Articolo 3.

Qualora la competenza in materia di divorzio o di separazione personale si basi, nello Stato di origine, sul concetto di «domicilio», l'espressione «residenza abituale» nell'articolo 2 dovrà comprendere il domicilio secondo il senso attribuito a detto termine in questo Stato.

Tuttavia, il comma precedente non si applica al domicilio della moglie, quando questo è giuridicamente ricollegato al domicilio del coniuge.

Articolo 4.

Se è stata proposta una domanda di riconciliazione, il divorzio o la separazione personale intervenuti sulla domanda principale o sulla domanda riconvenzionale saranno riconosciuti se l'una o l'altra soddisfano le condizioni di cui agli articoli 2 e 3.

Articolo 5.

Qualora una separazione personale, che sia conforme alle disposizioni della presente Convenzione, sia stata tramutata in divorzio nello Stato di origine, il riconoscimento del divorzio non potrà essere rifiutato per il motivo che le condizioni previste agli articoli 2 o 3 non erano più soddisfatte al momento della domanda di divorzio.

Articolo 6.

Qualora il convenuto sia comparso nella procedura, le autorità dello Stato nel quale è richiesto il riconoscimento di un divorzio o di una

separazione personale saranno vincolate dalle constatazioni di fatto sulle quali si è basata la competenza.

Il riconoscimento del divorzio o della separazione personale non potrà essere rifiutato:

a) sia che la legge interna dello Stato nel quale tale riconoscimento e richiesto non permetta il divorzio o secondo i casi la separazione personale per i medesimi fatti;

b) sia che sia stata applicata una legge diversa da quella applicabile secondo i principi di diritto internazionale privato di questo Stato.

Fatto salvo quanto eventualmente necessario per l'applicazione di altre disposizioni della presente Convenzione, le autorità dello Stato nel quale è richiesto il riconoscimento di un divorzio o di una separazione personale, non possono procedere ad alcun esame di merito della decisione.

Articolo 7.

Ciascuno Stato contraente può rifiutare il riconoscimento di un divorzio tra due coniugi che, al momento in cui è stato ottenuto, erano cittadini solo di Stati la cui legislazione non prevede il divorzio.

Articolo 8.

Se, tenuto conto dell'insieme delle circostanze, non è stato effettuato quanto necessario per portare a conoscenza del convenuto la domanda di divorzio o di separazione personale, o se al convenuto non è stata data la possibilità di far valere i suoi diritti, il riconoscimento del divorzio o della separazione personale potrà essere negato.

Articolo 9.

Ciascuno Stato contraente può rifiutare il riconoscimento di un divorzio o di una separazione personale se ciò è incompatibile con una precedente decisione relativa allo stato matrimoniale dei coniugi pronunciata nello Stato in cui il riconoscimento è richiesto o da esso riconosciuta o che soddisfi le condizioni del riconoscimento in tale Stato.

Articolo 10.

Ciascuno Stato contraente può rifiutare il riconoscimento di un divorzio o di una separazione personale se è manifestamente incompatibile con il suo ordine pubblico.

Articolo 11.

Uno Stato tenuto a riconoscere un divorzio ai sensi della presente Convenzione non può vietare ad uno o all'altro coniuge di risposarsi, adducendo il motivo che la legge di un altro Stato non riconosce tale divorzio.

Articolo 12.

In ciascuno Stato contraente qualsiasi procedura di divorzio o di separazione personale potrà essere sospesa, qualora lo stato matrimoniale dell'uno o dell'altro coniuge sia oggetto di una causa pendente in un altro Stato contraente.

Articolo 13.

Per quanto riguarda i divorzi o le separazioni ottenuti o richiesti in Stati contraenti che prevedono in tali materie due o più ordinamenti giuridici applicabili in unità territoriali diverse:

1) ogni riferimento alla legge dello Stato d'origine s'intende come relativo alla legge del territorio nel quale è stato ottenuto il divorzio o la separazione personale;

2) ogni riferimento alla legge dello Stato di riconoscimento s'intende come relativo alla legge del foro;

3) ogni riferimento al domicilio o alla residenza nello Stato di origine indica il domicilio o la residenza nel territorio nel quale è stato ottenuto il divorzio o la separazione personale.

Articolo 14.

Per quanto riguarda l'applicazione degli articoli 2 e 3, quando lo Stato d'origine ha in materia di divorzio o di separazione personale due o più ordinamenti giuridici applicabili in unità territoriali diverse:

1) L'articolo 2, paragrafo 3, si applica quando i due coniugi erano cittadini dello Stato di cui l'unità territoriale — nella quale il divorzio o una separazione personale sono stati ottenuti — fa parte, e ciò a prescindere dalla residenza abituale dei coniugi;

2) L'articolo 2, paragrafi 4 e 5, si applica quando il richiedente sia cittadino dello Stato di cui l'unità territoriale nella quale il divorzio o la separazione personale sono stati ottenuti fa parte.

Articolo 15.

Per quanto concerne uno Stato contraente che ha, in materia di divorzio o di separazione personale, due o più ordinamenti giuridici applicabili a diverse categorie di persone, ogni riferimento alla legge di questo Stato indica l'ordinamento giuridico specificato dalla legge di detto Stato.

Articolo 16.

Qualora, ai fini dell'applicazione della presente Convenzione, si debba prendere in considerazione la legge di uno Stato, sia o no contraente, diverso dallo Stato di origine o di riconoscimento, che abbia, in materia di divorzio o di separazione personale, due o più ordinamenti giuridici di applicazione territoriale o personale, si farà riferimento all'ordinamento specificato dalla legge di detto Stato.

Articolo 17.

La presente Convenzione non ostacola l'applicazione, in uno Stato contraente, di norme giuridiche più favorevoli al riconoscimento di divorzi o di separazioni personali ottenuti all'estero.

Articolo 18.

La presente Convenzione non pregiudica l'applicazione di altre Convenzioni delle quali uno o più Stati contraenti sono o saranno parti e che contengano disposizioni sulle materie regolate dalla presente Convenzione.

Gli Stati contraenti tuttavia dovranno astenersi dal concludere altre convenzioni in materia, incompatibili con le disposizioni della presente Convenzione, tranne che per ragioni particolari derivanti da vincoli regionali o altri; quali che siano le disposizioni di dette Convenzioni, gli Stati contraenti si impegnino a riconoscere, in virtù della presente Convenzione, i divorzi e le separazioni personali ottenuti in Stati contraenti che non siano parti di tali convenzioni.

Articolo 19.

Ciascuno Stato contraente potrà, al più tardi al momento della ratifica o dell'adesione, riservarsi il diritto:

1) di non riconoscere un divorzio o una separazione personale fra due coniugi che, nel momento in cui è stato ottenuto, erano solo suoi cittadini, qualora sia stata applicata una legge diversa da quella prevista dal suo diritto internazionale privato, a meno che detta applicazione non abbia portato allo stesso risultato che se si fossero osservate le norme di quest'ultimo;

2) di non riconoscere un divorzio fra due coniugi se, nel momento in cui fu ottenuto, entrambi avevano la loro residenza abituale in Stati che non prevedevano il divorzio. Uno Stato che fa uso della riserva prevista nel presente paragrafo non potrà rifiutare il riconoscimento per applicazione dell'articolo 7.

Articolo 20.

Ciascuno Stato contraente la cui legge non preveda il divorzio potrà, al più tardi al momento della ratifica o dell'adesione, riservarsi il diritto di non riconoscere un divorzio se, nel momento in cui questo fu ottenuto, uno dei coniugi era cittadino di uno Stato contraente la cui legge non prevedeva il divorzio.

Detta riserva avrà effetto solo fino a che la legge dello Stato che ne fa uso non riconoscerà il divorzio.

Articolo 21.

Ciascuno Stato contraente la cui legge non preveda la separazione personale, potrà al più tardi al momento della ratifica o dell'adesione riservarsi il diritto di non riconoscere una separazione personale se, nel momento in cui questa fu ottenuta, uno dei coniugi era cittadino di uno Stato contraente la cui legge non prevedeva la separazione personale.

Articolo 22.

Ciascuno Stato contraente potrà dichiarare in ogni momento che determinate categorie di persone che hanno la sua nazionalità potranno non essere considerate come suoi cittadini ai fini dell'applicazione della presente Convenzione.

Articolo 23.

Ciascuno Stato contraente che abbia, in materia di divorzio o di separazione personale, due o più ordinamenti giuridici potrà, al momento della firma, della ratifica o dell'adesione, dichiarare che la presente Convenzione si estende a tutti questi ordinamenti giuridici o solo a uno o più di essi, e potrà in ogni momento modificare questa dichiarazione facendo una nuova dichiarazione.

Tali dichiarazioni saranno notificate al Ministero degli affari esteri dei Paesi Bassi, e indicheranno espressamente gli ordinamenti giuridici ai quali la Convenzione si applica.

Gli Stati contraenti possono rifiutare di riconoscere un divorzio o una separazione personale se, alla data in cui il riconoscimento è richiesto, la Convenzione non sia applicabile all'ordinamento giuridico secondo le cui norme questi sono stati ottenuti.

Articolo 24.

La presente Convenzione è applicabile a prescindere dalla data nella quale il divorzio o la separazione personale è stata ottenuta.

Tuttavia, uno Stato contraente potrà, al più tardi al momento della ratifica o dell'adesione, riservarsi il diritto di non applicare la presente Convenzione ad un divorzio o ad una separazione personale ottenuta prima della data della sua entrata in vigore in questo Stato.

Articolo 25.

Ciascuno Stato potrà, al più tardi al momento della ratifica o dell'adesione, formulare una o più riserve come previsto agli articoli 19, 20, 21 e 24 della presente Convenzione. Nessun'altra riserva sarà ammessa.

Ciascuno Stato contraente potrà anche, notificando una estensione della Convenzione in conformità all'articolo 29, formulare una o più di queste riserve con effetto limitato ai territori o ad alcuni dei territori indicati nella notifica di estensione.

Ciascuno Stato contraente potrà, in qualsiasi momento, ritirare una riserva precedentemente formulata. Tale ritiro sarà notificato al Ministero degli affari esteri dei Paesi Bassi.

L'effetto della riserva cesserà il sessantesimo giorno dopo la notifica di cui al comma precedente.

Articolo 26.

La presente Convenzione è aperta alla firma degli Stati rappresentati alla Undicesima sessione della Conferenza di diritto internazionale privato de L'Aja.

Essa sarà ratificata e gli strumenti di ratifica saranno depositati presso il Ministero degli affari esteri dei Paesi Bassi.

Articolo 27.

La presente Convenzione entrerà in vigore il sessantesimo giorno dopo il deposito del terzo strumento di ratifica di cui all'articolo 26, comma 2.

La Convenzione entrerà in vigore per ciascuno Stato firmatario che la ratifichi successivamente, il sessantesimo giorno dopo il deposito del suo strumento di ratifica.

Articolo 28.

Ciascuno Stato non rappresentato alla Undicesima sessione della Conferenza de L'Aja di diritto internazionale privato, che sia membro di tale Conferenza o dell'Organizzazione delle Nazioni Unite o di un'Agenzia specializzata nell'ambito di tale Organizzazione, o sia parte dello Statuto

della Corte internazionale di Giustizia, potrà aderire alla presente Convenzione dopo la sua entrata in vigore in conformità all'articolo 27, comma primo.

Lo strumento di adesione sarà depositato presso il Ministero degli affari esteri dei Paesi Bassi.

La Convenzione entrerà in vigore, per lo Stato aderente, il sessantesimo giorno dopo il deposito del suo strumento di adesione.

L'adesione avrà effetto solo fra lo Stato aderente e gli Stati contraenti che avranno dichiarato di accettare tale adesione. Tale dichiarazione sarà depositata presso il Ministero degli affari esteri dei Paesi Bassi; quest'ultimo ne inviera, per via diplomatica, copia certificata conforme a ciascuno stato contraente.

La Convenzione entrerà in vigore, fra lo Stato aderente e lo Stato che abbia dichiarato di accettare tale adesione, sessanta giorni dopo il deposito della dichiarazione di accettazione.

Articolo 29.

Qualsiasi Stato, al momento della firma, della ratifica o dell'adesione, potrà dichiarare che la presente Convenzione si estenderà all'insieme dei territori che rappresenta sul piano internazionale, o a uno o più di essi. Tale dichiarazione avrà effetto al momento dell'entrata in vigore della Convenzione per il suddetto Stato.

In seguito, ogni estensione di questo tipo sarà notificata al Ministero degli affari esteri dei Paesi Bassi.

L'estensione avra effetto solo per gli Stati contraenti che avranno dichiarato di accettare tale estensione. Tale dichiarazione sarà depositata presso il Ministero degli affari esteri dei Paesi Bassi; detto Ministero ne farà pervenire, per via diplomatica, una copia certificata conforme a ciascuno Stato contraente.

L'estensione produrrà i suoi effetti in ogni caso sessanta giorni dopo il deposito della dichiarazione di accettazione.

Articolo 30.

La presente Convenzione avrà una durata di cinque anni a partire dalla data della sua entrata in vigore in conformità all'articolo 27, comma primo, anche per gli Stati che l'avranno ratificata o vi avranno successivamente aderito.

La Convenzione sarà tacitamente rinnovata allo scadere di ogni quinquennio, salvo denuncia.

La denuncia sarà, almeno sei mesi prima della scadenza del termine di cinque anni, notificata al Ministero degli affari esteri dei Paesi Bassi.

Potrà essere limitata ad alcuni dei territori cui si applica la Convenzione.

La denuncia avrà effetto solo per quanto riguarda lo Stato che l'ha notificata.

La Convenzione rimarrà in vigore per gli altri Stati contraenti.

Articolo 31.

Il Ministero degli affari esteri dei Paesi Bassi notificherà agli Stati di cui all'articolo 26, ed agli Stati che vi avranno aderito in conformità alle disposizioni dell'articolo 28, quanto segue:

a) le firme e ratifiche indicate all'articolo 26;

b) la data in cui la presente Convenzione entrerà in vigore conformemente alle disposizioni dell'articolo 27, comma primo.

c) le adesioni previste all'articolo 28 e la data in cui entreranno in vigore;

d) le estensioni previste all'articolo 29 e la data in cui entreranno in vigore;

e) le denunce previste all'articolo 30;

f) le riserve e i ritiri di riserva di cui agli articoli 19, 20, 21, 24 e 25;

g) le dichiarazioni di cui agli articoli 22, 23, 28 e 29.

IN FEDE DI CHE, i sottoscritti, debitamente autorizzati, hanno firmato la presente Convenzione.

FATTO a L'Aja, il 1° giugno 1970, in francese e in inglese, i due testi facenti ugualmente fede, in un solo esemplare che sarà depositato presso gli Archivi del Governo dei Paesi Bassi e di cui una copia certificata conforme sarà inviata, per via diplomatica, a ciascuno degli Stati rappresentati alla Undicesima sessione della Conferenza di diritto internazionale privato de L'Aja.

LAVORI PREPARATORI

Senato della Repubblica (atto n. 572):

Presentato dal Ministro degli affari esteri (ANDREOTTI) il 10 marzo 1984.

Assegnato alla 3ª commissione (Affari esteri), in sede referente, il 22 maggio 1984, con pareri delle commissioni 1ª e 2ª.

Esaminato dalla 3ª commissione l'11 e 18 luglio 1984.

Relazione scritta annunciata il 24 luglio 1984 (atto n. 572/A - relatore: VELLA).

Esaminato in aula e approvato il 30 luglio 1984.

Camera dei deputati (atto n. 1987):

Assegnato alle commissioni riunite III (Affari esteri) e IV (Giustizia), in sede referente, il 15 ottobre 1984, con pareri delle commissioni I e II.

Esaminato dalle commissioni riunite III e IV il 28 febbraio 1985.

Relazione scritta annunciata il 25 marzo 1985 (atto n. 1987/A - relatori: BORRI e BONFIGLIO).

Esaminato in aula il 21 maggio 1985 e approvato il 23 maggio 1985.

LEGGE 10 giugno 1985, n. **302.**

Ratifica ed esecuzione del protocollo per l'emendamento dell'accordo sul finanziamento collettivo di alcuni servizi di navigazione aerea in Groenlandia e nelle Isole Faroer adottato a Ginevra il 25 settembre 1956 e del protocollo per l'emendamento dell'accordo sul finanziamento collettivo di alcuni servizi di navigazione aerea in Islanda adottato a Ginevra il 25 settembre 1956, entrambi adottati a Montreal il 3 novembre 1982, con atto finale firmato in pari data.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare il protocollo per l'emendamento dell'accordo sul finanziamento collettivo di alcuni servizi di navigazione aerea in Groenlandia e nelle Isole Faroer adottato a Ginevra il 25 settembre 1956, ed il protocollo per l'emendamento dell'accordo sul finanziamento collettivo di alcuni servizi di navigazione aerea in Islanda adottato a Ginevra il 25 settembre 1956, entrambi adottati a Montreal il 3 novembre 1982, con atto finale firmato in pari data.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data ai due protocolli di cui all'articolo precedente a decorrere dalla loro entrata in vigore in conformità rispettivamente all'articolo 14 e all'articolo 13 dei protocolli stessi.

Art. 3.

L'onere derivante dalla presente legge, valutato in lire 80 milioni nell'anno 1984, corrispondenti rispettivamente a corone danesi 245.214 e a dollari USA 24.125, farà carico al capitolo 2156 dello stato di previsione del Ministero dei trasporti per l'anno finanziario 1984 ed ai corrispondenti capitoli degli anni successivi.

Art. 4.

La presente legge entrerà in vigore il giorno successivo a quella della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale*.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 10 giugno 1985

PERTINI

CRAXI, *Presidente del Consiglio dei Ministri*
ANDREOTTI, *Ministro degli affari esteri*

Visto, *il Guardasigilli:* MARTINAZZOLI

PROTOCOLE

portant amendement de l'Accord sur le financement collectif de certains services de navigation aérienne du Groenland et des Iles Féroé fait à Genève le 25 septembre 1956

LES GOUVERNEMENTS soussignés, partie à l'Accord sur le financement collectif de certains services de navigtion aérienne du Groenland e des Iles Féroé fait a Genève le 25 septembre 1956 (ci-après denommé «l'Accord»),

CONSIDERANT qu'il est souhaitable d'amender l'Accord,

SONT CONVENUS de ce qui suit:

CHAPITRE Ier

AMENDEMENTS A L'ACCORD

Article Ier

Le titre de l'Accord est: «Accord sur le financement collectif de certains services de navigation aérienne du Groenland».

Article 2

L'Article V de l'Accord est supprimé et remplacé par les dispositions suivantes:

«Article V. — Le coût total des services, calculé conformément aux Annexes II et III au présent Accord, ne peut dépasser 4.663.463 dollars des Etats-Unis par année civile. Le Conseil peut relever cette limite soit avec le consentement de tous les Gouvernements contractants, soit en application des dispositions de l'article VI».

Article 3

Dans l'article VI, paragraphe 1, la reférence au paragraphe 2 de l'article VII est supprimée et une référence au paragraphe 6 de l'article VII doit être insérée.

Article 4

L'article VII de l'Accord est supprimé et remplacé par les dispositions suivantes:

«Article VII. — 1. Sous réserve des dispositions des l'article V et du paragraphe 2 de l'article VI, les Gouvernements contractants s'èngagent à partager quatre-vingt-quinze pour cent des dépenses réelles approuvées des services, déterminées conformément aux dispositions de l'article VIII, en proportion des avantages aeronautiques que chaque Gouvernement contractant retire des services. Cette proportion est déterminée, pour chaque Gouvernement contractant et pour chaque année civile, d'après le nombre de traversées complètes effectuées au cours de ladite année par ses aeronefs civils sur les routes reliant l'Europe et l'Amérique du Nord et dont une partie quelconque passe au nord du parallèle 45° nord entre les meridiens 15° ouest et 50° ouest. De plus:

a) un vol uniquement entre le Groenland et le Canada, le Groenland et les Etats-Unis d'Amérique, le Groenland et l'Islande ou l'Islande et l'Europe compte pour un tiers de traversée;

b) un vol uniquement entre le Groenland et l'Europe, l'Islande et le Canada, ou l'Islande et les Etats-Unis d'Amérique compte pour deux tiers de traversee;

c) un vol à destination ou en provenance d'Europe ou d'Islande qui ne franchit pas la cote de l'Amérique du Nord mais franchit le méridien 30° ouest au nord du parallèle 45° nord compte pour un tiers des traversee.

2. Aux fins du paragraphe 1 du présent article:

a) une traversée est comptée même si le décollage ou l'atterrissage a eu lieu en un point situé ailleurs que sur le territoires dont fait mention ce paragraphe;

b) l'«Europe» ne comprend pas l'Islande ni les Açores.

3. Au plus tard le 20 novembre de chaque année, le Conseil détermine les contributions des Gouvernements contractants, afin de fournir des avances pour l'année suivante. Pour l'année 1983 les contributions seront établies d'après le nombre de traversées effectuées en 1981 et d'après quatre-vingt-quinze pour cent des dépenses estimatives de 1983. La contribution de chaque Gouvernement contractant est ajustée en fonction de toute différence entre les montants versés par lui à l'Organisation sous forme d'avances pour l'année 1981 et sa part, déterminée d'après le nombre de traversées effectuées en 1981, de quatre-vingt-quinze pour cent des dépenses reelles approuvees de 1981. La contribution ajustée de chaque Gouvernement contractant est diminuée du montant de sa part, déterminée d'après le nombre de traversées effectuees en 1981, des recettes estimatives provenant des redevances d'usage qui doivent être versées en 1983 au Danemark, aux termes de l'Article XIV de l'Accord.

4. La méthode exposée au paragraphe 3 de cet article s'applique aux contributions pour l'année 1984, avec les changements de date qui s'imposent.

5. Pour l'année 1985, la methode exposée au paragraphe 3 de cet article s'applique avec le changement de date qui s'impose et, de plus, la contribution de chaque Gouvernement contractant est de nouveau ajustée en fonction de toute différence entre sa part des recettes estimatives provenant des redevances d'usage, correspondantes à l'année 1983, et sa part, déterminée d'après le nombre de traversées effectuées en 1983, des recettes reelles apurées provenant de redevances d'usage et versées au Danemark en 1983.

6. La méthode de 1985, s'applique pour les années suivantes, avec les changements de date qui s'imposent.

7. Le 1er janvier et le 1erjuillet de chaque année civile, à partir du 1er janvier 1983, chaque Gouvernement contractant paie à l'Organisation, par versements semestriels, la contribution qui lui a été imputée au titre des avances pour l'année civile en cours, ajustée et diminuée conformément aux dispositions des paragraphes 3, 4, 5 et 6 du présent article.

8. En cas d'abrogation du present Accord, le Conseil procède aux ajustements destinés à atteindre les objectifs du présent article et portant sur toute période pour laquelle, à la date de l'abrogation du dit Accord, les paiements n'ont pas été ajustés conformément aux paragraphes 3, 4, 5 et 6 du présent article.

9. Chaque Gouvernement contractant fournit au Secrétaire général, le 1er mai de chaque année au plus tard, dans la forme prescrite par le Secrétaire général, des renseignements complets sur les traversées effectuées au cours de l'année civile précédente auxquelles cet article s'applique.

10. Les Gouvernements contractants peuvent convenir que les renseignements mentionnés au paragraphe 9 de cet article, seront fournis au Secrétaire général, en leur nom, par un autre Gouvernement».

Article 5

Dans l'article VIII de l'Accord:

a) le paragraphe 1 est supprimé et remplacé par les dispositions suivantes:

«1. Le Gouvernement du Danemark soumet au Secrétaire général, le 15 septembre de chaque année au plus tard, les prévisions de dépenses afférentes aux Services pour l'année civile suivante exprimées en couronnes danoises. Les prévisions sont établies conformément aux dispositions de l'article III et aux Annexes II et III au présent Accord.»

b) le paragraphe 4 est supprimé et remplacé par les dispositions suivantes:

«4. L'état des dépenses reelles pour chaque annee est soumis a l'approbation du Conseil.»

Article 6

Dans l'article IX de l'Accord:

a) le paragraphe 2 est supprimé et remplacé par les dispositions suivantes:

«2. Après s'être assuré que le prévisions présentées par le Gouvernement du Danemark aux termes du paragraphe 1 de l'article VIII ont été etablies conformément aux dispositions de l'article III et aux Annexes II et III au présent Accord, le Conseil autorise le Secrétaire général à effectuer des versements audit Gouvernement, pour chaque trimestre, au plus tard le premier jour du deuxième mois du trimestre. Ces versements sont fondés sur les previsions mentionnées ci-dessus et constituent des avances, sous reserve des ajustements prévus au paragraphe 3 du présent article. Le montant total de ces versements ne peut, pour aucune année, dépasser la limite fixée conformément aux dispositions de l'article V. A partir du 1er janvier 1983, le Gouvernement du Danemark traite toutes les recettes nettes provenant des redevances d'usage perçues auprès de tous les exploitants d'aéronefs civils, dans le cadre du système instauré par l'article XIV et qui lui sont remises chaque année civile, comme constituant une partie des avances pour l'année en question».

b) dans le paragraphe 3, les mots «à compter de l'année 1957» sont supprimes.

Article 7

Dans l'article XI de l'Accord:

a) le paragraphe 2 est supprimé et remplacé par les dispositions suivantes:

«2. Chacun des Gouvernements contractants effectue des versements a l'Organisation, aux termes de l'article VII, en couronne danoises. Ces versements peuvent aussi être effectués en dollars des Etats-Unis, si la reglementation du Gouvernement qui les effectue l'exige. La procédure pour determiner le taux de change applicable pour le paiement en dollars des Etats-Unis sera déterminée par le Conseil en consultation avec le Gouvernements concernés».

b) le paragraphe 4 est supprimé.

Article 8

Dans l'article XIII de l'Accord, le paragraphe 2 est supprime et remplacé par les dispositions suivantes:

«2. Sous réserve des dispositions des articles V et VI, le Conseil peut, d'accord avec le Gouvernement du Danemark, inclure dans le cadre du present Accord des services s'ajoutant à ceux qui sont spécifiés à l'Annexe I ci-jointe, ainsi que des nouvelles dépenses en capital afférentes à ces services, pourvu que l'une des conditions suivantes soit remplie:

a) le montant global de ces dépenses est limité chaque année à 3,5 pour cent du coût approuvé à l'article V; ou

b) ces services sont ceux auxquels ont consenti tous les Gouvernements contractants; ou

c) ces services sont ceux auxquels ont consenti des Gouvernements contractants dont le total des contributions est au moins égal à quatre-vingt-dix pour cent du montant global des contributions fixées conformément aux dispositions de l article VII, paragraphe 3, 4, 5 et 6 et auxquels s'appliquent les dispositions de l article VI.»

Article 9

L'article XIV de l'Accord est supprimé et remplacé par les dispositions suivantes:

«Article XIV. — Le Gouvernement du Danemark met en œuvre un système de redevances d'usage pour les services fournis à tous les aéronefs civils qui effectuent des traversées comme définies a l'article VII. Ces redevances d'usage seront calculées conformément aux dispositions de l'Annexe III au présent Accord. Les revenus nets provenant de ces redevances seront déduits des paiements dus au Gouvernement du Danemark conformément aux dispositions de cet Accord. A moins que le Conseil n'y consente, le Gouvernement du Danemark ne perçoit aucune redevance supplémentaire pour l'usage de l'un quelconque des services par des usagers autres que les ressortissants danois.»

Article 10

Dans l'article XXVI de l'Accord:

a) le paragraphe 1 est supprime et remplacé par les dispositions suivantes:

«1. Toute proposition d'amendement au présent Accord peut être fait par un Gouvernement contractant ou par le Conseil. La proposition est communiquee par ecrit au Secrétaire général qui la transmet à tous les Gouvernements contractants en leur demandant de l'aviser formellement s'ils l'acceptent ou non.

2. L'adoption d'un amendement exige le consentement des deux tiers de tous le Gouvernements contractants dont le total de contributions pour l'année en cours est au moins égal à quatre-vingt-dix pour cent.

3. L'amendement ainsi adopte entre en vigueur pour tous les Gouvernements contractants le 1 janvier de l'année suivant l'année au cours de laquelle le Secretaire géneral a recu l'acceptation officielle de l'emendement, communiquée par écrit, des Gouvernements contractants responsables pour au moins quatre-vingt-dix-huit pour cent des contributions pour l'année en cours.

4. Le Secrétaire general envoie de copies certifiées conformes de chaque amendement adopté à tous les Gouvernements contractants et leur notifie toutes les acceptations et la date d'entrée en vigueur de tout amendement.»

b) le paragraphe 2 est supprimé.

c) le paragraphe 3 est renuméroté 5

CHAPITRE II

AMENDEMENT A L'ANNEXE III

Article 11

Une nouvelle Section III, jointe en Appendice au présent Protocole, est ajoutée à l'Annexe III à l'Accord.

CHAPITRE III

DISPOSITIONS PROTOCOLAIRES

Article 12

L'Accord et le présent Protocole seront lus, interprétés et appliqués comme un seul et même instrument.

Article 13

1. Le présent Protocole sera ouvert à la signature des Gouvernements parties à l'Accord (ci-après dénommés «Les présentes Parties») jusqu'au 15 novembre 1982 au siège de l'Organisation de l'Aviation civile internationale. Après cette date, il sera ouvert à l'adhésion des Gouvernements en cause.

2. Le présent Protocole est subordonné à l'acceptation des Gouvernements signataires.

3. Les instruments d'acceptation ou d'adhésion seront déposés dès que possible auprès du Secrétaire général.

Article 14

1. Le présent Protocole entrera en vigueur le soixantième jour après la date à laquelle des instruments d'acceptation ou d'adhésion auront été-déposés par toutes les présentes Parties.

2. Nonobstant ce qui precede, le present Protocole sera appliqué provisoirement à compter du 1er janvier 1983, à l'exception de l'Article 10.

Article 15

1. Le présent Protocole sera aussi ouvert a l adhésion de tous les Gouvernements autres que le présentes Parties.

2. Cette adhésion sera effectuée par le dépot d'un instrument d'adhésion aupres du Secrétaire général.

3. Si l'instrument d'adhésion est déposé avant l'entrée en vigueur de ce Protocole, le Gouvernement qui dépose l'instrument appliquera ce Protocole provisoirement a partir du 1er janvier de l'année qui suit le depôt de l'instrument. Si l'instrument est déposé après l'entrée en vigueur de ce Protocolle, il prendre effet au 1er janvier de l'année qui suit le depôt de l'instrument.

4. Cette adhésion sera réputée constituer une adhésion à l'Accord amendé par le présent Protocole.

Article 16

Le Secrétaire general adressera des copies certifiées conformes du present Protocole à tous les Gouvernements signataires et adhérents et leur notifiera:

a) toutes les signatures du présent Protocole;

b) le depôt de tout instrument d'acceptation ou d'adhésion; et

c) la date à laquelle le présent Protocole entre en vigueur, conformement aux dispositions de l'Article 14.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent Protocole, au nom de leurs Gouvernements respectifs.

FAIT à Montréal le troisième jour du mois de novembre de l'année mil neuf cent quatre-vingt-deux, en français, en anglais et en espagnol, les trois textes faisant égalément foi, en un exemplaire unique qui sera déposé aupres de l'Organisation de l'Aviation civile internationale.

Visto, *il Ministro degli affari esteri*
ANDREOTTI

APPENDICE

Nouvelle Section III de l'Annexe III de cet Accord:

«SECTION III

REDEVANCES D USAGE

1. Conformément à l'article XIV du présent Accord, le Conseil détermine, le 20 novembre 1982 au plus tard, une redevance d'usage unique pour chaque traversée d'aéronef civil effectuée pendant l'année civile 1983, en ce qui concerne les services financés collectivement. Cette redevance est calculée en divisant quatre-vingt-quinze pour cent des coûts estimatifs approuves, exprimes en couronnes danoises, qui sont imputables à l'aviation civile en 1983 (définis au paragraphe 6 ci-dessous), majores d'un ajustement au titre des déficits de recouvrement ou diminués d'un ajustement au titre des excédents de recouvrement en 1981 (calculés conformément aux dispositions des paragraphes 3, 4 et 5 ci-dessous), par le nombre total de traversées effectuées en 1981, le montant etant arrondi a la couronne danoise la plus proche.

2. Les dispositions du paragraphe 1 ci-dessus, une fois que les dates qui y figurent auront été modifiées comme il convient, régissent le calcul de la redevance d'usage perçue pour chaque traversée d'aéronef civil effectuée durant l'année civile 1984 et les années suivantes.

3. L'excédent ou le déficit de recouvrement dont fait mention le paragraphe 1 ci-dessus correspond à la différence entre le montant qui peut être perçus pour une année quelconque (paragraphe 4 ci-dessous) et le total des montants facturés aux usagers pour cette même année (paragraphe 5 ci-dessous).

4. Le montant qui peut être perçu en 1981 (pour le calcul de la redevance d'usage de 1983) équivaut à quatre-vingts pour cent de quatre-vingt-quinze pour cent des dépenses approuvées imputables à l'aviation civile en 1981, diminuées de l'excédent de recouvrement en 1979. En 1982, il equivaut a quatre-vingt-quinze pour cent des dépenses approuvees imputables à l'aviation civile en 1982, diminuées de l'excedent de recouvrement en 1980. Pour 1983 et le années suivantes, le montant qui pourra être perçu equivaudra a quatre-vingt-quinze pour cent des dépenses approuvees imputables à l'aviation civile pour l'année en question, diminuees de l'excédent de recouvrement ou majorées du déficit de recouvrement enregistré deux ans plus tot.

5. Pour le calcul de la redevance d'usage pour 1983, les montants facturés aux usagers en 1981 (nécessaires pour déterminer si, en 1981, il y a eu un excedent ou un déficit de recouvrement) sont calculés en multipliant la partie de la redevance d'usage percue en 1981 au titre du présent Accord, exprimée en livres sterling, par le nombre de traversées effectuées en 1981 et en convertissant ensuite le produit ainsi obtenu en couronne danoises aux taux de change convenus pour 1981. Pour les années suivantes, les montants facturés aux usagers seront calculés de la même manière, avec les changements de date qui s'imposent.

6. Aux fins de calcul des redevances d'usage, les pourcentages ci-après des coûts financés collectivement (c'est-à-dire quatre-vingt-quinze pour cent du total des coûts) sont imputables à l'aviation civile internationale:

a) 30 pour cent des coûts des services météorologiques (observations synoptiques en surface et en altitude) et des services de télécommunications météorologiques correspondants;

b) 100 pour cent des coûts des services de télécommunications aeronautiques et du câble (MET/COM exceptés);

c) 90 pour cent des coûts du radiophare non directionnel (NDB) de Prins Christian Sund».

Visto, *il Ministro degli affari esteri*
ANDREOTTI

TRADUZIONE NON UFFICIALE

N.B. — I testi facenti fede sono unicamente quelli indicati nei protocolli.

PROTOCOLLO

per l'emendamento dell'Accordo sul finanziamento collettivo di alcuni servizi di navigazione aerea della Groenlandia e delle Isole Faröer fatto a Ginevra il 25 settembre 1956

I GOVERNI sottoscritti, parte dell'Accordo sul finanziamento collettivo di alcuni servizi di navigazione aerea della Groenlandia e delle Isole Faröer fatto a Ginevra il 25 settembre 1956 (qui di seguito denominato «l'Accordo»),

CONSIDERANDO auspicabile l'emendamento dell'Accordo,

HANNO DECISO quanto segue:

CAPITOLO I

EMENDAMENTI DELL'ACCORDO

Articolo 1

Il titolo dell'Accordo e: «Accordo sul finanziamento collettivo di alcuni servizi di navigazione aerea della Groenlandia».

Articolo 2

L'articolo V dell'Accordo è soppresso e sostituito dalle seguenti disposizioni:

«Articolo V. — Il costo totale dei servizi, calcolato conformemente agli Allegati II e III del presente Accordo, non può superare 4.663.463 dollari USA per anno civile. Il Consiglio può aumentare questo tetto sia con il consenso di tutti i Governi contraenti, sia in applicazione delle disposizioni dell'articolo VI.»

Articolo 3

Nell'articolo VI, paragrafo 1, il riferimento al paragrafo 2 dell'articolo VII è soppresso e deve essere inserito un riferimento al paragrafo 6 dell'articolo VII.

Articolo 4

L'articolo VII dell'Accordo e soppresso e sostituito dalle seguenti disposizioni:

«Articolo VII. — 1. Fatte salve le disposizioni dell'articolo V e del paragrafo 2 dell'articolo VI, i Governi contraenti si impegnano a dividere il novantacinque per cento delle spese reali approvate dai servizi, determinate in conformità alle disposizioni dell'articolo VIII, in proporzione ai vantaggi aeronautici che ogni Governo contraente trae dai servizi. Tale proporzione e determinata, per ogni Governo contraente e per ogni anno civile, secondo il numero di traversate complete effettuate nel corso del suddetto anno dai suoi aeromobili civili sulle rotte colleganti l'Europa e l'America del Nord, di cui una parte qualunque passi a nord del parallelo 45° nord tra i meridiani 15° ovest e 50° ovest. Inoltre:

a) un volo unicamente tra la Groenlandia e il Canada, la Groenlandia e gli Stati Uniti d'America, la Groenlandia e l'Islanda o l'Islanda e l'Europa vale per un terzo di traversata;

b) un volo unicamente fra la Groenlandia e l'Europa, l'Islanda e il Canada, o l'Islanda e gli Stati Uniti d'America vale per due terzi di traversata;

c) un volo diretto a o proveniente dall'Europa o dall'Islanda che non oltrepassi la costa dell'America del Nord, ma superi il 30° meridiano ovest a nord del 45° parallelo nord, vale per un terzo di traversata.

2. Ai fini del paragrafo 1 del presente articolo:

a) una traversata e calcolata anche se il decollo o l'atterraggio hanno avuto luogo in un punto situato fuori dai territori cui questo paragrafo fa riferimento;

b) l'«Europa» non comprende né l'Islanda né le Azzorre.

3. Al piu tardi il 20 novembre di ogni anno, il Consiglio fissa i contributi dei Governi contraenti, al fine di fornire anticipi per l'anno successivo. Per l'anno 1983, i contributi saranno determinati in base al numero delle traversate effettuate nel 1981 e in base al novantacinque per cento delle spese preventivate per il 1983. Il contributo di ogni Governo contraente è adeguato in base ad ogni differenza fra gli importi da questo versati all'Organizzazione sotto forma di anticipi per l'anno 1981 e la sua quota parte, determinata secondo il numero delle traversate effettuate nel 1981, del novantacinque per cento delle spese reali approvate per il 1981. Il contributo così adeguato di ciascun Governo contraente verrà diminuito dell'importo della sua quota parte, fissato in base al numero delle traver-

sate effettuate nel 1981, degli introiti preventivati provenienti dai diritti d'uso che devono essere versati nel 1983 alla Danimarca ai sensi dell'articolo XIV dell'Accordo.

4. Il metodo esposto al paragrafo 3 del presente articolo di applica ai contributi per l'anno 1984, con i cambiamenti di data che si impongono.

5. Per l'anno 1985, il sistema descritto al paragrafo 3 del presente articolo è applicato con i necessari cambiamenti di data ed inoltre il contributo di ciascun Governo contraente viene nuovamente adeguato in base alla differenza tra la sua quota parte di introiti preventivati provenienti dai diritti d'uso, corrispondenti all'anno 1983, e la sua quota parte, fissate in base al numero delle traversate effettuate nel 1983, degli introiti reali accertati provenienti dai diritti d'uso e versati alla Danimarca nel 1985.

6. Il sistema del 1985, si applica agli anni successivi, con i cambiamenti di data che si impongono.

7. Il 1° gennaio e il 1° luglio di ogni anno civile, a partire dal 1° gennaio 1983, ciascun Governo contraente pagherà all'Organizzazione, con versamenti semestrali, il contributo che gli è stato imputato a titolo di anticipo per l'anno civile in corso, adeguato e diminuito in conformità alle disposizioni dei paragrafi 3, 4, 5 e 6 del presente articolo.

8. In caso di abrogazione del presente Accordo, il Consiglio procede agli adeguamenti destinati a raggiungere gli obiettivi del presente articolo relativi a qualsiasi periodo per il quale, alla data dell'abrogazione del citato Accordo, i pagamenti non siano stati adeguati in conformità ai paragrafi 3, 4, 5 e 6 del presente articolo.

9. Ciascun Governo contraente fornisce al Segretario generale, al più tardi il 1° maggio di ogni anno, nella forma prescritta dal Segretario generale, informazioni complete riguardo alle traversate effettuate nel corso dell'anno civile precedente cui questo articolo si applica.

10. I Governi contraenti possono convenire che le informazioni menzionate al paragrafo 9 del presente articolo, saranno fornite al Segretario generale, a loro nome, da un altro Governo.

Articolo 5

Nell'articolo VIII dell'Accordo:

a) il paragrafo 1 è soppresso e sostituito dalle seguenti disposizioni:

«1. Il Governo della Danimarca sottopone al Segretario generale, al più tardi il 15 settembre di ogni anno, i preventivi di spesa relativi ai Servizi per l'anno civile successivo espressi in corone danesi. I preventivi sono stabiliti conformemente alle disposizioni dell'articolo III e agli Allegati II e III al presente Accordo».

b) il paragrafo 4 è soppresso e sostituito dalle disposizioni seguenti:

«4. Lo stato delle spese reali per ogni anno è sottoposto all'approvazione del Consiglio».

Articolo 6

Nell'articolo IX dell'Accordo:

a) il paragrafo 2 è soppresso e sostituito dalle seguenti disposizioni:

«2. Dopo essersi accertato che le previsioni presentate dal Governo della Danimarca secondo i termini del paragrafo 1 dell'articolo VIII sono state stabilite in conformità alle disposizioni dell'articolo III e agli Allegati II e III al presente Accordo, il Consiglio autorizza il Segretario generale a effettuare versamenti al suddetto Governo, per ogni trimestre al più tardi il primo giorno del secondo mese del trimestre. Tali versamenti si basano sui preventivi di cui sopra e costituiscono anticipi, fermi restando gli adeguamenti di cui al paragrafo 3 del presente articolo. L'ammontare totale di questi versamenti non può, per alcun anno, oltrepassare il limite fissato in conformità alle disposizioni dell'articolo V. A partire dal 1° gennaio 1983, il Governo della Danimarca tratterà tutti i ricavi netti provenienti dai canoni d'uso percepiti da tutte le compagnie di navigazione aerea civile, nell'ambito del sistema introdotto dall'articolo XIV e che gli vengono rimessi ogni anno civile, come parte degli anticipi per l'anno in corso.»

b) Nel paragrafo 3, le parole «a partire dall'anno 1957» sono soppresse.

Articolo 7

Nell'articolo XI dell'Accordo:

a) il paragrafo 2 è soppresso e sostituito dalle disposizioni seguenti:

«2. Ciascun Governo contraente effettua versamenti all'Organizzazione, ai termini dell'articolo VII, in corone danesi. Tali versamenti possono anche essere effettuati in dollari USA, se ciò è previsto dalle norme del Governo che li effettua. La procedura atta a determinare il tasso di cambio applicabile per il pagamento in dollari Usa sarà determinata dal Consiglio, sentiti i Governi interessati.»

b) il paragrafo 4 è soppresso.

Articolo 8

Nell'articolo XIII dell'Accordo, il paragrafo 2 è soppresso e sostituito dalle seguenti disposizioni:

«2. Fatte salve le disposizioni degli articoli V e VI, il Consiglio può, d'accordo con il Governo della Danimarca, includere nel contesto del

presente Accordo servizi supplementari a quelli già specificati all'Allegato I qui accluso, così come nuove spese di capitale relative a detti servizi, purché una delle seguenti condizioni sia soddisfatta:

a) l'ammontare globale di tali spese sia limitato ogni anno al cento del costo approvato all'articolo V; o

b) questi servizi siano quelli approvati da tutti i governi contraenti;

o

c) questi servizi siano quelli approvati dai governi contraenti il cui totale di contributi sia almeno pari al novanta per cento dell'ammontare globale dei contributi stabiliti conformemente alle disposizioni dell'articolo VII, paragrafi 3, 4, 5 e 6 e a cui si applichino le disposizioni dell'articolo VI».

Articolo 9

L'articolo XIV dell'Accordo è soppresso e sostituito dalle seguenti disposizioni:

«Articolo XIV. — Il Governo della Danimarca attua un sistema di canoni d'uso per i servizi forniti a tutti gli aeromobili civili che effettuino traversate quali definite all'articolo VII. Tali canoni d'uso saranno calcolati in conformità alle disposizioni dell'Allegato III al presente Accordo. Gli introiti netti derivanti da tali canoni saranno dedotti dai pagamenti dovuti al Governo della Danimarca in conformità alle disposizioni del presente Accordo. A meno che il Consiglio non vi acconsenta, il Governo della Danimarca non percepisce nessun canone supplementare per l'uso di uno qualsiasi dei servizi da parte di utenti che non siano cittadini danesi».

Articolo 10

Nell'articolo XXVI dell'Accordo:

a) il paragrafo 1 è soppresso e sostituito dalle disposizioni seguenti:

«1. Qualsiasi proposta di emendamento del presente Accordo potrà essere avanzata da un Governo contraente o dal Consiglio. La proposta è comunicata per iscritto al Segretario generale che la trasmette a tutti i Governi contraenti chiedendo loro di comunicargli formalmente se la accettano o meno.

2. L'adozione di un emendamento richiede il consenso di due terzi di tutti i Governi contraenti il cui totale di contributi per l'anno in corso sia almeno pari al novanta per cento.

3. L'emendamento così adottato entra in vigore per tutti i Governi contraenti il 1° gennaio dell'anno successivo all'anno durante il quale il Segretario generale ha ricevuto l'accettazione ufficiale dell'emendamento,

comunicato per iscritto, dai Governi contraenti responsabili di almeno il novantotto per cento dei contributi per l'anno in corso.

4. Il Segretario generale invia copie certificate conformi di ogni emendamento adottato a tutti i Governi contraenti e notifica loro ogni accettazione e data d'entrata in vigore di ogni emendamento.»

b) il paragrafo 2 è soppresso.

c) il paragrafo 3 è rinumerato 5.

CAPITOLO II

EMENDAMENTO ALL'ALLEGATO III

Articolo 11

Una nuova Sezione III, unita in Appendice al presente Protocollo, è aggiunta all'Allegato III all'Accordo.

CAPITOLO III

DISPOSIZIONI PROTOCOLLARI

Articolo 12

L'Accordo e il presente Protocollo saranno letti, interpretati e applicati come un solo ed unico strumento.

Articolo 13

1. Il presente Protocollo sarà aperto alla firma dei Governi parti dell'Accordo (qui di seguito denominati «le presenti Parti») fino al 15 novembre 1982 presso la sede dell'Organizzazione dell'Aviazione civile internazionale. Dopo tale data, sarà aperto all'adesione dei Governi in causa.

2. Il presente Protocollo è subordinato all'accettazione dei Governi firmatari.

3. Gli strumenti di accettazione o di adesione saranno depositati appena possibile presso il Segretario generale.

Articolo 14

1. Il presente Protocollo entrarà in vigore il sessantesimo giorno dopo la data in cui gli strumenti di accettazione o di adesione siano stati depositati da tutte le presenti Parti.

2. Fermo restando ciò che precede, il presente Protocollo sarà applicato provvisoriamente a far data dal 1° gennaio 1983, ad eccezione dell'articolo 10.

Articolo 15

1. Il presente Protocollo sarà anche aperto all'adesione di ogni altro Governo diverso dalle presenti Parti.

2. Tale adesione sarà effettuata mediante il deposito di uno strumento di adesione presso il Segretario generale.

3. Se lo strumento di adesione è depositato prima dell'entrata in vigore di questo Protocollo, il Governo che deposita lo strumento applichera questo Protocollo provvisoriamente a partire dal 1° gennaio dell'anno successivo al deposito dello strumento. Se lo strumento è depositato dopo l'entrata in vigore di questo Protocollo, esso entrerà in vigore il 1° gennaio dell'anno successivo al deposito dello strumento.

4. Tale adesione sarà considerata come adesione all'Accordo emendato dal presente Protocollo.

Articolo 16

Il Segretario generale indirizzerà copie certificate conformi del presente Protocollo a tutti i Governi firmatari e aderenti e notificherà loro:

a) tutte le firme del presente Protocollo;

b) il deposito di ogni strumento di accettazione o di adesione; e

c) la data alla quale il presente Protocollo entra in vigore, in conformità alle disposizioni dell'articolo 14.

IN FEDE DI CHE, i sottoscritti, debitamente autorizzati a tal fine, hanno firmato il presente Protocollo, a nome dei loro rispettivi Governi.

FATTO a Montreal il terzo giorno del mese di novembre millenovecentottantadue, in francese, in inglese e in spagnolo, i tre testi facenti egualmente fede, in un unico esemplare che sarà depositato presso l'Organizzazione dell'Aviazione civile internazionale.

APPENDICE

Nuova Sezione III dell'Allegato III di questo Accordo:

SEZIONE III

CANONI D USO

1. In conformità all'articolo XIV del presente Accordo, il Consiglio stabilisce, al più tardi il 20 novembre 1982, un canone d'uso unico per ogni traversata di aeromobili civili effettuata durante l'anno civile 1983, per quanto riguarda i servizi finanziati collettivamente. Tale canone è calcolato dividendo il novantacinque per cento dei costi preventivati approvati, espressi in corone danesi, imputabili all'aviazione civile nel 1983 (definiti al paragrafo 6 seguente), maggiorati di un adeguamento a seconda dei *deficit* di recupero o diminuiti di un adeguamento a seconda dell'eccedenza di recupero nel 1981 (calcolati in conformità alle disposizioni dei paragrafi 3, 4 e 5 seguenti) per il numero totale di traversate effettuate nel 1981, l'importo essendo arrotondato al valore più prossimo in corone danesi.

2. Le disposizioni del paragrafo 1 di cui sopra, modificate le date ivi comprese come conviene, regolano il computo del canone d'uso percepito per ogni traversata di aeromobile civile effettuata durante l'anno civile 1984 e gli anni successivi.

3. L'eccedenza o il *deficit* di recupero di cui al precedente paragrafo 1 corrisponde alla differenza tra l'importo che può essere percepito per un anno qualsiasi (paragrafo 4 qui di seguito) e il totale degli importi fatturati agli utenti per questo stesso anno (paragrafo 5 qui di seguito).

4. L'importo che può essere percepito nel 1981 (per il calcolo del canone d'uso del 1983) equivale all'ottanta per cento del novantacinque per cento delle spese approvate imputabili all'aviazione civile nel 1981, diminuite dell'eccedenza di recupero nel 1979. Nel 1982 esso equivale al novantacinque per cento delle spese approvate imputabili all'aviazione civile nel 1982, diminuite dell'eccedenza di recupero nel 1980. Per il 1983 e gli anni successivi, l'importo che potrà essere percepito equivarrà al novantacinque per cento delle spese approvate imputabili all'aviazione civile per l'anno in questione, diminuite dell'eccedenza di recupero o aumentate del *deficit* di recupero registrato due anni prima.

5. Per il calcolo del canone d'uso per il 1983, gli importi fatturati agli utenti nel 1981 (necessari a stabilire se, nel 1981, vi sia stata un'ecce-

denza o un *deficit* di recupero) sono calcolati moltiplicando la parte del canone d'uso percepito nel 1981 ai sensi del presente Accordo, espresso in lire sterline, per il numero di traversate effettuate nel 1981 e convertendo successivamente il prodotto così ottenuto in corone danesi ai tassi di cambio convenuti per il 1981. Per gli anni seguenti, gli importi fatturati agli utenti saranno calcolati allo stesso modo, con i cambiamenti di data che si impongono.

6. Al fine del calcolo dei canoni d'uso, le percentuali seguenti dei costi finanziati in materia collettiva (cioè il novantacinque per cento del totale dei costi) sono imputabili all'aviazione civile internazionale:

a) 30 per cento dei costi dei servizi meteorologici (osservazioni sinottiche in superficie e in altitudine) e dei servizi di telecomunicazioni meteorologiche corrispondenti

b) 100 per cento dei costi dei servizi di telecomunicazioni aeronautiche e di cavo (MET/COM eccettuate);

c) 90 per cento dei costi del radiofaro non direzionale (NDB) di Prins Christian Sund.»

PROTOCOLE

portant amendement de l'Accord sur le financement collectif de certains services de navigation aérienne d'Islande fait à Geneve le 25 septembre 1956

LES GOUVERNEMENTS soussignés, parties à l'Accord sur le financement collectif de certains services de navigation aerienne d'Islande fait a Geneve le 25 septembre 1956 (ci-après dénommé «l'Accord»),

CONSIDERANT qu'il est souhaitable d'amender l'Accord,

SONT CONVENUS de ce qui suit:

CHAPITRE I

AMENDEMENTS A L'ACCORD

Article 1

L'article V de l'Accord est supprimé et remplacé par les dispositions suivantes:

«Article V. — Le coût total des services, calculé conformément aux Annexes II et III au présent Accord, ne peut dépasser 4.321.166 dollars des Etats-Unis par année civile. Le Conseil peut relever cette limite soit avec le consentement de tous les Gouvernements contractants, soit en application des dispositions de l'article VI.»

Article 2

Dans l'article VI, paragraphe 1, la référence au paragraphe 2 de l'Article VII est supprimée et une référence au paragraphe 6 de l'Article VII doit être insérée.

Article 3

L'article VII de l'Accord est supprimé et remplacé par les dispositions suivantes:

«Article VII. — 1. Sous réserve des dispositions de l'article V et du paragraphe 2 de l'article VI, les Gouvernements contractants s'engagent à

partager quatre-vingt-quinze pour cent des dépenses reelles approuvées des services, déterminées conformément aux dispositions de l'article VIII, en proportion des avantages aeronautiques que chaque Gouvernement contractant retire des services. Cette proportion est déterminée, pour chaque Gouvernement contractant et pour chaque année civile, d'après le nombre de traversées complètes effectuées au cours de ladite année par ses aeronefs civils sur les routes reliant l'Europe et l'Amérique du Nord et dont une partie quelconque passe au nord du parallèle 45° nord entre les meridiens 15° ouest et 50° ouest. De plus:

a) un vol uniquement entre le Groenland et le Canada, le Groenland et les Etats-Unis d'Amérique, le Groenland et l'Islande ou l'Islande et l'Europe compte pour un tiers de traversée;

b) un vol uniquement entre le Groenland et l'Europe, l'Islande et le Canada, ou l'Islande et les Etats-Unis d'Amerique compte pour deux tiers de traversée;

c) un vol à destination ou en provenance d'Europe ou d'Islande qui ne franchit pas la cote de l'Amérique du Nord mais franchit le méridien 30° ouest au nord du parallèle 45° nord compte pour un tiers de traversée.

2. Aux fins du paragraphe 1 du présent article:

a) une traversée est comptée même si le décollage ou l'atterrissage a eu lieu en un point situé ailleurs que sur les territoires dont fait mention ce paragraphe;

b) l'"Europe" ne comprend pas l'Islande ni les Açores.

3. Au plus tard le 20 novembre de chaque année, le Conseil détermine les contributions des Gouvernements contractants, afin de fournir des avances pour l'année suivante. Pour l'année 1983 les contributions seront etablies d'après le nombre de traversées effectuées en 1981 et d'après quatre-vingt-quinze pour cent des dépenses estimatives de 1983. La contribution de chaque Gouvernement contractant est ajustée en fonction de toute différence entre les montants versés par lui à l'Organisation sous forme d'avances pour l'année 1981 et sa part, déterminée d'après le nombre de traversées effectuées en 1981, de quatre-vingt-quinze pour cent des dépenses réelles approuvées de 1981. La contribution ajustée de chaque Gouvernement contractant est diminuée du montant de sa part, déterminée d'après le nombre de traversées effectuées en 1981, des recettes estimatives provenant des redevances d'usage qui doivent être versées en 1983 à l'Islande aux termes de l'Article XIV de l'Accord.

4. La méthode exposée au paragraphe 3 de cet article s'applique aux contributions pour l'année 1984, avec les changements de date qui s'imposent.

5. Pour l'année 1985, la méthode exposée au paragraphe 3 de cet article s'applique avec le changement de date qui s'impose et, de plus, la contribution de chaque Gouvernement contractant est de nouveau ajustée en fonction de toute différence entre sa part des recettes estimatives provenant des redevances d'usage, correspondantes à l'année 1983, et sa

part, déterminée d'après le nombre de traversées effectuées en 1983, des recettes reelles apurées provenant des redevances d'usage et versées a l'Islande en 1983.

6. La méthode de 1985 s'applique pour les années suivantes, avec les changements de date qui s'imposent.

7. Le 1er janvier et le 1er juillet de chaque année civile, à partir du 1er janvier 1983, chaque Gouvernement contractant paie à l'Organisation, par versements semestriels, la contribution qui lui a été imputée au titre des avances pour l'année civile en cours, ajustée et diminuée conformément aux dispositions des paragraphes 3, 4, 5 et 6 du présent article.

8. En cas d'abrogation du présent Accord, le Conseil procède aux ajustements destinés à atteindre les objectifs du présent article et portant sur toute période pour laquelle, à la date de l'abrogation dudit Accord, les paiements n'ont pas été ajustés conformément aux paragraphes 3, 4, 5 et 6 du présent article.

9. Chaque Gouvernement contractant fournit au Secrétaire général, le 1er mai de chaque année au plus tard, dans la forme prescrite par le Secrétaire général, des renseignements complets sur les traversées effectuées au cours de l'année civile précédente auxquelles cet article s'applique.

10. Les Gouvernements contractants peuvent convenir que ces renseignements dont il est question au paragraphe 9 de cet article, seront fournis au Secrétaire général, en leur nom, par un autre Gouvernement».

Article 4

Dans l'article VIII de l'Accord:

a) le paragraphe 1 est supprimé et remplacé par les dispositions suivantes:

«1. Le Gouvernement de l'Islande soumet au Secrétaire général, le 15 septembre de chaque annee au plus tard, les previsions de dépenses afférentes aux services pour l'année civile suivante exprimées en dollars des Etats-Unis. Les prévisions sont établies conformément aux dispositions de l'article III et aux Annexes II et III au présent Accord.»

b) le paragraphe 4 est supprimé et remplacé par les dispositions suivantes:

4. L'état des dépenses réelles pour chaque année est soumis à l'approbation du Conseil.»

Article 5

Dans l'article IX de l'Accord:

a) le paragraphe 2 est supprimé et remplacé par les dispositions suivantes:

2. Après s'etre assuré que les prévisions présentées par le Gouvernement de l'Islande aux termes du paragraphe 1 de l'Article VIII ont été établies conformément aux dispositions de l'article III et aux Annexes II et III au présent Accord, le Conseil autorise le Secrétaire général à effectuer des versements audit Gouvernement, pour chaque trimestre, au plus tard le premier jour du deuxième mois du trimestre. Ces versements sont fondés sur les prévisions mentionnées ci-dessus et constituent des avances, sous reserve des ajustements prévus au paragraphe 3 du présent article. Le montant total de ces versements ne peut, pour aucune année, dépasser la limite fixée conformément aux dispositions de l'article V. A partir du 1er janvier 1983, le Gouvernement de l'Islande traite toutes les recettes nettes provenant des redevances d'usage perçues auprès de tous les exploitants d'aéronefs civils, dans le cadre du système instauré par l'article XIV, et qui lui sont remises chaque année civile, comme constituant une partie des avances pour l'année en question.»

b) dans le paragraphe 3, les mots «à compter de l'année 1957» sont supprimes.

Article 6

Dans l'article XI de l'Accord:

a) le paragraphe 1 est supprimé et remplacé par les dispositions suivantes:

«1. Les contributions annuelles des Gouvernements contractants sont exprimees en dollars des Etats-Unis.»

b) le paragraphe 2 est supprimé et remplacé par les dispositions suivantes:

«2. Chacun des Gouvernements contractants effectue des versements a l'Organisation, aux termes de l'article VII, en dollars des Etats-Unis ou en livres sterling ou, si le Gouvernement de l'Islande y consent, en couronnes islandaises. La procédure pour déterminer le taux de change applicable pour le paiement en livres sterling ou en couronnes islandaises, sera déterminée par le Conseil en consultation avec les Gouvernements concernés.»

c) le paragraphe 4 est supprimé.

Article 7

Dans l'article XIII de l'Accord, le paragraphe 2 est supprime et remplacé par les dispositions suivantes:

«2. Sous réserve des dispositions des articles V et VI, le Conseil peut, d'accord avec le Gouvernement de l'Islande, inclure dans la cadre du

présent Accord des services s'ajoutant à ceux qui sont spécifiés à l'Annexe I ci-jointe, ainsi que des nouvelles dépenses en capital afférentes à ces services, pourvu que l'une des conditions suivantes soit remplie:

a) le montant global de ces dépenses est limité chaque année à 3,5 pour cent du coût approuvé à l'article V; ou

b) ces services sont ceux auxquels ont consenti tous les Gouvernements contractants; ou

c) ces services sont ceux auxquels ont consenti des Gouvernements contractants dont le total des contributions est au moins égal à quatre-vingt-dix pour cent du montant global des contributions fixées conformément aux dispositions de l'article VII, paragraphes 3, 4, 5 et 6, et auxquels s'appliquent les dispositions de l'article VI.»

Article 8

L'article XIV de l'Accord est supprimé et remplacé par les dispositions suivantes:

«Article XIV. Le Gouvernement de l'Islande met en œuvre un syisteme de redevances d'usage pour les services fournis à tous les aéronefs civils qui effectuent des traversées comme définies à l'article VII. Ces redevances d'usage seront calculées. conformément aux dispositions de l'Annexe III au présent Accord. Les revenus nets provenant de ces redevances seront déduits des paiements dus au Gouvernement de l'Islande conformément aux dispositions de cet Accord. A moins que le Conseil n'y consente, le Gouvernement de l'Islande ne perçoit aucune redevance supplémentaire pour l'usage de l'un quelconque des services par des usagers autres que les ressortissants islandais».

Article 9

Dans l'article XXVI de l'Accord:

a) le paragraphe 1 est supprimé et remplacé par les dispositions suivantes:

«1. Toute proposition d'amendement au present Accord peut être faite par un Gouvernement contractant ou par le Conseil. La proposition est communiquée par écrit au Secrétaire general qui la transmet à tous les Gouvernements contractans en leur demandant de l'aviser formellement s'ils l'acceptent ou non.

2. L'adoption d'un amendement exige le consentement des deux tiers de tous les Gouvernements contractants dont le total des contributions pour l'année en cours est au moins égal à quatre-vingt-dix pour cent.

3. L'amendement ainsi adopté entre en vigueur pour tous les Gouvernements contractants le 1[er] janvier de l'année suivant l'année au cours de

laquelle le Secrétaire général a reçu l'acceptation officielle de l'amendement, communiquée par écrit, des Gouvernements contractants responsables pour au moins quatre-vingt-dix-huit pour cent des contributions pour l'année en cours.

4. Le Sécrétaire général envoie des copies certifiées conformes de chaque amendement adopté à tous les Gouvernements contractants et leur notifie toutes les acceptations et la date d'entrée en vigueur de tout emendement».

b) le paragraphe 2 est supprimé.

c) le paragraphe 3 est renuméroté 5.

CHAPITRE II

AMENDEMENT A L'ANNEXE III

Article 10

Des nouvelles Sections III et IV, jointes en Appendice au present Protocole, sont ajoutées à l'Annexe III à l'Accord.

CHAPITRE III

DISPOSITIONS PROTOCOLAIRES

Article 11

L'Accord et le présent Protocole seront lus, interprétés et appliqués comme un seul et meme instrument.

Article 12

1. Le présent Protocole sera ouvert à la signature des Gouvernements parties à l'Accord (ci-après dénommés «Les présentes Parties») jusqu'au 15 novembre 1982 au siège de l'Organisation de l'Aviation civile internationale. Apres cette date, il sera ouvert à l'adhésion des Gouvernements en cause.

2. Le présent Protocole est subordonné à l'acceptation des Gouvernements signataires.

3. Les instruments d'acceptation ou d'adhésion seront déposés dès que possible auprès du Secrétaire général.

Article 13

1. Le présent protocole entrera en vigueur le soixantième jour après la date à laquelle des instruments d'acceptation ou d'adhésion auront été déposés par toutes les présentes Parties.

2. Nonobstant ce qui précèdee, la présent Protocole sera appliqué provisoirement à compter du 1er janvier 1983, à l'exception de l'article 9.

Article 14

1. Le présent Protocole sera aussi ouvert à l'adhésion de tous les Gouvernements autres que les présentes Parties.

2. Cette adhésion sera effectuée par le dépôt d'un instrument d'adhésion aupres du Secrétaire général.

3. Si l'instrument d'adhésion est déposé avant l'entrée en vigueur de ce Protocole, le Gouvernement qui dépose l'instrument appliquera ce Protocole provisoirement à partir du 1er janvier de l'année qui suit le dépôt de l'instrument. Si l'instrument est déposé après l'entrée en vigueur de ce Protocole, il prendra effet au 1er janvier de l'année qui suit le dépôt de l'instrument.

4. Cette adhésion sera reputée constituer une adhésion à l'Accord amendé par le présent Protocole.

Article 15

Le Secrétaire general adressera des copies certifiées conformes du present Protocole à tous les Gouvernements signataires et adhérents et leur notifiera:

a) toutes les signatures du présent Protocole;

b) le dépôt de tout instrument d'acceptation ou d'adhésion;

c) la date à laquelle le présent Protocole entre en vigueur, conformement aux dispositions de l'article 13.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent Protocole, au nom de leurs Gouvernements respectifs.

Fait à Montréal le troisième jour du mois de novembre de l'année mil neuf cent quatre-vingt-deux, en francais, en anglais et en espagnol, les trois textes faisant également foi, en un exemplaire unique qui sera déposé aupres de l'Organisation de l'Aviation civile internationale.

Visto, *il Ministro degli affari esteri*
Andreotti

APPENDICE

Nouvelles Sections III et IV de l'Annexe III à l'Accord:

«SECTION III

REDEVANCES D'USAGE

1. Conformément à l'articles XIV du présent Accord, le Conseil détermine, le 20 novembre 1982 au plus tard, une redevance d'usage unique pour chaque traversée d'aéronef civil effectuée pendant l'année civile 1983, en ce qui concerne les services financés collectivement. Cette redevance est calculée en divisant quatre-vingt-quinze pour cent des coûts estimatifs approuvés, exprimes en dollars des Etats-Unis, qui sont imputables à l'aviation civile en 1983 (définis au paragraphe 6 ci-dessous), majorés d'un ajustement au titre des déficits de recouvrement ou diminués d'un ajustement au titre des excédents de recouvrement en 1981 (calculés conformément aux dispositions des paragraphes 3, 4 et 5 ci-dessous), par le nombre total de traversées effectuées en 1981, le montant étant arrondi au dollar des Etats-Unis le plus proche.

2. Les dispositions du paragraphe 1 ci-dessus, une fois que les dates qui y figurent auront été modifiées comme il convient, régissent le calcul de la redevance d'usage perçue pour chaque traversée d'aéronef civil effectuée durant l'année civile 1984 et les années suivantes.

3. L'excédent ou le déficit de recouvrement dont fait mention le paragraphe 1 ci-dessus correspond à la différence entre le montant qui peut être perçu pour une année quelconque (paragraphe 4 ci-dessous) et le total des montants facturés aux usagers pour cette même année (paragraphe 5 ci-dessous).

4. Le montant qui peut être perçu en 1981 (pour le calcul de la redevance d'usage de 1983) équivaut à quatre-vingts pour cent de quatre-vingt-quinze pour cent des dépenses approuvées imputables à l'aviation civile en 1981, majorées du déficit de recouvrement en 1979. En 1982, il équivaut à quatre-vingt-quinze pour cent des dépenses approuvées imputables à l'aviation civile en 1982, majorées du déficit de l'excédent de recouvrement en 1980. Pour 1983 et les années suivantes, le montant qui pourra être perçu equivaudra à quatre-vingt-quinze pour cent des dépenses approuvées imputables à l'aviation civile pour l'année en question, diminuées de l'excédent de recouvrement ou majorées du déficit de recouvrement enregistré deux ans plus tôt.

5. Pour le calcul de la redevance d'usage pour 1983, les montants factures aux usagers en 1981 (nécessaires pour déterminer si, en 1981, il y a eu un excedent ou un déficit de recouvrement) sont calculés en multipliant la partie de la redevance d'usage percue en 1981 au titre du présent Accord, exprimee en livres sterling, par le nombre de traversées effectuées en 1981 et en convertissant ensuite le produit ainsi obtenu en dollars des Etats-Unis aux taux de change convenus pour 1981. Pour les années suivantes, les montants facturés aux usagers seront calculés de la même maniere, avec les changements de date qui s'imposent.

6. Aux fins du calcul des redevances d'usage, les pourcentages ciapres des coûts financés collectivement (c'est-à-dire quatre-vingt-quinze pour cent du total des coûts) sont imputables à l'Aviation civile internationale:

a) 100 pour cent des coûts des services de la circulation aérienne;

b) 30 pour cent des coûts des services meteorologiques (observations synoptiques en surface et een altitude) et des services de télécommunications météorologiques correspondants;

c) 100 pour cent de la fonction internationale de l'Office météorologique de Reykjavik;

d) 100 pour cent des couts des services de télécommunications aeronautiques et du câble (MET/COM exceptés).

SECTION IV

RAPPORTS SUR LES DEPENSES REELLES

L'état des dépenses réelles afférentes aux Services dont il est question au paragraphe 2 de l'article VIII du présent Accord est établi en dollars des Etats-Unis. A cette fin, les dépenses réelles en couronnes de chaque mois civil sont converties en dollars des Etats-Unis, au cours moyen du marché fourni par la Banque centrale de l'Islande le premier jour du mois considéré. Ces conversions figurent dans la verification mentionnee au paragraphe 2 de l'article VIII.»

Visto, *il Ministro degli affari esteri*
ANDREOTTI

TRADUZIONE NON UFFICIALE

N.B. — I testi facenti fede sono unicamente quelli indicati nei protocolli.

PROTOCOLLO

per l'emendamento dell'Accordo sul finanziamento collettivo di alcuni servizi di navigazione aerea dell'Islanda fatto a Ginevra il 25 settembre 1956

I GOVERNI sottoscritti, parti dell'Accordo sul finanziamento collettivo di alcuni servizi di navigazione aerea dell'Islanda fatto a Ginevra il 25 settembre 1956 (qui di seguito denominato «l'Accordo»),

CONSIDERANDO auspicabile l'emendamento dell'Accordo,

HANNO DECISO quanto segue:

CAPITOLO I

EMENDAMENTI DELL'ACCORDO

Articolo 1

L'articolo V dell'Accordo è soppresso e sostituito dalle seguenti disposizioni:

«Articolo V. — Il costo totale dei servizi, calcolato in conformità agli Allegati II e III del presente Accordo, non può superare 4.321.166 dollari USA per anno civile. Il Consiglio può aumentare questo tetto sia con il consenso di tutti i governi contraenti, sia in applicazione delle disposizioni dell'articolo VI».

Articolo 2

Nell'articolo VI, paragrafo 1, il riferimento al paragrafo 2 dell'Articolo VII è soppresso e deve essere inserito un riferimento al paragrafo 6 dell'articolo VII.

Articolo 3

L'articolo VII dell'Accordo è soppresso e sostituito dalle seguenti disposizioni:

«Articolo VII. — 1. Fatte salve le disposizioni dell'articolo V e del paragrafo 2 dell'articolo VI, i Governi contraenti si impegnano a dividersi il novantacinque per cento delle spese reali approvate dei servizi, determinate in conformità alle disposizioni dell'articolo VIII, proporzionalmente ai vantaggi aeronautici che ogni Governo contraente ricava dai servizi. Tale proporzione è determinata, per ogni Governo contraente e per ogni anno civile, secondo il numero di traversate complete effettuate nel corso del suddetto anno dai suoi aeromobili civili sulle rotte colleganti l'Europa e l'America del Nord e di cui una qualsiasi parte passi a nord del 45° parallelo nord fra il 15° meridiano ovest e il 50° meridiano ovest. Inoltre:

a) un volo unicamente fra la Groenlandia e il Canada, la Groenlandia e gli Stati Uniti d'America, la Groenlandia e l'Islanda o l'Islanda e l'Europa vale per un terzo di traversata;

b) un volo unicamente fra la Groenlandia e l'Europa, l'Islanda e il Canada, o l'Islanda e gli Stati Uniti d'America vale per due terzi di traversata;

c) un volo diretto a o proveniente dall'Europa o dalla Islanda che non oltrepassi la costa dell'America del Nord, ma superi il 30° meridiano ovest a nord del 45° parallelo nord, vale per un terzo di traversata.

2. Ai fini del paragrafo 1) del presente articolo:

a) una traversata e calcolata anche se il decollo o l'atterraggio hanno avuto luogo in un punto situato fuori dai territori cui questo paragrafo fa riferimento;

b) l'«Europa» non comprende né l'Islanda né le Azzorre.

3. Al più tardi il 20 novembre di ogni anno, il Consiglio fissa i contributi dei Governi contraenti, al fine di fornire anticipi per l'anno successivo. Per l'anno 1983, i contributi saranno determinati in base al numero delle traversate effettuate nel 1981 e in base al novantacinque per cento delle spese preventivate per il 1983. Il contributo di ogni Governo contraente è adeguato in base ad ogni differenza fra gli importi da questo versati alla Organizzazione sotto forma di anticipi per l'anno 1981 e la sua quota parte, determinata secondo il numero delle traversate effettuate nel 1981, del novantacinque per cento delle spese reali approvate per il 1981. Il contributo così adguato di ciascun Governo contraente verrà diminuito dell'importo della sua quota parte, fissato in base al numero delle traver-

sate effettuate nel 1981, degli introiti preventivati provenienti dai diritti d'uso che devono essere versati nel 1983 all'Islanda ai sensi dell'articolo XIV dell'Accordo.

4. Il metodo esposto al paragrafo 3 del presente articolo si applica ai contributi per l'anno 1984, con i cambiamenti di data che si impongono.

5. Per l'anno 1985, il sistema descritto al paragrafo 3 del presente articolo è applicato con i necessari cambiamenti di data e, inoltre, il contributo di ciascun Governo contraente viene nuovamente adeguato in base alla differenza tra la sua quota parte di introiti preventivati provenienti dai diritti d'uso, corrispondenti all'anno 1983, e la sua quota parte, fissata in base al numero delle traversate effettuate nel 1983, degli introiti reali accertati provenienti dai diritti d'uso e versati all'Islanda nel 1983.

6. Il sistema del 1985 si applica agli anni successivi, con i cambiamenti di data che si impongono.

7. Il 1° gennaio e il 1° luglio di ogni anno civile, a partire dal 1° gennaio 1983, ciascun Governo contraente pagherà all'Organizzazione, con versamenti semestrali, il contributo che gli è stato imputato a titolo di anticipo per l'anno civile in corso, adeguato e diminuito in conformità alle disposizioni dei paragrafi 3, 4, 5 e 6 del presente articolo.

8. In caso di abrogazione del presente Accordo, il Consiglio procede agli adeguamenti destinati a raggiungere gli obiettivi del presente articolo relativi a qualsiasi periodo per il quale, alla data dell'abrogazione del citato Accordo, i pagamenti non siano stati adeguati in conformità ai paragrafi 3, 4, 5 e 6 del presente articolo.

9. Ciascun Governo contraente fornisce al Segretario generale, al più tardi il 1° maggio di ogni anno, nella forma prescritta dal Segretario generale, informazioni complete riguardo alle traversate effettuate nel corso dell'anno civile precedente cui questo articolo si applica.

10. I Governi contraenti possono convenire che le informazioni menzionate al paragrafo 9 del presente articolo saranno fornite al Segretario generale, a loro nome, da un altro Governo.

Articolo 4

Nell'articolo VIII dell'Accordo:

a) il paragrafo 1 è soppresso e sostituito dalle seguenti disposizioni:

«1. Il Governo dell'Islanda sottopone al Segretario generale, al più tardi il 15 settembre di ogni anno, i preventivi di spesa relativi ai servizi per l'anno civile successivo espressi in dollari USA. I preventivi sono stabiliti conformemente alle disposizioni dell'articolo III e agli Allegati II e III del presente Accordo».

b) il paragrafo 4 è soppresso e sostituito dalle disposizioni seguenti:

«4. Lo stato delle spese reali per ogni anno è sottoposto all'approvazione del Consiglio».

Articolo 5

Nell'articolo IX dell'Accordo:

a) il paragrafo 2 è soppresso e sostituito dalle seguenti disposizioni:

«2. Dopo essersi accertato che le previsioni presentate dal Governo dell'Islanda secondo i termini del paragrafo I dell'articolo VIII sono state stabilite in conformità alle disposizioni dell'articolo III e agli Allegati II e III al presente Accordo, il Consiglio autorizza il Segretario generale a effettuare versamenti al suddetto Governo, per ogni trimestre, al più tardi il primo giorno del secondo mese del trimestre. Tali versamenti si basano sui preventivi di cui sopra e costituiscono anticipi, fermi restando gli adeguamenti di cui al paragrafo 3 del presente articolo. L'ammontare totale di questi versamenti non può, per alcun anno, oltrepassare il limite fissato in conformità alle disposizioni dell'articolo V. A partire dal 1° gennaio1983, il Governo dell'Islanda tratterà tutti i ricavi netti provenienti dai canoni d'uso percepiti da tutte le compagnie di navigazione aerea civile, nell'ambito del sistema introdotto dall'articolo XIV e che gli vengono rimessi ogni anno civile, come parte degli anticipi per l'anno in corso».

b) nel paragrafo 3, le parole «a far data dall'anno 1957» sono soppresse.

Articolo 6

Nell'articolo XI dell'Accordo:

a) il paragrafo 1 è soppresso e sostituito dalle seguenti disposizioni:

«1. I contributi annui dei Governi contraenti sono espressi in dollari USA».

b) il paragrafo 2 è soppresso e sostituito dalle seguenti disposizioni:

«2. Ciascuno dei Governi contraenti effettua versamenti all'Organizzazione, ai termini dell'articolo VII, in dollari USA o in lire sterline, o, se il Governo dell'Islanda vi consente, in corone islandesi. La procedura atta a determinare il tasso di cambio applicabile per il pagamento in lire sterline o in corone islandesi sara determinata dal Consiglio, sentiti i Governi interessati».

c) il paragrafo 4 è soppresso.

Articolo 7

Nell'articolo XIII dell'Accordo, il paragrafo 2 è soppresso e sostituito delle seguenti disposizioni:

«2. Fatte salve le disposizioni degli articoli V e VI, il Consiglio può, d'accordo con il Governo dell'Islanda, includere nel contesto del presente

Accordo servizi supplementari a quelli già specificati all'Allegato I qui accluso, così come nuove spese del capitale relative a detti servizi, purché una delle seguenti condizioni sia soddisfatta:

a) l'ammontare globale di tali spese sia limitato ogni anno al 3,5 per cento del costo approvato all'articolo V; o

b) questi servizi siano quelli approvati da tutti i governi contraenti; o

c) questi servizi siano quelli approvati dai Governi contraenti il cui totale di contributi sia almeno pari al novanta per cento dell'ammontare globale dei contributi stabiliti conformemente alle disposizioni dell'articolo VII, paragrafi 3, 4, 5 e 6, a cui si applichino le disposizioni dell'articolo VI».

Articolo 8

L'articolo XIV dell'Accordo è soppresso e sostituito dalle seguenti disposizioni:

«Articolo XIV. — Il Governo dell'Islanda attua un sistema di canoni d'uso per i servizi forniti a tutti gli aeromobili civili che effettuino traversate quali definite all'articolo VII. Tali canoni d'uso saranno calcolati in conformità alle disposizioni dell'Allegato III al presente Accordo. Gli introiti netti derivanti da tali canoni saranno dedotti dai pagamenti dovuti al Governo dell'Islanda in conformità alle disposizioni del presente Accordo. A meno che il Consiglio non vi acconsenta, il Governo dell'Islanda non percepisce nessun canone supplementare per l'uso di uno qualsiasi dei servizi da parte di utenti che non siano cittadini islandesi».

Articolo 9

Nell'articolo XXVI dell'Accordo:

a) il paragrafo 1 è soppresso e sostituito dalle seguenti disposizioni:

«1. Qualsiasi proposta di emendamento del presente Accordo potrà essere avanzata da un Governo contraente o dal Consiglio. La proposta è comunicata per iscritto al Segretario generale che la trasmette a tutti i Governi contraenti chiedendo loro di comunicargli formalmente se la accettano o meno.

2. L'adozione di un emendamento richiede il consenso di due terzi di tutti i Governi contraenti il cui totale di contributo per l'anno in corso sia almeno pari al novanta per cento.

3. L'emendamento così adottato entra in vigore per tutti i Governi contraenti il 1° gennaio dell'anno successivo all'anno durante il quale il Segretario generale ha ricevuto l'accettazione ufficiale dell'emendamento, comunicato per iscritto, dai Governi contraenti responsabili di almeno il novantotto per cento dei contributi per l'anno in corso.

4. Il Segretario generale invia copie certificate conformi di ogni emendamento adottato a tutti i Governi contraenti e notifica loro ogni accettazione e data d'entrata in vigore di ogni emendamento».

b) il paragrafo 2 è soppresso.

c) il paragrafo 3 è rinumerato 5.

CAPITOLO II

EMENDAMENTO DELL'ALLEGATO III

Articolo 10

Nuove sezioni III e IV, unite in Appendice al presente protocollo, saranno aggiunte all'Allegato III dell'Accordo.

CAPITOLO III

DISPOSIZIONI PROTOCOLLARI

Articolo 11

L'Accordo e il presente Protocollo saranno letti, interpretati e applicati come un solo ed unico strumento.

Articolo 12

1. Il presente Protocollo sarà aperto alla firma dei Governi parti dell'Accordo (qui di seguito denominati «le presenti Parti») fino al 15 novembre 1982 presso la sede dell'Organizzazione dell'Aviazione civile internazionale. Dopo tale data, sarà aperto all'adesione dei Governi in causa.

2. Il presente Protocollo è subordinato all'accettazione dei Governi firmatari.

3. Gli strumenti di accettazione o di adesione saranno depositati appena possibile presso il Segretario generale.

Articolo 13

1. Il presente Protocollo entrerà in vigore il sessantesimo giorno dopo la data in cui gli strumenti di accettazione o di adesione saranno stati depositati da tutte le presenti Parti.

2. Fermo restando quanto precede, il presente Protocollo sarà applicato provvisoriamente a partire dal 1° gennaio 1983, ad eccezione dell'articolo 9.

Articolo 14

1. Il presente Protocollo sarà anche aperto all'adesione di ogni altro Governo diverso dalle presenti Parti.

2. Tale adesione sarà effettuata mediante il deposito di uno strumento di adesione presso il Segretario generale.

3. Se lo strumento di adesione è depositato prima dell'entrata in vigore di questo Protocollo, il Governo che deposita lo strumento applicherà questo Protocollo provvisoriamente a partire dal 1° gennaio dell'anno successivo al deposito dello strumento. Se lo strumento è depositato dopo l'entrata in vigore di questo Protocollo, esso entrerà in vigore il 1° gennaio dell'anno successivo al deposito dello strumento.

4. Tale adesione sara considerata come un'adesione all'accordo emendato dal presente Protocollo.

Articolo 15

Il Segretario generale indirizzerà copie certificate conformi del presente Protocollo a tutti i Governi firmatari e aderenti e notificherà loro:

a) tutte le firme del presente Protocollo;

b) il deposito di ogni strumento di accettazione o di adesione;

c) la data alla quale il presente Protocollo entra in vigore, in conformità alle disposizioni dell'articolo 13.

IN FEDE DI CHE, i sottoscritti, debitamente autorizzati a tal fine, hanno firmato il presente Protocollo, a nome dei loro rispettivi Governi.

FATTO a Montreal il terzo giorno del mese di novembre millenovecentottantadue, in francese, in inglese e in spagnolo, i tre testi facenti egualmente fede, in un unico esemplare che sarà depositato presso l'Organizzazione dell'Aviazione civile internazionale.

APPENDICE

Nuove Sezioni III e IV dell'Allegato III all'Accordo:

SEZIONE III

CANONI D'USO

1. In conformità all'articolo XIV del presente Accordo, il Consiglio stabilisce, al più tardi il 20 novembre 1982, un canone d'uso unico per ogni traversata di aeromobili civili effettuata durante l'anno civile 1983, per quanto riguarda i servizi finanziati collettivamente. Tale canone è calcolato dividendo il novantacinque per cento dei costi preventivati approvati, espressi in dollari USA, imputabili all'aviazione civile nel 1983 (definiti al seguente paragrafo 6), maggiorati di un adeguamento per i *deficit* di recupero o diminuiti di un adeguamento per le eccedenze di recupero nel 1981 (calcolati in conformità alle disposizioni dei paragrafi 3, 4 e 5 seguenti) dal numero totale di traversate effettuate nel 1981. L'importo essendo arrotondato al valore più prossimo in dollari USA.

2. Le disposizioni del paragrafo 1 di cui sopra, modificate le date ivi comprese come conviene, regolano il computo del canone d'uso percepito per ogni traversata di aeromobile civile effettuata durante l'anno civile 1984 e gli anni successivi.

3. L'eccedenza o il *deficit* di recupero di cui al precedente paragrafo 1 corrisponde alla differenza fra l'importo che puo essere percepito per un anno qualsiasi (paragrafo 4 qui di seguito) e il totale degli importi fatturati agli utenti per questo stesso anno (paragrafo 5 qui di seguito).

4. L'importo che può essere percepito nel 1981 (per il calcolo del canone d'uso del 1983) equivale all'ottanta per cento del novantacinque per cento delle spese approvate imputabili all'Aviazione civile nel 1981, maggiorate del *deficit* di recupero nel 1979. Nel 1982 esso equivale al novantacinque per cento delle spese approvate imputabili all'aviazione civile nel 1982, maggiorate del *deficit* dell'eccedenza di recupero del 1980. Per il 1983 e gli anni successivi, l'importo che potrà essere percepito equivale al novantacinque per cento delle spese approvate imputabili all'aviazione civile per l'anno in questione, diminuite dell'eccedenza di recupero o aumentate del *deficit* di recupero registrato due anni prima.

5. Per il calcolo del canone d'uso per il 1983, gli importi fatturati agli utenti nel 1981 (necessari a determinare se nel 1981 vi sia stata

un eccedenza o un *deficit* di recupero) sono calcolati moltiplicando la parte del canone d'uso percepito nel 1981 a titolo del presente Accordo, espresso in lire sterline, per il numero di traversate effettuate nel 1981 e convertendo in seguito il prodotto così ottenuto in dollari USA ai tassi di cambio stabiliti per il 1981. Per gli anni successivi, gli importi fatturati agli utenti saranno calcolati allo stesso modo, con i cambiamenti di data che si impongono.

6. Ai fini del calcolo dei canoni d'uso, le seguenti percentuali dei costi finanziati collettivamente (cioè il novantacique per cento del totale dei costi) sono imputabili alla aviazione civile internazionale:

a) 100 per cento dei costi dei servizi del traffico aereo;

b) 30 per cento dei costi dei servizi meteorologici (osservazioni sinottiche in superficie e in altitudine) e dei servizi di telecomunicazioni meteorologiche corrispondenti;

c) 100 per cento della funzione aviazione internazionale dell'Ufficio meteorologico di Reykjavik;

d) 100 per cento del costo dei servizi di telecomunicazioni aeronautiche e di cavo (MET/COM eccettuate).

Sezione IV

RAPPORTI SULLE SPESE REALI

Lo stato delle spese reali relative ai Servizi di cui al paragrafo 2 dell'articolo VIII del presente Accordo è fissato in dollari USA. A tal fine, le spese reali in corone di ogni mese civile sono convertite in dollari USA, al corso medio del mercato fornito dalla Banca Centrale dell'Islanda il primo giorno del mese considerato. Tali conversioni figurano nella verifica menzionata al paragrafo 2 dell'articolo VIII.

ACTE FINAL

de la Conférence sur l'amendement des Accords sur le financement collectif conclus en 1956 avec le Danemark et avec l'Islande

La Conférence des représentants accrédités convoquée par le Conseil de l'Organisation de l'Aviation civile internationale s'est réunie à Montréal du 1er au 3 novembre 1982 pour examiner les projets d'amendement de l'Accord sur le financement collectif de certains services de navigation aerienne du Groenland et des Iles Féroé, fait à Genève le 25 septembre 1956, et de l'Accord sur le financement collectif de certains services de navigation aérienne d'Islande, fait à Genève le 25 septembre 1956.

Les représentants accrédités des Gouvernements contractants ci-après parties aux Accords ci-dessus assistaient à la Conférence:

Belgique
Canada
Cuba
Danemark
Etats-Unis d'Amérique
Finlande
France
Grèce
Irlande
Islande
Italie
Japon
Norvège
République fédérale d'Allemagne
République socialiste tchécoslovaque
Royaume des Pays-Bas
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
Suède
Suisse

Les Gouvernements de l'Espagne, du Liban et de l'Union des Républiques socialistes soviétiques étaient représentés par des observateurs.

M. Assad Kotaite, Président du Conseil de l'OACI, a ouvert la Conférence et il a présidé le début de la séance d'ouverture.

La Conférence a élu M. G.F. Scherer (République fédérale d'Allemagne) Président et MM. J. Numata (Japon) et P. Kalichý (République socialiste tchécoslovaque) Vice-Présidents.

Le Secrétaire general de la Conférence etait M. F.X. Byrne, Sous-directeur charge de la Facilitation et du Financement collectif du Secrétariat de l'OACI. Il était assisté par M. N. Detière, M. P.G. Powell et Mme O. Recasens de la Section du Financement collectif qui remplissaient les fonctions de secrétaires de la Conférence, ainsi que par d'autres fonctionnaires de l'Organisation. M. M. Milde, Sous-directeur des Affaires juridiques, et M. E.W. Faller, conseiller juridique ont rempli les fonctions de conseillers juridiques de la Conférence.

La Conférence a institué une commission de vérification des pouvoirs composee de la façon suivante:

Président: M. A. Sciolla Lagrange (Italie)
Membres: M. B. R. Labrosse (Canada)
M. B. Jonsson (Islande)

A l'issue de ses délibérations, la Conférence a adopté le texte des Protocoles suivants:

1) Protocole portant amendement de l'Accord sur le financement collectif de certains services de navigation aérienne du Groenland et des Iles Féroé («le Protocole danois»);

2) Protocole portant amendement de l'Accord sur le financement collectif de certains services de navigation aérienne d'Islande («le Protocole islandais»).

Ces Protocoles ont été ouverts à la signature, ce jour, et resteront ouverts à la signature des Gouvernements parties aux Accords jusqu'au 15 novembre 1982, au siège de l'Organisation de l'Aviation civile internationale à Montréal.

Sont joints à l'Acte final, pour information, les Pièces jointes A et B qui reproduisent les textes des Articles I à XXVI des deux Accords tels qu'ils sont amendés par les Protocoles.

La Conférence a de plus adopté la résolution ci-après:

> La Conférence a décidé, qu'en attendant l'entrée en vigueur des deux Protocoles, les deux Accords ainsi amendés par ces Protocoles s'appliqueront provisoirement a partir du 1^er^ janvier 1983. Cette décision ne s'applique pas a l'Article 10 du Protocole danois ni a l'Article 9 du Protocole islandais.

FAIT à Montréal le troisième jour du mois de novembre de l'année mil neuf cent quatre-vingt-deux, en un seul exemplaire comprenant trois textes authentiques rédigés dans les langues française, anglaise et espagnole qui sera déposé auprès de l'Organisation de l'Aviation civile internationale, laquelle en transmettra copie certifiée conforme a chacun des Gouvernements représentés à la Conférence.

EN FOI DE QUOI les répresentants ont signé le présent Acte final au nom de leurs gouvernements respectifs.

Visto, *il Ministro degli affari esteri*
ANDREOTTI

TRADUZIONE NON UFFICIALE

N.B. — I testi facenti fede sono unicamente quelli indicati nell'atto.

ATTO FINALE

della Conferenza sull'emendamento degli Accordi sul finanziamento collettivo concluso con la Danimarca e con l'Islanda

La Conferenza dei rappresentanti accreditati convocati dal Consiglio dell'Organizzazione dell'Aviazione civile internazionale si è riunito a Montréal dall'1 al 3 novembre 1982 per esaminare i progetti di emendamento dell'Accordo sul finanziamento collettivo di certi servizi di navigazione aerea della Groenlandia e delle Isole Faroer fatto a Ginevra il 25 settembre 1956 e dell'Accordo sul finanziamento collettivo di certi servizi aerei dell'Islanda fatto a Ginevra il 25 settembre 1956.

I rappresentanti accreditati dei Governi contrattanti qui di seguito, Parti dei predetti Accordi, assistevano alla Conferenza:

Belgio
Canada
Cuba
Danimarca
Stati Uniti d'America
Finlandia
Francia
Grecia
Irlanda
Islanda
Italia
Giappone
Norvegia
Repubblica Federale di Germania
Repubblica Socialista Cecoslovacca
Regno dei Paesi Bassi
Regno Unito di Gran Bretagna e dell'Irlanda del Nord
Svezia
Svizzera

I Governi della Spagna, del Libano e dell'Unione delle Repubbliche socialiste sovietiche erano rappresentati da osservatori.

Il Sig. Assad Kotaite, Presidente del Consiglio dell'OACI, ha aperto la Conferenza e ha presieduto l'inizio della seduta di apertura.

La Conferenza ha eletto Presidente il signor G. F. Scherer (Repubblica Federale di Germania) e vice-Presidenti i signori J. Numata (Giappone) e P. Kalicki (Repubblica socialista cecoslovacca).

Il Segretario Generale della Conferenza era il signor F. X. Byrne, vice-direttore in carica delle sezioni della facilitazione e del finanziamento collettivo del Segretariato dell'OACI. Era coadiuvato dai signori N. Detière e P. G. Powell e dalla Signora O. Recasens della Sezione del finanziamento collettivo, che esercitavano le funzioni di segretari della Conferenza, come pure da altri funzionari dell'Organizzazione. Il signor M. Milde, vice-direttore degli Affari giuridici e il signor E. W. Faller, consigliere giuridico, hanno esercitato le funzioni di consiglieri giuridici della Conferenza.

La Conferenza ha istituito una commissione di verifica dei poteri composta come segue:

Presidente:	sig. A. Sciolla Lagrange (Italia)
Membri:	sig. B. R. Labrosse (Canada)
	sig. B. Jònsson (Islanda)

Al termine delle sue deliberazioni la Conferenza ha adottato il testo dei seguenti Protocolli:

1) Protocollo apportante emendamento all'Accordo sul finanziamento collettivo di certi servizi di navigazione aerea della Groenlandia e delle Isole Faroer («il protocollo danese»);

2) Protocollo apportante emendamento all'Accordo sul finanziamento collettivo di certi servizi di navigazione aerea dell'Islanda («il protocollo islandese»).

Detti Protocolli sono stati aperti alla firma in data odierna e rimarranno aperti alla firma dei Governi Parti agli Accordi fino al 15 novembre 1982, presso la Sede dell'Organizzazione dell'Aviazione civile internazionale a Montréal.

Sono acclusi all'Atto finale, per informazione, gli Allegati A e B che riproducono i testi degli Articoli da I a XXVI dei due Accordi come emendati dai Protocolli.

La Conferenza ha inoltre adottato la seguente risoluzione:

> La Conferenza ha deciso che, nell'attesa dell'entrata in vigore dei due Protocolli, i due Accordi così emendati da detti protocolli troveranno applicazione provvisoria a partire dal 1° gennaio 1983. Tale decisione non si applica all'Articolo 10 del Protocollo danese e all'Articolo 9 del Protocollo islandese.

FATTO a Montréal il terzo giorno del mese di novembre dell'anno millenovecentottandue in un solo esemplare comprendente tre testi autentici redatti nelle lingue francese, inglese e spagnola che sarà depositato presso l'Organizzazione dell'Aviazione civile internazionale, la quale ne trasmetterà copia conforme autenticata a ciascuno dei Governi rappresentati alla Conferenza.

IN FEDE DI CHE i rappresentanti hanno firmato il presente Atto finale a nome dei loro rispettivi Governi.

PIECE JOINTE A

TEXTE OFFICIEUX REFONDU DES ARTICLES I A XXVI DE L'ACCORD SUR LE FINANCEMENT COLLECTIF DE CERTAINS SERVICES DE NAVIGATION AERIENNE DU GROENLAND

Article I

Aux fins du présent Accord:

a) «Organisation» désigne l'Organisation de l'Aviation civile internationale;

b) «Conseil» désigne le Conseil de l'Organisation;

c) «Secrétaire général» désigne le Secrétaire général de l'Organisation;

d) «Services» désigne les services visés à l'Annexe I au présent Accord et tous services supplémentaires qui peuvent être mis en œuvre ultérieurement conformément au présent Accord.

Article II

Le Gouvernement du Danemark etablit, exploite en entretient les Services et, en raison des avantages spéciaux qu'il en retire, prend à sa charge cinq pour cent des dépenses réelles approuvées au titre de ces Services.

Article III

1. Le Gouvernement du Danemark exploite et entretient les Services sans interruption, dans les conditions les plus économiques compatibles avec l'efficacité des Services et, dans la mesure du possible, conformément aux Standards, Pratiques recommandées, Procédures et Spécification mis en vigueur par l'Organisation.

2. Sous réserve des dispositions de l'Annexe I au présènt Accord, la maniere d'effectuer les observations météorologiques, de rédiger et diffuser les messages d'observations météorologiques doit être conforme aux Procédures et Spécifications prescrites par l'Organisation météorologique mondiale.

3. Le Gouvernement du Danemark notifie immédiatement au Sécrétaire général tous les cas d'urgence nécessitant une modification ou une réduction temporaire des Services; ledit Gouvernement et le Secrétaire

general se consultent alors au sujet des mesures à prendre afin de réduire les inconvénients de cette modification ou de cette réduction.

Article IV

1. Le Secrétaire général contrôle l'ensemble de l'exploitation des Services et peut, à tout moment, faire procéder à l'inspection des Services ainsi que de tout matériel utilisé par eux.

2. Le Gouvernement du Danemark fournit, à la demande du Secrétaire général et dans la mesure du possible, les rapports sur l'exploitation des Services que le Secrétaire général juge utiles.

3. Le Secrétaire général fournit au Gouvernement du Danemark, sur sa demande, dans la mesure du possible, les avis dont ledit Gouvernement peut avoir normalement besoin pour s'acquitter des ses obligations en vertu du présent Accord.

4. Si le Gouvernement du Danemark ne s'acquitte pas efficacement de l'exploitation et de l'entretien de l'un quelconque des Services, une consultation a lieu entre ledit Gouvernement et le Secrétaire général afin de décider des moyens permettant d'y remédier.

Article V

Le coût total des services, calculé conformément aux Annexes II et III au present Accord, ne peut dépasser 4.663.463 dollars des Etats-Unis par annee civile. Le Conseil peut relever cette limite soit avec le consentement de tous les Gouvernements contractants, soit en application des dispositions de l'article VI.

Article VI

1. Aux seules fins d'instaurer, exploiter en entretenir les services qui ne sont pas assurés par ailleurs en application du présent Accord, la limite fixée a l'article V peut être relevée d'un montant déterminé, avec le consentement de Gouvernements contractans dont le total des contributions est au moins egal à quatre-vingt-dix pour cent du montant global des contributions fixées pour la dernière année civile, conformément aux dispositions de l'article VII, paragraphes 3, 4, 5 et 6.

2. Sous réserve des dispositions de l'article II, toute dépense imputable aux services visés au paragraphe 1 du présent article, ou toute dépense autorisée en vertu des dispositions de l'article XIII, paragraphe 2, alinéa *a*), par suite de l'inclusion desdits services dans le présent Accord, est supportée exclusivement par les Gouvernements contractans qui y consentent, proportionnellement à leur part dans le montant global pour l'année en cause. Aucune partie du Fonds de réserve mentionné à l'article X, qui

n'est pas imputable à ces services, ne peut être utilisée à des fins auxquelles seuls ces Gouvernements ont consenti.

Article VII

1. Sous reserve des dispositions de l'article V et du paragraphe 2 de l'article VI, les Gouvernements contractans s'engagent à partager quatre-vingt-quinze pour cent des dépenses reelles approuvees des services, déterminées conformément aux dispositions de l'article VIII, en proportion des avantages aéronautiques que chaque Gouvernement contractant retire des services. Cette proportion est déterminée, pour chaque Gouvernement contractant et pour chaque année civile, d'après le nombre de traversées complètes effectuées au cours de ladite année par ses aéronefs civils sur les routes reliant l'Europe et l'Amérique du Nord et dont une partie quelconque passe au nord du parallèle 45° nord entre les meridiens 15° ouest et 50° ouest. De plus:

a) un vol uniquement entre le Groenland et le Canada, le Groenland et les Etats-Unis d'Amérique, le Groenland et l'Islande ou l'Islande et l'Europe compte pour un tiers de traversée;

b) un vol uniquement entre le Groenland et l'Europe, l'Islande et le Canada, ou l'Islande et les Etat-Unis d'Amérique compte pour deux tiers de traversée;

c) un vol à destination ou en provenance d'Europe ou d'Islande qui ne franchit pas la côte de l'Amérique du Nord mais franchit le meridien 30° ouest au nord du parallèle 45° nord compte pour un tiers de traversée.

2. Aux fins du paragraphe 1 du présent article:

a) une traversée est comptée même si le décollage ou l'atterrissage a eu lieu en un point situé ailleurs que sur les territoires dont fait mention ce paragraphe;

b) l'«Europe» ne comprend pas l'Islande ni les Açores.

3. Au plus tard le 20 novembre de chaque année, le Conseil détermine les contributions des Gouvernements contractants, afin de fournir des avances pour l'année suivante. Pour l'année 1983 les contributions seront etablies d'après le nombre de traversées effectuées en 1981 et d'après quatre-vingt-quinze pour cent des dépenses estimatives de 1983. La contribution de chaque Gouvernement contractant est ajustée en fonction de toute différence entre les montants versés par lui à l'Organisation sous forme d'avances pour l'année 1981 et sa part, déterminée d'après le nombre de traversées effectuées en 1981, de quatre-vingt-quinze pour cent des dépenses réelles approuvées de 1981. La contribution ajustée de chaque Gouvernement contractant est diminuée du montant de sa part, déterminée d'après le nombre de traversées effectuées en 1981, des recettes estimatives provenant des redevances d'usage qui doivent être versées en 1983 au Danemark, aux termes de l'article XIV de l'Accord.

4. La méthode exposée au paragraphe 3 de cet article s'applique aux contributions pour l'année 1984, avec les changements de date qui s'imposent.

5. Pour l'année 1985, la méthode exposée au paragraphe 3 de cet article s'applique avec le changement de date qui s'impose et, de plus, la contribution de chaque Gouvernement contractant est de nouveau ajustée en fonction de toute différence entre sa part des recettes estimatives provenant des redevances d'usage, correspondantes à l'année 1983, et sa part, déterminée d'après le nombre de traversées effectuées en 1983, des recettes réelles apurées provenant des redavances d'usage et versées au Danemark en 1983.

6. La méthode de 1985, s'applique pour les années suivantes avec les changements de date qui s'imposent.

7. Le 1^er^ janvier et le 1^er^ juillet de chaque année civile, à partir du 1^er^ janvier 1983, chaque Gouvernement contractant paie à l'Organisation, par versements semestriels, la contribution qui lui a été imputée au titre des avances pour l'année civile en cours, ajustée et diminuée conformément aux dispositions des paragraphes 3, 4, 5 et 6 du présent article.

8. En cas d'abrogation du présent Accord, le Conseil procède aux ajustements destinés à atteindre les objectifs du présent article et portant sur toute période pour laquelle, à la date de l'abrogation dudit Accord, les paiements n'ont pas été ajustés conformément aux paragraphes 3, 4, 5 et 6 du présent article.

9. Chaque Gouvernement contractant fournit au Secrétaire général, le 1^er^ mai de chaque année au plus tard, dans la forme prescrite par le Secrétaire général, des renseignements complets sur les traversées effectuées au cours de l'année civile précédente auxquelles cet article s'applique.

10. Les Gouvernements contractants peuvent convenir que les renseignements mentionnés au paragraphe 9 de cet article, seront fournis au Secrétaire général, en leur nom, par un autre Gouvernement.

Article VIII

1. Le Gouvernement du Danemark soumet au Secrétaire général, le 15 septembre de chaque année au plus tard, les prévisions de dépenses afférentes aux Services pour l'année civile suivante exprimées en couronnes danoises. Les prévisions sont établies conformément aux dispositions de l'article III et aux Annexes II et III au presént Accord.

2. Le Gouvernement du Danemark fournit au Secrétaire general, dans les six mois qui suivent la fin de chaque année civile, un état des dépenses reelles afférentes aux Services pour l'année en question. Le

Secrétaire général soumet cet état à toute vérification ou à toute autre examen qu'il juge nécessaire et adresse au Gouvernement du Danemark un rapport sur cette vérification.

3. Le Gouvernement du Danemark fournit au Secrétaire général tous renseignements complémentaires dont le Secrétaire general peut avoir besoin au sujet des prévisions de dépenses ou des états de dépenses réelles, ainsi que tous renseignements dont il dispose sur le degré d'utilisation des Services par les aéronefs de toute nationalité.

4. L'état des dépenses réelles pour chaque année est soumis à l'approbation du Conseil.

5. L'état des dépenses réelles, approuvées par le Conseil conformément aux dispositions du paragraphe 4 du présent article, est communique aux Gouvernements contractants.

Article IX

1. Quatre-vingt-quinze pour cent des dépenses réelles approuvées par le Conseil et afférentes à la mise en œuvre, à l'exploitation et à l'entretien des Services sont remboursées au Gouvernement du Danemark.

2. Après s'être assuré que les prévisions présentées par le Gouvernement du Danemark aux termes du paragraphe 1 de l'article VIII ont été etablies conformément aux dispositions de l'article III et aux Annexes II et III au présent Accord, le Conseil autorise le Secrétaire général à effectuer des versements audit Gouvernement, pour chaque trimestre, au plus tard le premier jour du deuxième mois du trimestre. Ces versements sont fondés sur les prévisions mentionnées ci-dessus et constituent des avances, sous réserve des ajustements prévus au paragraphe 3 du présent article. Le montant total de ces versements ne peut, pour aucune année, dépasser la limite fixée conformément aux dispositions de l'article V. A partir du 1er janvier 1983, le Gouvernement du Danemark traite toutes les recettes nettes provenant des redevances d'usage perçues auprès de tous les exploitants d'aéronefs civils, dans le cadre du système instauré par l'article XIV et qui lui sont remises chaque année civile, comme constituant une partie des avances pour l'année en question.

3. Après approbation par le Conseil de l'état des dépenses réelles des annees successives, le Secrétaire général ajuste les versements trimestriels suivants au Gouvernement du Danemark de manière à compenser toute différence entre les versements effectués pour une année aux termes du paragraphe 2 du présent article et les dépenses réelles approuvées pour cette même année.

4. Les Gouvernements contractants qui ne sont pas représentés au Conseil sont invités à participer à l'examen, par le Conseil ou l'un quelconque de ses organes, des prévisions de dépenses presentées par le

Gouvernement du Danemark conformément aux dispositions du paragraphe 1 de l'article VIII.

5. Les prévisions de dépenses approuvées par le Conseil, conformément aux dispositions du paragraphe 2 du présent article, sont communiquees aux Gouvernements contractants.

Article X

1. Les sommes payées par les Gouvernements contractants à l'Organisation conformément aux dispositions de l'article VII, constituent, dans la mesure où il n'est pas nécessaire de les utiliser pour effectuer périodiquement les versements au Gouvernement du Danemark aux termes du present Accord, un Fonds de réserve que l'Organisation utilise aux fins du present Accord.

2. Le Secrétaire général peut faire placer à court terme des sommes provenant du Fonds de réserve. Les intérêts provenant de tels placements sont utilisés pour couvrir les dépenses extraordinaires résultant du présent Accord et engagées par l'Organisation. Si ces intérêts ne suffisent pas à couvrir lesdites dépenses extraordinaires, la différence est considérée comme une partie additionnelle des dépenses réelles afférentes aux Services et remboursées à l'Organisation sur les paiements effectués par les Gouvernements contractants.

Article XI

1. Les contributions annuelles des Gouvernements contractants sont exprimees en couronnes danoises.

2. Chacun des Gouvernements contractants effectue des versements à l'Organisation, aux termes de l'article VII, en couronnes danoises. Ces versements peuvent aussi être effectués en dollars des Etats-Unis, si la réglementation du Gouvernement qui les effectue l'exige. La procédure pour déterminer le taux de change applicable pour le paiement en dollars des Etats-Unis sera déterminée par le Conseil en consultation avec les Gouvernements concernes.

3. A condition que l'Organisation soit remboursée en dollars des Etats-Unis de ses dépenses extraordinaires, le Secrétaire général verse les sommes dues au Government du Danemark conformément aux articles IX et XII dans les monnaies dans lesquelles les Gouvernements contractants ont effectué leurs versements à l'Organisation, dans la mesure des disponibilités.

Article XII

1. L'obligation pour le Secrétaire général d'effectuer des versements au Gouvernement du Danemark en vertu du présent Accord est limitée

aux sommes effectivement reçues par l'Organisation et disponiibles conformément aux termes du présent Accord.

2. Le Secrétaire general peut neanmoins, avant la reception des versements des Gouvernements contractants et conformément au Reglement financier de l'Organisation, avancer les sommes dues au Gouvernement du Danemark s'il juge de telles avances nécessaires pour la mise en œuvre d'un Service ou la continuité de fonctionnement des Services.

3. Aucun Gouvernement contractant n'a de droit de recours contre l'Organisation en cas de défaut de paiement d'un autre Gouvernement au titre du présent Accord.

Article XIII

1. Sous réserve des dispositions de l'article V et du paragraphe 2 del l'article VI, le Conseil peut, d'accord avec le Gouvernement du Danemark, inclure dans le cadre du présent Accord de nouvelles dépenses en capital necessaires au bon fonctionnement des Services.

2. Sous réserve des dispositions des articles V et VI, le Conseil peut, d'accord avec le Gouvernement du Danemark, inclure dans le cadre du present Accord des services s'ajoutant à ceux qui sont spécifiés à l'Annexe I ci-jointe, ainsi que des nouvelles dépenses en capital afférentes à ces services, pourvu que l'une des conditions suivantes soit remplie:

a) le montant global de ces dépenses est limité chaque année à 3,5 pour cent du coût approuvé à l'article V; ou

b) ces services sont ceux auxquels ont consenti tous les Gouvernements contractants; ou

c) ces services sont ceux auxquels ont consenti des Gouvernements contractants dont le total des contributions est au moins égal à quatre-vingt-dix pour cent du montant global des contributions fixées conformément aux dispositions de l'article VII, paragraphes 3, 4, 5 et 6 et auxquels s'appliquent les dispositions de l'article VI.

3. Aux fins des paragraphes 1 et 2 du présent article, le renouvellement des bâtiments et du matériel par prélèvement sur les contributions versees au titre de l'amortissement n'est pas considéré comme nouvelle dépense en capital.

4. Si de nouvelles dépenses en capital ou des services supplémentaires sont proposés par le Gouvernement du Danemark ou par le Conseil, ledit Gouvernement fournit au Secrétaire général les prévisions de dépenses y afférentes, ainsi que toutes specifications, tous plans et autres renseigenements qui peuvent être necessaires à ce sujet, et consulte le Secrétaire général sur le mode d'approvisionnement, de conception ou de construction à adopter.

5. Le Conseil peut, d'accord avec le Gouvernement du Danemark, exclure de l'Accord une partie quelconque des Services.

6. Après que des mesures ont été prises en application des dispositions des paragraphes 1, 2 ou 5 du présent article, le Conseil amende en consequence les Annexes au présent Accord.

Article XIV

Le Gouvernement du Danemark met en œuvre un système de redevances d'usage pour les services fournis à tous les aéronefs civils qui effectuent des traversées comme définies a l'article VII. Ces redevances d'usage seront calculées conformément aux dispositions de l'Annexe III au present Accord. Les revenus nets provenant de ces redevances seront déduits des paiements dus au Gouvernement du Danemark conformément aux dispositions de cet Accord. A moins que le Conseil n'y consente, le Gouvernement du Danemark ne perçoit aucune redevance supplémentaire pour l'usage de l'un quelconque des services par des usagers autres que les ressortissants danois.

Article XV

Le Gouvernement du Danemark ne peut conclure aucun arrangement international pour l'établissement, l'exploitation, l'entretien, le développement ou le financement de l'un quelconque des Services sans l'approbation du Conseil.

Article XVI

Le Gouvernement du Danemark coopere aussi complètement que possible avec les représentants de l'Organisation en ce qui concerne la poursuite des objectifs du présent Accord et accorde à ces représentants les privilèges et immunités auxquels ils ont droit aux termes de la Convention générale sur les privilèges et immunités des institutions spécialisées et notamment des dispositions de l'Annexe III (2) à ladite Convention.

Article XVII

Le Conseil convoque une réunion générale des Gouvernements intéresses:

a) soit à la demande de deux ou plusieurs Gouvernements contractants, soit a la démande du Gouvernement du Danemark, soit a la demande de l'un quelconque des Gouvernements contractants s'il n'y a pas eu de réunion au cours des cinq années précédentes;

b) si le défaut de paiement des contributions de certains Gouvernements contractants au titre du présent Accord nécessite une révision des contributions qui ne peut être effectuée de façon satisfaisante par un autre moyen;

c) si, pour toute raison, le Conseil estime qu'une telle réunion est necessaire.

Article XVIII

Tout litige sur l'interprétation ou l'application du présent Accord ou de ses Annexes qui n'est pas réglé par voie de négociation est, sur la demande de l'un des Gouvernements contractants parties au litige, soumis au Conseil aux fins de recommandations.

Article XIX

1. Le présent Accord reste ouvert jusqu'au 1^er^ décembre 1956 à la signature des Gouvernements mentionnés dans son préambule.

2. Le présent Accord est subordonné à l'acceptation des Gouvernements signataires. Les instruments d'acceptation doivent être déposés dès que possible auprès du Secrétaire général, qui informera tous les Gouvernements signataires ou adhérents de la date du dépôt de chacun de ces instruments.

Article XX

1. Le présent Accord est ouvert à l'adhésion du Gouvernement de tout Etat membre de l'Organisation des Nations Unies ou d'une institution spécialisée reliée à ladite Organisation. Les adhésions sont effectuées par le dépôt d'un instrument officiel auprès du Secrétaire général.

2. Le Conseil peut entrer en consultation avec tout Gouvernement qui n'est pas partie au présent Accord et dont les aéronefs civils benéficient des Services, en vue d'obtenir son adhésion à l'Accord.

3. Nonobstant les dispositions du paragraphe 2 du présent article, le Conseil peut conclure des arrangements au sujet du versement de contributions par tout Gouvernement qui ne devient pas partie au present Accord. Toute contribution ainsi reçue est utilisée aux fins du présent Accord, dans les conditions déterminées par le Conseil.

Article XXI

1. Le présent Accord entre en vigueur le 1er janvier 1957 au plus tot et lorsque le total des contributions initiales des Gouvernements ayant déposé leur instrument d'acceptation ou d'adhésion est égal au moins à quatre-vingt-dix pour cent du montant maximum des dépenses spécifié à l'article V. Le dépôt, par ces Gouvernements, d'un instrument d'acceptation ou d'adhésion est considéré comme un consentement au système de contributions, de versements et d'ajustements prévu par le présent Accord pour la période allant du 1er janvier 1957 à l'entrée en vigueur de l'Accord.

2. En ce qui concerne tout Gouvernement dont l'instrument d'acceptation ou d'adhésion est déposé après l'entrée en vigueur du présent Accord, l'Accord entre en vigueur à la date du depot. Dans ce cas, le Gouvernement en cause accepte le système de contributions, de versements et d'ajustements prévu au présent Accord, au moins à partir du début de l'année civile au course de laquelle l'instrument d'acceptation ou d'adhésion est déposé. Ledit Gouvernement peut accepter qu'il lui soit imputé une contribution correspondant a sa quote-part des dépenses réelles approuvées de Services auxquels s'appliquent les dispositions de l'article VI et à l'égard desquels le consentement de tous les Gouvernements contractants n'a pas eté recueilli à la date de l'adhésion dudit Gouvernement.

Article XXII

1. *a)* Le Gouvernement du Danemark peut mettre fin au présent Accord a dater du 31 décembre d'une année quelconque, sur préavis écrit adressé au Secrétaire général au plus tard le 1^er^ janvier de l'année en question.

b) Si, à un moment quelconque, il ne peut assurer les Services en respectant le montant maximum des dépenses spécifié à l'article V, le Gouvernement du Danemark en avise immédiatement par écrit le Secrétaire general et lui presente des previsions détaillées sur les sommes supplémentaires nécessaires. Dès qu'il en est saisi le Secrétaire général examine ces previsions et, après avoir consulté, s'il y a lieu, le Gouvernement du Danemark, il détermine la somme nécessaire au-delà de la limite susmentionnée. Le Secrétaire général s'adresse alors aux Gouvernements contractants afin d'obtenir leur assentiment ainsi qu'il est stipulé a l'article V. Si, trois mois après qu'il a déterminé la somme supplémentaire necessaire, le Secrétaire général n'a pas avisé le Gouvernement du Danemark que les Gouvernements contractans ont donné leur assentiment, ledit Gouvernement peut alors mettre fin au présent Accord sur préavis de trois mois adressé par écrit au Secrétaire général.

c) Des Gouvernements contractants autres que celui du Danemark peuvent mettre fin au présent Accord à dater du 31 décembre d'une année quelconque, sur préavis écrit adressé au Secrétaire général au plus tard le 1^er^ janvier de l'année en question, si l'ensemble de leurs contributions pour l'année en cours représente dix pour cent au moins de la limite fixee conformément aux dispositions de l'article V

2. Au reçu d'un ou de plusieurs préavis d'intention de mettre fin au present Accord conformément aux dispositions du paragraphe 1 du present article, le Secrétaire général en avise les Gouvernements contractants.

Article XXIII

1. Nonobstant les dispositions de l'article XXIII, tout Gouvernement contractant autre que le Gouvernement du Danemark dont les contribu-

tions pour l'année en cours sont inférieures à dix pour cent de la somme limite visée à l'article V, peut cesser d'être partie au présent Accord à compter du 31 décembre d'une année quelconque, en notifiant par écrit au Secrétaire général, au plus tard le 1[er] janvier de l'année en question, son intention de cesser d'être partie a l'Accord. Aux fins de l'article XXII, paragraphe 1, alinéa *c*), un tel préavis est réputé constituer également une notification du désir de mettre fin au présent Accord.

2. Dès réception du préavis de cessation de participation d'un Gouvernement contractant, le Secrétaire général en avise les autres Gouvernements contractants.

Article XXIV

1. Dans le cas où le Gouvernement du Danemark met fin au présent Accord en vertu des dispositions du paragraphe 1 de l'article XXII, ce Gouvernement verse à l'Organisation, ou l'Organisation peut retenir sur les versements dus a ce Gouvernement aux termes dudit Accord une somme representant la compensation équitable des bénéfices retirés par ce Gouvernement de l'acquisition, à ses propres fins, des biens meubles ou immeubles partiellement ou intégralement remboursés à ce Gouvernement en vertu des dispositions du présent Accord.

2. Dans le cas ou des Gouvernements contractants autres que le Gouvernement du Danemark mettent fin au présent Accord, il est versé au Gouvernement du Danemark soit par prélèvement sur le Fonds de réserve, soit, si ce fonds et insuffisant, par tous les Gouvernements contractants, à la diligence de l'Organisation, une somme équitable à titre de compensation des dépenses en capital engagées par le Gouvernement du Danemark et non intégralement remboursées en exécution du présent Accord. Le montant des versements exigés des Gouvernements contractants à cette fin est déterminé sur la base du pourcentage des contributions les plus recentes, les versements venant à échéance à la date à laquelle il a été mis fin à l'Accord. L'Organisation a le droit de prendre possession de tous biens meubles pour lesquels une compensation a été versée en exécution du présent paragraphe. La renonciation à ce droit entrerait en ligne de compte dans la détermination de la compensation.

3. Les dispositions du paragraphe 2 du présent article s'appliquent egalement à toute partie des Services qui serait exclue du présent Accord conformément aux dispositions du paragraphe 5 de l'article XIII.

4. Le montant des versements à effectuer en vertu des dispositions du présent article est déterminé par accord entre le Conseil et le Gouvernement du Danemark.

Article XXV

1. Sous réserve des dispositions du paragraphe 2 de l'article X, tout reliquat du Fonds de réserve et des intérêts provenant de ce fonds détenu

par l'Organisation à la date à laquelle le présent Accord cesse d'être en vigueur est remboursé, par répartition, à ceux des Gouvernements qui sont encore parties au présent Accord immédiatement avant ladite date, sur la base du pourcentage de leur contribution annuelle la plus récente.

2. *a*) Tout Gouvernement qui a retiré sa partecipation au présent Accord en vertu de l'article XXIII, paie à l'Organisation, ou reçoit de celle-ci, toute différence entre ce qu'il a payé à l'Organisation en exécution de l'article VII et la part de dépenses réelles approuvées qui lui est imputable pendant sa participation.

b) Tout Gouvernement qui a retiré sa partecipation paie à l'Organisation sa part des dépenses en capital qui ont été engagées par le Gouvernement du Danemark et qui n'ont pas été intégralement remboursées en execution du présent Accord. La somme à verser est déterminée sur la base du pourcentage de la contribution la plus récente imputée au Gouvernement qui a retiré sa participation. Le paiement vient à échéance à la date du retrait.

Article XXVI

1. Toute proposition d'amendement au présent Accord peut être faite par un Gouvernement contractant ou par le Conseil. La proposition est communiquee par ecrit au Secrétaire général qui la transmet à tous les Gouvernements contractants en leur demandant de l'aviser formellement s'ils l'acceptent ou non.

2. L'adoption d'un amendement exige le consentement des deux tiers de tous les Gouvernements contractants dont le total des contributions pour l'année en cours est au moins égal à quatre-vingt-dix pour cent.

3. L'amendement ainsi adopté entre en vigueur pour tous les Gouvernements contractants le 1^er^ janvier de l'année suivant l'année au cours de laquelle le Secrétaire général a reçu l'acceptation officielle de l'amendement, communiquée par écrit, des Gouvernements contractants responsables pour au moins quatre-vingt-dix-huite pour cent des contributions pour l'année en cours.

4. Le Secrétaire general envoie des copies certifiées conforme de chaque amendement adopté à tous les Gouvernements contractants et leur notifie toutes les acceptations et la date d'entrée en vigueur de tout amendement.

5. Dans le cas autres que ceux spécifies au paragraphe 6 de l'article XIII, le Conseil peut amender les Annexes au présent Accord, sous réserve des termes et conditions dudit Accord et de l'assentiment du Gouvernement du Danemark.

TRADUZIONE NON UFFICIALE

N.B. — I testi facenti fede sono unicamente quelli indicati nell'atto.

ALLEGATO A

Testo ufficioso riveduto degli articoli I a XXVI dell'accordo sul finanziamento collettivo di alcuni servizi di navigazione aerea della Groenlandia

Articolo I

Ai fini del presente Accordo:

a) per «Organizzazione» si intende l'organizzazione dell'Aviazione civile internazionale;

b) per «Consiglio» si intende il Consiglio dell'Organizzazione;

c) per «Segretario generale» si intende il Segretario generale dell'Organizzazione;

d) per «Servizi» si intendono i servizi di cui all'Allegato I al presente Accordo e ogni Servizio supplementare che possa successivamente essere istituito in conformità al presente Accordo.

Articolo II

Il Governo della Danimarca costituisce, gestisce e provvede alla manutenzione dei Servizi e, in considerazione dei vantaggi speciali che gliene derivano, prende a proprio carico il cinque per cento delle spese reali approvate in favore di questi Servizi.

Articolo III

1. Il Governo della Danimarca gestisce e provvede alla manutenzione dei Servizi ininterrottamente, alle condizioni più economiche compatibili con l'efficienza dei Servizi e, ove possibile, in conformità agli *Standards*, Pratiche raccomandate, Procedure e Specifiche attuate dall'organizzazione.

2. Fatte salve le disposizioni dell'Allegato I al presente Accordo, il sistema di rilevamento metereologico, di redazione e diffusione delle

comunicazioni di rilevamento meteorologico deve essere conforme alle Procedure e Specifiche prescritte dall'organizzazione meteorologica mondiale.

3. Il Governo della Danimarca notifica immediatamente al Segretario generale tutti i casi di urgenza che necessitino di una modifica o una riduzione temporanea dei servizi; il suddetto Governo ed il Segretario generale si consultano in tal caso riguardo alle misure da adottare allo scopo di limitare gli inconvenienti di tale modifica o riduzione.

Articolo IV

1. Il Segretario generale controlla la gestione dei Servizi nella sua totalità e può in qualsiasi momento, far procedere ad una ispezione dei servizi nonché del materiale da questi utilizzato.

2. Il Governo della Danimarca fornisce, su domanda del Segretario generale e nella misura del possibile, i rapporti sulla gestione dei servizi che il Segretario generale ritenga utili.

3. Il Segretario generale fornisce al Governo della Danimarca su sua domanda, ove possibile, i pareri di cui il suddetto Governo può normalmente aver bisogno per adempiere agli obblighi che gli derivano dal presente Accordo.

4. Se il Governo della Danimarca non adempie efficacemente alla gestione ed alla manutenzione di uno qualsiasi dei Servizi, il Governo e il Segretario generale si consultano al fine di stabilire i mezzi idonei per porvi rimedio.

Articolo V

Il costo totale dei Servizi, calcolato in conformità agli Allegati II e III del presente Accordo, non può superare 4.663.463 dollari USA per anno civile. Il Consiglio può elevare detto limite con il consenso di tutti i Governi contraenti, in applicazione delle disposizioni dell'articolo VI.

Articolo VI

1. Ai soli fini di istituire, gestire e provvedere alla manutenzione dei servizi che non vengano altrimenti assicurati in applicazione del presente Accordo, il limite fissato all'articolo V può essere elevato di un importo determinato con il consenso dei Governi contraenti i cui contributi totali siano perlomeno uguali al novanta per cento dell'ammontare globale dei contributi fissati per l'ultimo anno civile, in conformità alle disposizioni dell'articolo VII, paragrafi 3, 4, 5 e 6.

2. Fatte salve le disposizioni dell'articolo II, le spese imputabili ai servizi di cui al paragrafo 1 del suddetto articolo, o qualsiasi spesa

autorizzata in base alle disposizioni dell'articolo XIII, paragrafo 2, lettera *a*), a seguito dell'inclusione dei suddetti servizi nel presente Accordo, è sostenuta esclusivamente dai Governi contraenti che vi consentano, proporzionalmente alla loro quota parte nell'ammontare globale per l'anno in questione. Nessuna parte del Fondo di riserva di cui all'articolo X, che non sia imputabile a questi servizi, può essere utilizzata per fini ai quali solo detti Governi abbiano consentito.

Articolo VII

1. Fatte salve le disposizioni dell'articolo V e del paragrafo 2 dell'articolo VI, i Governi contraenti si impegnano a dividere il novantacinque per cento delle spese reali approvate dei servizi, determinate in conformità alle disposizioni dell'articolo VIII, in proporzione ai vantaggi aeronautici che ogni Governo contraente trae dai servizi. Tale proporzione è determinata, per ogni Governo contraente e per ogni anno civile, secondo il numero di traversate complete effettuate nel corso del suddetto anno dai suoi aeromobili civili sulle rotte colleganti l'Europa e l'America del Nord, di cui una parte qualunque passi a nord del parallelo 45° nord tra i meridiani 15° ovest e 50° ovest. Inoltre:

a) un volo unicamente fra la Groenlandia e il Canada, la Groenlandia e gli Stati Uniti d'America, la Groenlandia e l'Islanda o l'Islanda e l'Europa vale per un terzo di traversata;

b) un volo unicamente fra la Groenlandia e l'Europa, l'Islanda e il Canada, o l'Islanda e gli Stati Uniti d'America vale per due terzi di trasversata;

c) un volo diretto a o proveniente dall'Europa o dall'Islanda che non oltrepassi la costa dell'America del Nord, ma superi il 30° meridiano ovest a nord del 45° parallelo vale per un terzo di traversata.

2. Ai fini del paragrafo 1 del presente articolo;

a) una traversata è calcolata anche se il decollo o l'atterraggio hanno avuto luogo in un punto situato fuori dai territori cui questo paragrafo fa riferimento;

b) l'«Europa» non comprende né l'Islanda né le Azzorre.

3. Al più tardi il 20 novembre di ogni anno, il Consiglio fissa i contributi dei Governi contraenti, al fine di fornire anticipi per l'anno successivo. Per l'anno 1983, i contributi saranno determinati in base al numero delle traversate effettuate nel 1981 e in base al novantacinque per cento delle spese preventivate per il 1983. Il contributo di ogni Governo contraente è adeguato in base ad ogni differenza fra gli importi da questo versati alla organizzazione sotto forma di anticipi per l'anno 1981 e la sua quota parte, determinata secondo il numero delle traversate effettuate nel 1981, del novantacinque per cento delle spese reali approvate per il 1981. Il contributo così adeguato di ciascun Governo contraente verrà diminuito dell'importo della sua quota parte, fissato in base al numero delle traver-

sate effettuate nel 1981, degli introiti preventivati provenienti dai diritti d'uso che devono essere versati nel 1983 alla Danimarca ai sensi dell'articolo XIV dell'Accordo.

4. Il metodo esposto al paragrafo 3 del presente articolo si applica ai contributi per l'anno 1984, con i cambiamenti di data che si impongono.

5. Per l'anno 1985, il sistema descritto al paragrafo 3 del presente articolo è applicato con i necessari cambiamenti di data ed inoltre il contributo di ciascun Governo contraente viene nuovamente adeguato in base alla differenza tra la sua quota parte di introiti preventivati provenienti dai diritti d'uso, corrispondenti all'anno 1983, e la sua quota parte, fissata in base al numero delle traversate effettuate nel 1983, degli introiti reali accertati provenienti dai diritti d'uso e versati alla Danimarca nel 1983.

6. Il sistema del 1985 si applica agli anni successivi, con i cambiamenti di data che si impongono.

7. Il 1° gennaio e il 1° luglio di ogni anno civile, a partire dal 1° gennaio 1983, ciascun Governo contraente pagherà all'Organizzazione, con versamenti semestrali, il contributo che gli è stato imputato a titolo di anticipo per l'anno civile in corso, adeguato e diminuito in conformità alle disposizioni dei paragrafi 3, 4, 5 e 6 del presente articolo.

8. In caso di abrogazione del presente Accordo, il Consiglio procede agli adeguamenti destinati a raggiungere gli obiettivi del presente articolo relativi a qualsiasi periodo per il quale, alla data dell'abrogazione del citato Accordo, i pagamenti non siano stati adeguati in conformità ai paragrafi 3, 4, 5 e 6 del presente articolo.

9. Ciascun Governo contraente fornisce al Segretario generale, al più tardi il 1° maggio di ogni anno, nella forma prescritta dal Segretario generale, informazioni complete riguardo alle traversate effettuate nel corso dell'anno civile precedente cui questo articolo si applica.

10. I Governi contraenti possono convenire che le informazioni menzionate al paragrafo 9 del presente articolo saranno fornite al Segretario generale, a loro nome, da un altro Governo.

Articolo VIII

1. Il Governo della Danimarca sottopone al Segretario generale, al più tardi il 15 settembre di ogni anno, i preventivi di spesa relativi ai Servizi per l'anno civile successivo espressi in corone danesi. I preventivi sono stabiliti conformemente alle disposizioni dell'articolo III e agli Allegati II e III al presente Accordo.

2. Il Governo della Danimarca sottopone al Segretario generale, nei sei mesi successivi alla fine di ogni anno civile, lo stato delle spese reali relative ai Servizi per l'anno in questione. Il Segretario generale sottopone questo stato a ogni verifica o altro esame che ritenga necessario e invia al Governo della Danimarca un rapporto su tale verifica.

3. Il Governo della Danimarca fornisce al Segretario generale ogni ulteriore informazione di cui il Segretario generale possa aver bisogno riguardo alle previsioni di spesa o allo stato delle spese reali, nonché ogni informazione di cui disponga riguardo al grado di utilizzazione dei servizi da parte di aeromobili di ogni nazionalità.

4. Lo stato delle spese reali per ogni anno è sottoposto all'approvazione del Consiglio.

5. Lo stato delle spese reali, approvate dal Consiglio, in conformità alle disposizioni del paragrafo 4 del presente articolo, è comunicato ai Governi contraenti.

Articolo IX

1. Il novantacinque per cento delle spese reali approvate dal Consiglio e relative alla istituzione, alla gestione e alla manutenzione dei Servizi sono rimborsate al Governo della Danimarca.

2. Dopo essersi accertato che le previsioni presentate dal Governo della Danimarca secondo i termini del paragrafo 1 dell'articolo VIII sono state stabilite in conformità alle disposizioni dell'articolo III e agli Allegati II e III al presente Accordo, il Consiglio autorizza il Segretario generale a effettuare versamenti al suddetto Governo, per ogni trimestre, al più tardi il primo giorno del secondo mese del trimestre. Tali versamenti si basano sui preventivi di cui sopra e costituiscono anticipi, fermi restando gli adeguamenti di cui al paragrafo 3 del presente articolo. L'ammontare totale di questi versamenti non può, per alcun anno, oltrepassare il limite fissato in conformità alle disposizioni dell'articolo V. A partire dal 1° gennaio 1983, il Governo della Danimarca tratterà tutti i ricavi netti provenienti dai canoni d'uso percepiti da tutte le compagnie di navigazione aerea civile, nell'ambito del sistema introdotto dall'articolo XIV, e che gli vengono rimessi ogni anno civile, come parte degli anticipi per l'anno in corso.

3. Successivamente all'approvazione da parte del Consiglio dello stato delle spese reali degli anni successivi, il Segretario generale adegua i successivi versamenti trimestrali al Governo della Danimarca in modo da compensare ogni differenza fra i versamenti effettuati per un anno secondo i termini del paragrafo 2 del presente articolo e le spese reali approvate per questo stesso anno.

4. I Governi contraenti che non sono rappresentati al Consiglio sono invitati dal Consiglio o da uno qualsiasi dei suoi organi a partecipare

all'esame delle previsioni di spese presentate dal Governo della Danimarca conformemente alle disposizioni del paragrafo 1 dell'articolo VIII.

5. Le previsioni di spesa approvate dal Consiglio, in conformità alle disposizioni del paragrafo 2 del presente articolo, saranno comunicate ai Governi contraenti.

Articolo X

1. Le somme versate dai Governi contraenti all'Organizzazione in conformità alle disposizioni dell'articolo VII costituiscono, nella misura in cui non e necessario utilizzarle per effettuare periodicamente i versamenti al Governo della Danimarca secondo i termini del presente Accordo, un Fondo di riserva che l'Organizzazione utilizza ai fini del presente Accordo.

2. Il Segretario generale ha facoltà di investire a breve termine le somme provenienti dal Fondo di riserva. Gli interessi derivanti da tali investimenti sono utilizzati per far fronte alle spese straordinarie risultanti dal presente Accordo e sostenute dall'Organizzazione. Se tali interessi non sono sufficienti a far fronte alle suddette spese straordinarie la differenza è considerata come parte aggiuntiva delle spese reali relative ai Servizi e rimborsate all'Organizzazione sui pagamenti effettuati dai Governi contraenti.

Articolo XI

1. I contributi annui dei Governi sono espressi in corone danesi.

2. Ciascun Governo contraente effettua versamenti all'Organizzazione, ai termini dell'articolo VII, in corone danesi. Tali versamenti possono anche essere effettuati in dollari USA, se ciò è previsto dalle norme del Governo che li effettua. La procedura atta a determinare il tasso di cambio applicabile per il pagamento in dollari USA sarà determinata dal Consiglio sentiti i Governi interessati.

3. A condizione che l'Organizzazione sia rimborsata in dollari USA delle sue spese straordinarie, il Segretario generale versa le somme dovute al Governo della Danimarca in conformità agli articoli IX e XII nelle valute in cui i Governi contraenti hanno effettuato i loro versamenti all'Organizzazione, a seconda delle disponibilità.

Articolo XII

1. L'obbligo per il Segretario generale di effettuare versamenti al Governo della Danimarca in virtù del presente Accordo è limitato alle somme effettivamente ricevute dall'Organizzazione e disponibili conformemente ai termini del presente Accordo.

2. Il Segretario generale può tuttavia, prima di ricevere i versamenti dei Governi contraenti e in conformità al Regolamento finanziario dell'Organizzazione, anticipare le somme dovute al Governo della Danimarca se giudica tali anticipi necessari alla istituzione di un servizio o alla continuità di funzionamento dei Servizi.

3. Nessun Governo contraente ha diritto a ricorrere contro l'Organizzazione in caso di mancato pagamento di un altro Governo secondo il presente Accordo.

Articolo XIII

1. Fatte salve le disposizioni dell'Articolo V e del paragrafo 2 dell'articolo VI, il Consiglio può, d'accordo con il Governo della Danimarca, includere nel contesto del presente Accordo nuove spese di capitale necessarie al buon funzionamento dei Servizi.

2. Fatte salve le disposizioni degli articoli V e VI, il Consiglio può, d'accordo con il Governo della Danimarca, includere nel contesto del presente Accordo servizi supplementari a quelli già specificati all'Allegato I qui accluso, così come nuove spese di capitale relative a detti servizi, purché una delle seguenti condizioni sia soddisfatta:

a) l'ammontare globale di tali spese sia limitato ogni anno al 3,5 per cento del costo approvato all'articolo V; o

b) questi servizi siano quelli approvati da tutti i Governi contraenti;

o

c) questi servizi siano quelli approvati dai Governi contraenti il cui totale di contributi sia almeno pari al novanta per cento dell'ammontare globale dei contributi stabiliti conformemente alle disposizioni dell'articolo VII, paragrafi 3, 4, 5 e 6 e a cui si applichino le disposizioni dell'articolo VI.

3. Ai fini dei paragrafi 1 e 2 del presente articolo, il rinnovo degli edifici e del materiale mediante prelievi sui contributi versati a titolo di ammortamento non è considerato come nuova spese in capitale.

4. Se le nuove spese in capitale o servizi supplementari sono proposti dal Governo della Danimarca o dal Consiglio, il suddetto Governo fornisce al Segretario generale i relativi preventivi di spesa, nonché tutte le specifiche, programmi e altre informazioni che possano essere a tal fine necessarie e consulta il Segretario generale sulle modalità di approvvigionamento, di concezione o di costruzione da adottare.

5. Il Consiglio può, d'intesa con il Governo della Danimarca, escludere dall'Accordo una parte qualsiasi dei Servizi.

6. Dopo che saranno state adottate determinate misure in applicazione delle disposizioni dei paragrafi 1, 2 o 5 del presente articolo, il Consiglio emenderà di conseguenza gli Allegati al presente Accordo.

Articolo XIV

Il Governo della Danimarca attua un sistema di canoni d'uso per i servizi forniti a tutti gli aeromobili civili che effettuino traversate quali definite all'articolo VII. Tali canoni d'uso saranno calcolati in conformità alle disposizioni dell'Allegato III al presente Accordo. Gli introiti netti derivanti da tali canoni saranno dedotti dai pagamenti dovuti al Governo della Danimarca in conformità alle disposizioni del presente Accordo. A meno che il Consiglio non vi acconsenta, il Governo della Danimarca non percepisce nessun canone supplementare per l'uso di uno qualsiasi dei servizi da parte di utenti che non siano cittadini danesi.

Articolo XV

Il Governo della Danimarca non puo concludere nessun accordo internazionale, relativo alla creazione, alla gestione, alla manutenzione, allo sviluppo o al finanziamento di uno qualsiasi dei Servizi senza l'approvazione del Consiglio.

Articolo XVI

Il Governo della Danimarca coopera altresì, nella maniera più completa possibile, con i rappresentanti dell'Organizzazione per quanto riguarda il perseguimento degli obiettivi del presente Accordo e concede a tali rappresentanti i privilegi e le immunità cui hanno diritto — secondo i termini della Convenzione generale sui privilegi ed immunità delle istituzioni specializzate — e in particolare delle disposizioni dell'Allegato III (2) alla suddetta Convenzione.

Articolo XVII

Il Consiglio convoca una riunione generale dei Governi interessati:

a) sia su domanda di due o più Governi contraenti, sia su domanda del Governo della Danimarca, sia su domanda di uno qualsiasi dei Governi contraenti, se non ha avuto luogo una riunione nel corso del quinquennio precedente;

b) se il mancato pagamento dei contributi di alcuni Governi contraenti — secondo il presente Accordo — necessita di una revisione dei contributi che non possa essere effettuata in maniera soddisfacente mediante altro mezzo;

c) se, per qualsiasi ragione, il Consiglio ritiene che una tale riunione sia necessaria.

Articolo XVIII

Qualsiasi controversia sull'interpretazione o sull'applicazione del presente Accordo o dei suoi Allegati che non sia composta per via negoziale è sottoposta al Consiglio su domanda di uno dei Governi contraenti parte nella controversia, perché emani le sue raccomandazioni.

Articolo XIX

1. Il presente Accordo rimane aperto fino al 1° dicembre 1956 alla firma dei Governi menzionati nel suo preambolo.

2. Il presente Accordo è subordinato all accettazione dei Governi firmatari. Gli strumenti di accettazione dovranno essere depositati appena possibile presso il Segretario generale, che informerà tutti i Governi firmatari o aderenti della data del deposito di ciascuno di tali strumenti.

Articolo XX

1. Il presente Accordo e aperto all'adesione del Governo di ogni Stato membro dell'Organizzazione delle Nazioni Unite o di un'istituzione specializzata collegata alla suddetta Organizzazione. Le adesioni sono effettuate mediante deposito di uno strumento ufficiale presso il Segretario generale.

2. Il Consiglio può avviare consultazioni con ogni Governo che non sia parte al presente Accordo e i cui aeromobili civili beneficino dei Servizi in vista di ottenere la sua adesione all'Accordo.

3. Ferme restando le disposizioni del paragrafo 2 del presente articolo, il Consiglio può concludere accordi relativi al versamento di contributi da parte dei Governi che non diventino parte al presente Accordo. I contributi così ricevuti sono utilizzati ai fini del presente Accordo alle condizioni stabilite dal Consiglio.

Articolo XXI

1. Il presente Accordo entra in vigore il 1° gennaio 1957 al piu presto, e allorché il totale dei contributi iniziali dei Governi che hanno depositato i loro strumenti di accettazione o di adesione sia pari almeno al novanta per cento dell'ammontare massimo delle spese di cui all'articolo V. Il deposito, da parte di questi Governi, di uno strumento di accettazione o di adesione e considerato come consenso al sistema di contributi, di versamenti e di adeguamenti previsti dal presente Accordo per il periodo decorrente dal 1° gennaio 1957 all'entrata in vigore dell'Accordo.

2. Per quanto riguarda qualsiasi Governo il cui strumento di accettazione o di adesione sia depositato dopo l'entrata in vigore del presente Accordo, quest'ultimo entra in vigore alla data del deposito. In tal caso, il Governo in causa accetta il sistema di contributi, di versamenti e di adeguamenti previsto dal presente Accordo, al più tardi a partire dall'inizio dell'anno civile nel corso del quale lo strumento di accettazione o di adesione sia depositato. Il suddetto Governo può accettare che gli sia imputato un contributo corrispondente alla sua quota parte delle spese reali approvate dai Servizi ai quali si applicano le disposizioni dell'articolo VI e riguardo ai quali il consenso di tutti i Governi contraenti non sia stato raccolto alla data dell'adesione del suddetto Governo.

Articolo XXII

1. *a*) Il Governo della Danimarca puo porre fine al presente Accordo a far data dal 31 dicembre di un anno qualsiasi, su preavviso scritto indirizzato al Segretario generale al più tardi il 1° gennaio dell'anno in questione.

b) Se, in qualsiasi momento, non può garantire il funzionamento dei Servizi rispettando l'ammontare massimo delle spese specificato all'articolo V, il Governo della Danimarca ne informa immediatamente per iscritto il Segretario generale, presentando preventivi dettagliati relativi alle somme supplementari necessarie. Non appena ne è informato, il Segretario generale esamina tali preventivi e dopo aver consultato, se del caso, il Governo della Danimarca determina la somma necessaria eccedente il limite summenzionato. Il Segretario generale si rivolge quindi ai Governi contraenti al fine di ottenere il loro consenso come stabilito all'Articolo V. Se, tre mesi dopo aver determinato la somma supplementare necessaria, il Segretario generale non ha avvisato il Governo della Danimarca del consenso dei Governi contraenti, il suddetto Governo può allora porre fine al presente Accordo previo preavviso di tre mesi indirizzato per iscritto al Segretario generale.

c) Governi contraenti diversi da quello della Danimarca possono porre fine al presente Accordo a far data dal 31 dicembre di un anno qualsiasi, mediante preavviso scritto indirizzato al Segretario generale al piu tardi il 1° gennaio dell'anno in questione, se il totale dei loro contributi per l'anno in corso rappresenta almeno il dieci per cento del limite stabilito in conformità alle disposizioni dell'articolo V.

2. Ricevuti uno o più preavvisi relativi all'intenzione di porre fine al presente Accordo, in conformità alle disposizioni del paragrafo 1 del presente articolo, il Segretario generale ne informa i Governi contraenti.

Articolo XXIII

1. Ferme restando le disposizioni dell'Articolo XXII, ciascun Governo contraente diverso dal Governo della Danimarca i cui contributi per

l'anno in corso siano inferiori al dieci per cento della somma limite indicata all'articolo V, può cessare di essere parte al presente Accordo a partire dal 31 dicembre di un anno qualsiasi, notificando per iscritto, al Segretario generale, al più tardi il 1° gennaio dell'anno in questione, la propria intenzione di cessare di essere parte all'Accordo. Ai fini dell'articolo XXII, paragrafo 1, lettera *c*), tale preavviso è reputato costituire anche una notifica del desiderio di porre fine al presente Accordo.

2. Ricevuto il preavviso di cessazione di partecipazione di un Governo contraente, il Segretario generale ne informa gli altri Governi contraenti.

Articolo XXIV

1. Qualora il Governo della Danimarca ponga fine al presente Accordo in virtù delle disposizioni del paragrafo 1 dell'articolo XXII, esso versa all'Organizzazione, o l'Organizzazione può trattenere sui versamenti ad esso dovuti — secondo i termini del presente Accordo — una somma equivalente ad una giusta compensazione dei benefici ricavati da tale Governo dall'acquisto, a propri fini, dei beni mobili o immobili parzialmente o integralmente rimborsati allo stesso in virtù delle disposizioni del presente Accordo.

2. Qualora Governi contraenti diversi dal Governo della Danimarca pongano fine al presente Accordo, sarà versata al Governo della Danimarca mediante prelievo sul Fondo di riserva, o, se tale Fondo è insufficiente, da parte di tutti i Governi contraenti, a cura dell'Organizzazione, una giusta somma a titolo di compensazione delle spese in capitale sostenute dal Governo della Danimarca e non integralmente rimborsate in esecuzione del presente Accordo. L'ammontare dei versamenti richiesti a tal fine ai Governi contraenti è determinato in base alla percentuale dei contributi più recenti, con scadenza dei versamenti alla data in cui è posto fine all'Accordo. L'Organizzazione ha diritto a prendere possesso di tutti i beni mobili per i quali un compenso sia stato versato in esecuzione del presente paragrafo. La rinuncia a tale diritto sarà calcolata nel computo della compensazione.

3. Le disposizioni del paragrafo 2 del presente articolo si applicano allo stesso modo ad ogni parte dei Servizi che sia esclusa dal presente Accordo in conformità alle disposizioni del paragrafo 5 dell'articolo XIII.

4. L'ammontare dei versamenti da effettuare in virtù delle disposizioni del presente articolo è determinato mediante accordo fra il Consiglio e il Governo della Danimarca.

Articolo XXV

1. Fatte salve le disposizioni del paragrafo 2 dell'articolo X, qualsiasi rimanenza del Fondo di riserva e degli interessi provenienti da tale fondo

in possesso dell'Organizzazione alla data in cui il presente Accordo cessa di essere in vigore è rimborsata, mediante suddivisione, a quei Governi che sono ancora parte al presente Accordo immediatamente prima di detta data, in base alla percentuale del loro contributo annuale più recente.

2. *a*) Qualsiasi Governo che abbia ritirato la sua partecipazione al presente Accordo in virtù dell'articolo XXIII paga all'Organizzazione, o riceve da questa, la differenza fra ciò che ha pagato all'Organizzazione in esecuzione dell'articolo VII e la parte di spese reali approvate che gli era imputabile durante la sua partecipazione.

b) Qualsiasi Governo che abbia ritirato la sua partecipazione paga all'Organizzazione la sua parte di spese in capitale che sono state sostenute dal Governo della Danimarca e che non sono state integralmente rimborsate in esecuzione del presente Accordo. La somma da versare è determinata in base alla precentuale del contributo più recente imputato al Governo che ha ritirato la sua partecipazione. Il pagamento dovrà essere effettuato alla data del ritiro.

Articolo XXVI

1. Qualsiasi proposta di emendamento del presente Accordo potrà essere avanzata da un Governo contraente o dal Consiglio. La proposta è comunicata per iscritto al Segretario generale che la trasmette a tutti i Governi contraenti chiedendo loro di comunicargli formalmente se la accettano o meno.

2. L'adozione di un emendamento richiede il consenso di due terzi di tutti i Governi contraenti il cui totale di contributi per l'anno in corso sia almeno pari al novanta per cento.

3. L'emendamento così adottato entra il vigore per tutti i Governi contraenti il 1° gennaio dell'anno successivo all'anno durante il quale il Segretario generale ha ricevuto l'accettazione ufficiale dell'emendamento, comunicato per iscritto, dai Governi contraenti responsabili di almeno il novantotto per cento dei contributi per l'anno in corso.

4. Il Segretario generale invia copie certificate conformi di ogni emendamento adottato a tutti i Governi contraenti e notifica loro ogni accettazione e data d'entrata in vigore di ogni emendamento.

5. In casi diversi da quelli specificati al paragrafo 6 dell'articolo XIII, il Consiglio può emendare gli Allegati al presente Accordo, fatti salvi i termini e le condizioni del predetto e il consenso del Governo della Danimarca.

PIECE JOINTE B

TEXTE OFFICIEUX REFONDU DE L'ACCORD SUR LE FINANCEMENT COLLECTIF DE CERTAINS SERVICES DE NAVIGATION AERIENNE D'ISLANDE

Article I

Aux fins du présent Accord:

a) «Organisation» désigne l'Organisation de l Aviation civile internationale;

b) «Conseil» désigne le Conseil de l'Organisation;

c) «Secrétaire général» désigne le Secrétaire général de l'Organisation;

d) «Services» désigne les services vises à l'Annexe I au present Accord et tous services supplémentaires qui peuvent être mis en œuvre ultérieurement conformément au présent Accord.

Article II

Le Gouvernement de l'Islande établit, exploite et entretient les Services et, en raison des avantages spéciaux qu'il en retire, prend à sa charge cinq pour cent des dépenses réelles approuvées au titre de ces Services.

Article III

1. Le Gouvernement de l'Islande exploite et entretient les Services sans interruption, dans les conditions les plus économiques compatibles avec l'efficacité des Services et, dans la mesure du possible, conformément aux Standards, Pratiques recommandées, Procédures et Specification mis en vigueur par l'Organisation.

2. Sous réserve des dispositions de l'Annexe I au present Accord, la maniere d'effectuer les observations météorologiques, de rédiger et diffuser les messages d'observations météorologiques doit être conforme aux Procédures et Spécifications prescrites par l'Organisation météorologique mondiale.

3. Le Gouvernement de l'Islande notifie immédiatement au Sécrétaire général tous les cas d'urgence nécessitant une modification ou une reduction temporaire des Services; ledit Gouvernement et le Secrétaire general se consultent alors au sujet des mesures à prendre afin de réduire les inconvénients de cette modification ou de cette réduction.

Article IV

1. Le Secrétaire general contrôle l'ensemble de l'exploitation des Services et peut, à tout moment, faire procéder à l'inspection des Services ainsi que de tout matériel utilisé par eux.

2. Le Gouvernement de l'Islande fournit, à la demande du Secrétaire general et dans la mesure du possible, les rapports sur l'exploitation des Services que le Secrétaire général juge utiles.

3. Le Secrétaire général fournit au Gouvernement de l'Islande, sur sa demande, dans la mesure du possible, les avis dont ledit Gouvernement peut avoir normalement besoin pour s'acquitter des ses obligations en vertu du présent Accord.

4. Si le Gouvernement de l'Islande ne s'acquitte pas efficacement de l'exploitation et de l'entretien de l'un quelconque des Services, une consultation a lieu entre ledit Gouvernement et le Secrétaire général afin de décider des moyens permettant d'y remédier.

Article V

Le coût total des services, calculé conformément aux Annexes II et III au present Accord, ne peut dépasser 4.321.166 dollars des Etats-Unis par annee civile. Le Conseil peut relever cette limite soit avec le consentement de tous les Gouvernements contractants, soit en application des dispositions de l'article VI.

Article VI

1. Aux seules fins d'instaurer. exploiter en entretenir les services qui ne sont pas assurés par ailleurs en application du présent Accord, la limite fixée a l'article V peut être relevée d'un montant déterminé, avec le consentement de Gouvernements contractans dont le total des contributions est au moins égal à quatre-vingt-dix pour cent du montant global des contributions fixées pour la dernière année civile, conformément aux dispositions de l'article VII, paragraphes 3, 4, 5 et 6.

2. Sous réserve des dispositions de l'article II, toute dépense imputable aux services visés au paragraphe 1 du présent article, ou toute dépense autorisée en vertu des dispositions de l'article XIII, paragraphe 2, alinéa *a*), par suite de l'inclusion desdits services dans le présent Accord, est supportée exclusivement par les Gouvernements contractans qui y consentent, proportionnellement à leur part dans le montant global pour l'année en cause. Aucune partie du Fonds de réserve mentionné à l'article X, qui n'est pas imputable à ces services, ne peut être utilisée à des fins auxquelles seuls ces Gouvernements ont consenti.

Article VII

1. Sous réserve des dispositions de l'article V et du paragraphe 2 de l'article VI, les Gouvernements contractans s engagent à partager quatre-vingt-quinze pour cent des dépenses reelles approuvees des services, déterminées conformément aux dispositions de l'article VIII, en proportion des avantages aéronautiques que chaque Gouvernement contractant retire des services. Cette proportion est déterminée, pour chaque Gouvernement contractant et pour chaque année civile, d'après le nombre de traversées complètes effectuées au cours de ladite année par ses aéronefs civils sur les routes reliant l'Europe et l'Amerique du Nord et dont une partie quelconque passe au nord du parallèle 45° nord entre les méridiens 15° ouest et 50° ouest. De plus:

a) un vol uniquement entre le Groenland et le Canada, le Groenland et les Etats-Unis d'Amérique, le Groenland et l'Islande ou l'Islande et l'Europe compte pour un tiers de traversée;

b) un vol uniquement entre le Groenland et l'Europe, l'Islande et le Canada, ou l'Islande et les Etat-Unis d'Amérique compte pour deux tiers de traversée;

c) un vol à destination ou en provenance d'Europe ou d'Islande qui ne franchit pas la côte de l'Amérique du Nord mais franchit le méridien 30° ouest au nord du parallèle 45° nord compte pour un tiers de traversée.

2. Aux fins du paragraphe 1 du présent article:

a) une traversée est comptée même si le décollage ou l'atterrissage a eu lieu en un point situé ailleurs que sur les territoires dont fait mention ce paragraphe;

b) l'«Europe» ne comprend pas l'Islande ni les Açores.

3. Au plus tard le 20 novembre de chaque année, le Conseil détermine les contributions des Gouvernements contractants, afin de fournir des avances pour l'année suivante. Pour l'année 1983 les contributions seront etablies d'après le nombre de traversées effectuées en 1981 et d'après quatre-vingt-quinze pour cent des dépenses estimatives de 1983. La contribution de chaque Gouvernement contractant est ajustée en fonction de toute différence entre les montants versés par lui à l'Organisation sous forme d'avances pour l'année 1981 et sa part, déterminée d'après le nombre de traversées effectuées en 1981, de quatre-vingt-quinze pour cent des dépenses réelles approuvées de 1981. La contribution ajustée de chaque Gouvernement contractant est diminuée du montant de sa part, déterminée d'après le nombre de traversées effectuées en 1981, des recettes estimatives provenant des redevances d'usage qui doivent être versées en 1983 à l'Islande, aux termes de l'article XIV de l'Accord.

4. La méthode exposée au paragraphe 3 de cet article s'applique aux contributions pour l'année 1984, avec les changements de date qui s'imposent.

5. Pour l'année 1985, la méthode exposée au paragraphe 3 de cet article s'applique avec le changement de date qui s'impose et, de plus, la contribution de chaque Gouvernement contractant est de nouveau ajustée en fonction de toute différence entre sa part des recettes estimatives provenant des redevances d'usage, correspondantes à l'année 1983, et sa part, déterminée d'après le nombre de traversées effectuées en 1983, des recettes réelles apurees provenant des redavances d'usage et versées à l'Islande en 1983.

6. La méthode de 1985, s'applique pour les années suivantes avec les changements de date qui s'imposent.

7. Le 1^{er} janvier et le 1^{er} juillet de chaque année civile, à partir du 1^{er} jan ler 1983, chaque Gouvernement contractan paie à l'Organisation, par versements semestriels, la contribution qui lui a ete imputée au titre des avances pour l'année civile en cours, ajustée et diminuée conformément aux dispositions des paragraphes 3, 4, 5 et 6 du présent article.

8. En cas d'abrogation du présent Accord, le Conseil procède aux ajustements destinés à atteindre les objectifs du présent article et portant sur toute période pour laquelle, à la date de l'abrogation dudit Accord, les paiements n'ont pas été ajustés conformément aux paragraphes 3, 4, 5 et 6 du présent article.

9. Chaque Gouvernement contractant fournit au Secrétaire général, le 1^{er} mai de chaque année au plus tard, dans la forme prescrite par le Secrétaire général, des renseignements complets sur les traversées effectuées au cours de l'année civile précédente auxquelles cet article s'applique.

10. Les Gouvernements contractants peuvent convenir que les renseignements mentionnés au paragraphe 9 de cet article, seront fournis au Secrétaire général, en leur nom, par un autre Gouvernement.

Article VIII

1. Le Gouvernement de l'Islande soumet au Secrétaire général, le 15 septembre de chaque annee au plus tard, les previsions de dépenses afférentes aux Services pour l'année civile suivante exprimées en couronnes islandaises. Les prévisions sont établies conformément aux dispositions de l'article III et aux Annexes II et III au presént Accord.

2. Le Gouvernement de l'Islande fournit au Secrétaire général, dans les six mois qui suivent la fin de chaque année civile, un état des dépenses reelles afférentes aux Services pour l'année en question. Le Secrétaire general soumet cet état à toute vérification ou à toute autre examen qu'il juge nécessaire et adresse au Gouvernement de l'Islande un rapport sur cette vérification.

3. Le Gouvernement de l'Islande fournit au Secrétaire général tous renseignements complémentaires dont le Secrétaire general peut avoir besoin au sujet des prévisions de dépenses ou des états de dépenses réelles, ainsi que tous renseignements dont il dispose sur le degré d'utilisation des Services par les aéronefs de toute nationalité.

4. L'état des dépenses réelles pour chaque année est soumis à l'approbation du Conseil.

5. L'état des dépenses réelles, approuvées par le Conseil conformément aux dispositions du paragraphe 4 du présent article, est communique aux Gouvernements contractants.

Article IX

1. Quatre-vingt-quinze pour cent des dépenses réelles approuvées par le Conseil et afférentes à la mise en œuvre, à l'exploitation et à l'entretien des Services sont remboursées au Gouvernement de l'Islande.

2. Après s'être assuré que les prévisions présentées par le Gouvernement de l'Islande aux termes du paragraphe 1 de l'article VIII ont été etablies conformément aux dispositions de l'article III et aux Annexes II et III au présent Accord, le Conseil autorise le Secrétaire général à effectuer des versements audit Gouvernement, pour chaque trimestre, au plus tard le premier jour du deuxième mois du trimestre. Ces versements sont fondés sur les prévisions mentionnées ci-dessus et constituent des avances, sous reserve des ajustements prévus au paragraphe 3 du présent article. Le montant total de ces versements ne peut, pour aucune année, dépasser la limite fixée conformément aux dispositions de l'article V. A partir du 1er janvier 1983, le Gouvernement de l'Islande traite toutes les recettes nettes provenant des redevances d'usage perçues auprès de tous les exploitants d'aéronefs civils, dans le cadre du système instauré par l'article XIV et qui lui sont remises chaque année civile, comme constituant une partie des avances pour l'année en question.

3. Après approbation par le Conseil de l'état des dépenses réelles des annees successives, le Secrétaire général ajuste les versements trimestriels suivants au Gouvernement de l'Islande de manière à compenser toute différence entre les versements effectués pour une année aux termes du paragraphe 2 du présent article et les dépenses réelles approuvées pour cette même année.

4. Les Gouvernements contractants qui ne sont pas représentés au Conseil sont invités à participer à l'examen, par le Conseil ou l'un quelconque de ses organes, des previsions de dépenses presentées par le Gouvernement de l'Islande conformément aux dispositions du paragraphe 1 de l'article VIII.

5. Les prévisions de dépenses approuvées par le Conseil, conformément aux dispositions du paragraphe 2 du présent article, sont communiquees aux Gouvernements contractants.

Article X

1. Les sommes payées par les Gouvernements contractants à l'Organisation conformément aux dispositions de l'article VII, constituent, dans la mesure où il n'est pas nécessaire de les utiliser pour effectuer périodiquement les versements au Gouvernement de l'Islande aux termes du present Accord, un Fonds de réserve que l'Organisation utilise aux fins du present Accord.

2. Le Secrétaire générale peut faire placer à court terme des sommes provenant du Fonds de réserve. Les intérêts provenant de tels placements sont utilisés pour couvrir les dépenses extraordinaires résultant du présent Accord et engagées par l'Organisation. Si ces intérêts ne suffisent pas à couvrir lesdites dépenses extraordinaires, la différence est considérée comme une partie additionnelle des dépenses réelles afférentes aux Services et remboursées a l'Organisation sur les paiements effectués par les Gouvernements contractants.

Article XI

1. Les contributions annuelles des Gouvernements contractants sont exprimees en dollars des Etats-Unis.

2. Chacun des Gouvernements contractants effectue des versements à l'Organisation, aux termes de l'article VII, en dollars des Etats-Unis ou en livres sterling ou, si le Gouvernement de l'Islande y consent, en couronne islandaises. La procédure pour déterminer le taux de change applicable pour le paiement en livres sterling ou en couronne islandaises, sera déterminée par le Conseil en consultation avec les Gouvernements concernés.

3. A condition que l'Organisation soit remboursée en dollars des Etats-Unis de ses dépenses extraordinaires, le Secrétaire général verse les sommes dues au Governement de l'Islande conformément aux articles IX et XII dans les monnaies dans lesquelles les Gouvernements contractants ont effectué leurs versements à l'Organisation, dans la mesure des disponibilités.

Article XII

1. L'obligation pour le Secrétaire général d'effectuer des versements au Gouvernement de l'Islande èn vertu du présent Accord est limitée aux sommes effectivement reçues par l'Organisation et disponibles conformément aux termes du présent Accord.

2. Le Secrétaire general peut neanmoins, avant la reception des versements des Gouvernements contractants et conformément au Règlement financier de l'Organisation, avancer les sommes dues au Gouverne-

ment de l'Islande s'il juge de telles avances nécessaires pour la mise en œuvre d'un Service ou la continuité de fonctionnement des Services.

3. Aucun Gouvernement contractant n a de droit de recours contre l'Organisation en cas de défaut de paiement d'un autre Gouvernement au titre du présent Accord.

Article XIII

1. Sous réserve des dispositions de l'article V et du paragraphe 2 del l'article VI, le Conseil peut, d'accord avec le Gouvernement de l'Islande, inclure dans le cadre du présent Accord de nouvelles dépenses en capital necessaires au bon fonctionnement des Services.

2. Sous réserve des dispositions des articles V et VI, le Conseil peut, d'accord avec le Gouvernement de l'Islande, inclure dans le cadre du present Accord des services s ajoutant à ceux qui sont spécifiés à l'Annexe I ci-jointe, ainsi que des nouvelles dépenses en capital afférentes à ces services, pourvu que l'une des conditions suivantes soit remplie:

a) le montant global de ces dépenses est limité chaque année à 3,5 pour cent du coût approuvé à l'article V; ou

b) ces services sont ceux auxquels ont consenti tous les Gouvernements contractants; ou

c) ces services sont ceux auxquels ont consenti des Gouvernements contractants dont le total des contributions est au moins égal à quatre-vingt-dix pour cent du montant global des contributions fixées conformément aux dispositions de l'article VII, paragraphes 3, 4, 5 et 6 et auxquels s'appliquent les dispositions de l'article VI.

3. Aux fins des paragraphes 1 et 2 du présent article, le renouvellement des bâtiments et du matériel par prélèvement sur les contributions versées au titre de l'amortissement n'est pas considéré comme nouvelle dépense en capital.

4. Si de nouvelles dépenses en capital ou des services supplémentaires sont proposé par le Gouvernement de l'Islande ou par le Conseil, ledit Gouvernement fournit au Secrétaire général les prévisions de dépenses y afférentes, ainsi que toutes spécifications, tous plans et autres renseigenements qui peuvent être nécessaires à ce sujet, et consulte le Secrétaire general sur le mode d'approvisionnement, de conception ou de construction à adopter.

5. Le Conseil peut, d'accord avec le Gouvernement de l'Islande, exclure de l'Accord une partie quelconque des Services.

6. Après que des mesures ont été prises en application des dispositions des paragraphes 1, 2 ou 5 du présent article, le Conseil amende en consequence les Annexes au présent Accord.

Article XIV

Le Gouvernement de l'Islande met en œuvre un système de redevances d'usage pour les services fournis à tous les aéronefs civils qui effectuent des traversées comme définies a l'article VII. Ces redevances d'usage seront calculées conformément aux dispositions de l'Annexe III au présent Accord. Les revenus nets provenant de ces redevances seront déduits des paiements dus au Gouvernement de l'Islande conformément aux dispositions de cet Accord. A moins que le Conseil n'y consente, le Gouvernement de l'Islande ne perçoit aucune redevance supplémentaire pour l'usage de l'un quelconque des services par des usagers autres que les ressortissants islandais.

Article XV

Le Gouvernement de l'Islande ne peut conclure aucun arrangement international pour l'établissement, l'exploitation, l'entretien, le développement ou le financement de l'un quelconque des Services sans l'approbation du Conseil.

Article XVI

Le Gouvernement de l'Islande coopère aussi complètement que possible avec les représentants de l'Organisation en ce qui concerne la poursuite des objectifs du présent Accord et accorde à ces représentants les privilèges et immunités auxquels ils ont droit aux termes de la Convention generale sur les privilèges et immunités des institutions spécialisées et notamment des dispositions de l'Annexe III (2) à ladite Convention.

Article XVII

Le Conseil convoque une réunion générale des Gouvernements intéresses:

a) soit à la demande de deux ou plusieurs Gouvernements contractants, soit à la démande du Gouvernement de l'Islande, soit à la demande de l'un quelconque des Gouvernements contractants s'il n'y a pas eu de reunion au cours des cinq années précédentes;

b) si le défaut de paiement des contributions de certains Gouvernements contractants au titre du présent Accord nécessite une révision des contributions qui ne peut être effectuée de façon satisfaisante par un autre moyen;

c) si, pour toute raison, le Conseil estime qu'une telle réunion est necessaire.

Article XVIII

Tout litige sur l'interprétation ou l'application du présent Accord ou de ses Annexes qui n'est pas réglé par voie de négociation est, sur la demande

de l'un des Gouvernements contractants parties au litige, soumis au Conseil aux fins de recommandations.

Article XIX

1. Le présent Accord reste ouvert jusqu'au 1er décembre 1956 à la signature des Gouvernements mentionnés dans son préambule.

2. Le présent Accord est subordonné à l'acceptation des Gouvernements signataires. Les instruments d'acceptation doivent être déposés dès que possible auprès du Secrétaire général, qui informera tous les Gouvernements signataires ou adhérents de la date du dépôt de chacun de ces instruments.

Article XX

1. Le présent Accord est ouvert à l'adhésion du Gouvernement de tout Etat membre de l'Organisation des Nations Unies ou d'une institution specialisée reliée à ladite Organisation. Les adhésions sont effectuées par le dépôt d'un instrument officiel auprès du Secrétaire général.

2. Le Conseil peut entrer en consultation avec tout Gouvernement qui n'est pas partie au présent Accord et dont les aéronefs civils bénéficient des Services, en vue d'obtenir son adhésion à l'Accord.

3. Nonobstant les dispositions du paragraphe 2 du présent article, le Conseil peut conclure des arrangements au sujet du versement de contributions par tout Gouvernement qui ne devient pas partie au present Accord. Toute contribution ainsi reçue est utilisée aux fins du présent Accord, dans les conditions déterminées par le Conseil.

Article XXI

1. Le présent Accord entre en vigueur le 1er janvier 1957 au plus tôt et lorsque le total des contributions initiales des Gouvernements ayant déposé leur instrument d'acceptation ou d'adhésion est égal au moins à quatre-vingt-dix pour cent du montant maximum des dépenses spécifié à l'article V. Le depot, par ces Gouvernements, d'un instrument d'acceptation ou d'adhésion est considéré comme un consentement au système de contributions, de versements et d'ajustements prévu par le présent Accord pour la période allant du 1er janvier 1957 à l'entrée en vigueur de l'Accord.

2. En ce qui concerne tout Gouvernement dont l'instrument d'acceptation ou d'adhésion est déposé apres l'entrée en vigueur du présent Accord, l'Accord entre en vigueur à la date du dépôt. Dans ce cas, le Gouvernement en cause accepte le système de contributions, de versements et d'ajustements prévu au présent Accord, au moins à partir du début de l'année civile au course de laquelle l'instrument d'acceptation ou

d'adhésion est déposé. Ledit Gouvernement peut accepter qu'il lui soit imputé une contribution correspondant a sa quote-part des dépenses reelles approuvées de Services auxquels s'appliquent les dispositions de l'article VI et à l'égard desquels le consentement de tous les Gouvernements contractants n'a pas été recueilli a la date de l'adhésion dudit Gouvernement.

Article XXII

1. *a)* Le Gouvernement de l'Islande peut mettre fin au present Accord à dater du 31 décembre d'une année quelconque, sur préavis écrit adressé au Secrétaire général au plus tard le 1er janvier de l'année en question.

b) Si, à un moment quelconque, il ne peut assurer les Services en respectant le montant maximum des dépenses spécifié à l'article V, le Gouvernement de l'Islande en avise immédiatement par écrit le Secrétaire général et lui présente des prévisions détaillées sur les sommes supplémentaires nécessaires. Dès qu'il en est saisi, le Secrétaire général examine ces previsions et, après avoir consulté, s'il y a lieu, le Gouvernement de l'Islande, il détermine la somme nécessaire au-delà de la limite susmentionnée. Le Secrétaire général s'adresse alors aux Gouvernements contractants afin d'obtenir leur assentiment ainsi qu'il est stipulé à l'article V. Si, trois mois après qu'il a déterminé la somme supplémentaire nécessaire, le Secrétaire général n'a pas avisé le Gouvernement de l'Islande que les Gouvernements contractans ont donné leur assentiment, ledit Gouvernement peut alors mettre fin au présent Accord sur préavis de trois mois adressé par écrit au Secrétaire général.

c) Des Gouvernements contractants autres que celui de l'Islande peuvent mettre fin au présent Accord à dater du 31 décembre d'une année quelconque, sur preavis ecrit adressé au Secrétaire général au plus tard le 1er janvier de l'année en question, si l'ensemble de leurs contributions pour l'année en cours représente dix pour cent au moins de la limite fixée conformément aux dispositions de l'article V.

2. Au reçu d'un ou de plusieurs préavis d'intention de mettre fin au present Accord conformément aux dispositions du paragraphe 1 du présent article, le Secrétaire général en avise les Gouvernements contractants.

Article XXIII

1. Nonobstant les dispositions de l'article XXIII, tout Gouvernement contractant autre que le Gouvernement de l'Islande dont les contributions pour l'année en cours sont inférieures à dix pour cent de la somme limite visée à l'article V, peut cesser d'être partie au présent Accord à compter du 31 décembre d'une année quelconque, en notifiant par écrit au Secrétaire général, au plus tard le 1er janvier de l'année en question, son intention de cesser d'être partie à l Accord. Aux fins de l'article XXII,

paragraphe 1, alinéa *c*), un tel préavis est réputé constituer également une notification du désir de mettre fin au présent Accord.

2. Dès réception du préavis de cessation de participation d'un Gouvernement contractant, le Secrétaire général en avise les autres Gouvernements contractants.

Article XXIV

1. Dans le cas où le Gouvernement de l'Islande met fin au présent Accord en vertu des dispositions du paragraphe 1 de l'article XXII, ce Gouvernement verse à l'Organisation, ou l'Organisation peut retenir sur les versements dus a ce Gouvernement aux termes dudit Accord une somme representant la compensation équitable des bénéfices retirés par ce Gouvernement de l'acquisition, à ses propres fins, des biens meubles ou immeubles partiellement ou intégralement remboursés à ce Gouvernement en vertu des dispositions du présent Accord.

2. Dans le cas ou des Gouvernements contractants autres que le Gouvernement de l'Islande mettent fin au présent Accord, il est verse au Gouvernement de l'Islande soit par prélèvement sur le Fonds de reserve, soit, si ce fonds et insuffisant, par tous les Gouvernements contractants, à la diligence de l'Organisation, une somme équitable à titre de compensation des dépenses en capital engagées par le Gouvernement de l'Islande et non intégralement remboursées en exécution du présent Accord. Le montant des versements exigés des Gouvernements contractants à cette fin est déterminé sur la base du pourcentage des contributions les plus récentes, les versements venant à échéance à la date à laquelle il a été mis fin à l'Accord. L'Organisation a le droit de prendre possession de tous biens meubles pour lesquels une compensation a été versee en execution du present paragraphe. La renonciation a ce droit entrerait en ligne de compte dans la détermination de la compensation.

3. Les dispositions du paragraphe 2 du présent article s'appliquent egalement à toute partie des Services qui serait exclue du présent Accord conformément aux dispositions du paragraphe 5 de l'article XIII.

4. Le montant des versements à effectuer en vertu des dispositions du présent article est déterminé par accord entre le Conseil et le Gouvernement de l'Islande.

Article XXV

1. Sous réserve des dispositions du paragraphe 2 de l'article X, tout reliquat du Fonds de réserve et des intérêts provenant de ce fonds détenu par l'Organisation à la date à laquelle le présent Accord cesse d'être en vigueur est remboursé, par répartition, à ceux des Gouvernements qui sont encore parties au présent Accord immediatement avant ladite date, sur la base du pourcentage de leur contribution annuelle la plus récente.

2. *a*) Tout Gouvernement qui a retiré sa partecipation au présent Accord en vertu de l'article XXIII, paie à l'Organisation, ou reçoit de celle-ci, toute différence entre ce qu'il a payé à l'Organisation en exécution de l'article VII et la part de depenses réelles approuvées qui lui est imputable pendant sa participation.

b) Tout Gouvernement qui a retiré sa partecipation paie à l'Organisation sa part des dépenses en capital qui ont été engagées par le Gouvernement de l'Islande et qui n'ont pas été intégralement remboursées en execution du présent Accord. La somme à verser est déterminée sur la base du pourcentage de la contribution la plus récente imputée au Gouvernement qui a retiré sa participation. Le paiement vient à échéance à la date du retrait.

Article XXVI

1. Toute proposition d'amendement au présent Accord peut être faite par un Gouvernement contractant ou par le Conseil. La proposition est communiquee par ecrit au Secrétaire général qui la transmet à tous les Gouvernements contractants en leur demandant de l'aviser formellement s'ils l'acceptent ou non.

2. L'adoption d'un amendement exige le consentement des deux tiers de tous les Gouvernements contractants dont le total des contributions pour l'année en cours est au moins égal à quatre-vingt-dix pour cent.

3. L'amendement ainsi adopté entre en vigueur pour tous les Gouvernements contractants le 1^er^ janvier de l'année suivant l'année au cours de laquelle le Secrétaire général a reçu l'acceptation officielle de l'amendement, communiquée par écrit, des Gouvernements contractants responsables pour au moins quatre-vingt-dix-huite pour cent des contributions pour l'année en cours.

4. Le Secrétaire général envoie des copies certifiées conformes de chaque amendement adopté à tous les Gouvernements contractants et leur notifie toutes les acceptations et la date d'entrée en vigueur de tout amendement.

5. Dans le cas autres que ceux spécifies au paragraphe 6 de l'article XIII, le Conseil peut amender les Annexes au présent Accord, sous réserve des termes et conditions dudit Accord et de l'assentiment du Gouvernement de l'Islande.

Visto, *il Ministro degli affari esteri*
ANDREOTTI

TRADUZIONE NON UFFICIALE

N.B. — I testi facenti fede sono unicamente quelli indicati nell'atto.

ALLEGATO B

Testo ufficioso riveduto dell'accordo sul finanziamento collettivo di alcuni servizi di navigazione aerea dell'Islanda

Articolo I

Ai fini del presente Accordo:

a) per «Organizzazione» si intende l'organizzazione dell'Aviazione civile internazionale;

b) per «Consiglio» si intende il Consiglio dell'Organizzazione;

c) per «Segretario generale» si intende il Segretario generale dell'Organizzazione;

d) per «Servizi» si intendono i servizi di cui all'Allegato I al presente Accordo e ogni Servizio supplementare che possa successivamente essere istituito in conformità al presente Accordo.

Articolo II

Il Governo dell'Islanda costituisce, gestisce e provvede alla manutenzione dei Servizi e, in considerazione dei vantaggi speciali che gliene derivano, prende a proprio carico il cinque per cento delle spese reali approvate in favore di questi Servizi.

Articolo III

1. Il Governo dell'Islanda gestisce e provvede alla manutenzione dei Servizi ininterrottamente, alle condizioni più economiche compatibili con l'efficienza dei Servizi e, ove possibile, in conformità agli *Standards*, Pratiche raccomandate, Procedure e Specifiche attuate dall'organizzazione.

2. Fatte salve le disposizioni dell'Allegato I al presente Accordo, il sistema di rilevamento metereologico, di redazione e diffusione delle

comunicazioni di rilevamento meteorologico deve essere conforme alle Procedure e Specifiche prescritte dall'organizzazione meteorologica mondiale.

3. Il Governo dell'Islanda notifica immediatamente al Segretario generale tutti i casi di urgenza che necessitino di una modifica o una riduzione temporanea dei servizi; il suddetto Governo ed il Segretario generale si consultano in tal caso riguardo alle misure da adottare allo scopo di limitare gli inconvenienti di tale modifica o riduzione.

Articolo IV

1. Il Segretario generale controlla la gestione dei Servizi nella sua totalità e può, in qualsiasi momento, far procedere ad una ispezione dei servizi nonché del materiale da questi utilizzato.

2. Il Governo dell'Islanda fornisce, su domanda del Segretario generale e nella misura del possibile, i rapporti sulla gestione dei servizi che il Segretario generale ritenga utili.

3. Il Segretario generale fornisce al Governo dell'Islanda su sua domanda, ove possibile, i pareri di cui il suddetto Governo può normalmente aver bisogno per adempiere agli obblighi che gli derivano dal presente Accordo.

4. Se il Governo dell'Islanda non adempie efficacemente alla gestione ed alla manutenzione di uno qualsiasi dei Servizi, il Governo e il Segretario generale si consultano al fine di stabilire i mezzi idonei per porvi rimedio.

Articolo V

Il costo totale dei Servizi, calcolato in conformità agli Allegati II e III del presente Accordo, non può superare 4.321.166 dollari USA per anno civile. Il Consiglio puo elevare detto limite con il consenso di tutti i Governi contraenti, in applicazione delle disposizioni dell'articolo VI.

Articolo VI

1. Ai soli fini di istituire, gestire e provvedere alla manutenzione dei servizi che non vengano altrimenti assicurati in applicazione del presente Accordo, il limite fissato all'articolo V può essere elevato di un importo determinato con il consenso dei Governi contraenti i cui contributi totali siano perlomeno uguali al novanta per cento dell'ammontare globale dei contributi fissati per l'ultimo anno civile, in conformità alle disposizioni dell'articolo VII, paragrafi 3, 4, 5 e 6.

2. Fatte salve le disposizioni dell'articolo II, le spese imputabili ai servizi di cui al paragrafo 1 del suddetto articolo, o qualsiasi spesa autorizzata in base alle disposizioni dell'articolo XIII, paragrafo 2, lettera *a*), a seguito dell'inclusione dei suddetti servizi nel presente Accordo, è sostenuta esclusivamente dai Governi contraenti che vi consentano, proporzionalmente alla loro quota parte nell'ammontare globale per l'anno in questione. Nessuna parte del Fondo di riserva di cui all'articolo X, che non sia imputabile a questi servizi, può essere utilizzata per fini ai quali solo detti Governi abbiano consentito.

Articolo VII

1. Fatte salve le disposizioni dell'articolo V e del paragrafo 2 dell'articolo VI, i Governi contraenti si impegnano a dividere il novantacinque per cento delle spese reali approvate dei servizi, determinate in conformità alle disposizioni dell'articolo VIII, in proporzione ai vantaggi aeronautici che ogni Governo contraente trae dai servizi. Tale proporzione e determinata, per ogni Governo contraente e per ogni anno civile, secondo il numero di traversate complete effettuate nel corso del suddetto anno dai suoi aeromobili civili sulle rotte colleganti l'Europa e l'America del Nord, di cui una parte qualunque passi a nord del parallelo 45° nord tra i meridiani 15° ovest e 50° ovest. Inoltre:

a) un volo unicamente fra la Groenlandia e il Canada, la Groenlandia e gli Stati Uniti d'America, la Groenlandia e l'Islanda o l'Islanda e l'Europa vale per un terzo di traversata;

b) un volo unicamente fra la Groenlandia e l'Europa, l'Islanda e il Canada, o l'Islanda e gli Stati Uniti d'America vale per due terzi di traversata;

c) un volo diretto a o proveniente dall'Europa o dall'Islanda che non oltrepassi la costa dell'America del Nord, ma superi il 30° meridiano ovest a nord del 45° parallelo vale per un terzo di traversata.

2. Ai fini del paragrafo 1 del presente articolo;

a) una traversata e calcolata anche se il decollo o l'atterraggio hanno avuto luogo in un punto situato fuori dai territori cui questo paragrafo fa riferimento;

b) l'«Europa» non comprende né l'Islanda né le Azzorre.

3. Al piu tardi il 20 novembre di ogni anno, il Consiglio fissa i contributi dei Governi contraenti, al fine di fornire anticipi per l'anno successivo. Per l'anno 1983, i contributi saranno determinati in base al numero delle traversate effettuate nel 1981 e in base al novantacinque per cento delle spese preventivate per il 1983. Il contributo di ogni Governo contraente è adeguato in base ad ogni differenza fra gli importi da questo versati alla organizzazione sotto forma di anticipi per l'anno 1981 e la sua quota parte, determinata secondo il numero delle traversate effettuate nel 1981, del novantacinque per cento delle spese reali approvate per il 1981.

Il contributo così adeguato di ciascun Governo contraente verrà diminuito dell'importo della sua quota parte, fissato in base al numero delle traversate effettuate nel 1981, degli introiti preventivati provenienti dai diritti d'uso che devono essere versati nel 1983 all'Islanda ai sensi dell'articolo XIV dell'Accordo.

4. Il metodo esposto al paragrafo 3 del presente articolo si applica ai contributi per l'anno 1984, con i cambiamenti di data che si impongono.

5. Per l'anno 1985, il sistema descritto al paragrafo 3 del presente articolo è applicato con i necessari cambiamenti di data ed inoltre il contributo di ciascun Governo contraente viene nuovamente adeguato in base alla differenza tra la sua quota parte di introiti preventivati provenienti dai diritti d'uso, corrispondenti all'anno 1983, e la sua quota parte, fissata in base al numero delle traversate effettuate nel 1983, degli introiti reali accertati provenienti dai diritti d'uso e versati all'Islanda nel 1983.

6. Il sistema del 1985 si applica agli anni successivi, con i cambiamenti di data che si impongono.

7. Il 1° gennaio e il 1° luglio di ogni anno civile, a partire dal 1° gennaio 1983, ciascun Governo contraente pagherà all'Organizzazione, con versamenti semestrali, il contributo che gli è stato imputato a titolo di anticipo per l'anno civile in corso, adeguato e diminuito in conformità alle disposizioni dei paragrafi 3, 4, 5 e 6 del presente articolo.

8. In caso di abrogazione del presente Accordo, il Consiglio procede agli adeguamenti destinati a raggiungere gli obiettivi del presente articolo relativi a qualsiasi periodo per il quale, alla data dell'abrogazione del citato Accordo, i pagamenti non siano stati adeguati in conformità ai paragrafi 3, 4, 5 e 6 del presente articolo.

9. Ciascun Governo contraente fornisce al Segretario generale, al più tardi il 1° maggio di ogni anno, nella forma prescritta dal Segretario generale, informazioni complete riguardo alle traversate effettuate nel corso dell'anno civile precedente cui questo articolo si applica.

10. I Governi contraenti possono convenire che le informazioni menzionate al paragrafo 9 del presente articolo saranno fornite al Segretario generale, a loro nome, da un altro Governo.

Articolo VIII

1. Il Governo dell'Islanda sottopone al Segretario generale, al più tardi il 15 settembre di ogni anno, i preventivi di spesa relativi ai Servizi per l'anno civile successivo espressi in corone islandesi. I preventivi sono stabiliti conformemente alle disposizioni dell'articolo III e agli Allegati II e III al presente Accordo.

2. Il Governo dell'Islanda sottopone al Segretario generale, nei sei mesi successivi alla fine di ogni anno civile, lo stato delle spese reali relative ai Servizi per l'anno in questione. Il Segretario generale sottopone questo stato a ogni verifica o altro esame che ritenga necessario e invia al Governo dell'Islanda un rapporto su tale verifica.

3. Il Governo dell'Islanda fornisce al Segretario generale ogni ulteriore informazione di cui il Segretario generale possa aver bisogno riguardo alle previsioni di spesa o allo stato delle spese reali, nonché ogni informazione di cui disponga riguardo al grado di utilizzazione dei servizi da parte di aeromobili di ogni nazionalità.

4. Lo stato delle spese reali per ogni anno è sottoposto all'approvazione del Consiglio.

5. Lo stato delle spese reali, approvate dal Consiglio, in conformità alle disposizioni del paragrafo 4 del presente articolo, è comunicato ai Governi contraenti.

Articolo IX

1. Il novantacinque per cento delle spese reali approvate dal Consiglio e relative alla istituzione, alla gestione e alla manutenzione dei Servizi sono rimborsate al Governo dell'Islanda.

2. Dopo essersi accertato che le previsioni presentate dal Governo dell'Islanda secondo i termini del paragrafo 1 dell'articolo VIII sono state stabilite in conformità alle disposizioni dell'articolo III e agli Allegati II e III al presente Accordo, il Consiglio autorizza il Segretario generale a effettuare versamenti al suddetto Governo, per ogni trimestre, al più tardi il primo giorno del secondo mese del trimestre. Tali versamenti si basano sui preventivi di cui sopra e costituiscono anticipi, fermi restando gli adeguamenti di cui al paragrafo 3 del presente articolo. L'ammontare totale di questi versamenti non può, per alcun anno, oltrepassare il limite fissato in conformità alle disposizioni dell'articolo V. A partire dal 1° gennaio 1983, il Governo dell'Islanda tratterà tutti i ricavi netti provenienti dai canoni d'uso percepiti da tutte le compagnie di navigazione aerea civile, nell'ambito del sistema introdotto dall'articolo XIV, e che gli vengono rimessi ogni anno civile, come parte degli anticipi per l'anno in corso.

3. Successivamente all'approvazione da parte del Consiglio dello stato delle spese reali degli anni successivi, il Segretario generale adegua i successivi versamenti trimestrali al Governo dell'Islanda in modo da compensare ogni differenza fra i versamenti effettuati per un anno secondo i termini del paragrafo 2 del presente articolo e le spese reali approvate per questo stesso anno.

4. I Governi contraenti che non sono rappresentati al Consiglio sono invitati dal Consiglio o da uno qualsiasi dei suoi organi a partecipare

all'esame delle previsioni di spese presentate dal Governo dell'Islanda conformemente alle disposizioni del paragrafo 1 dell'articolo VIII.

5. Le previsioni di spesa approvate dal Consiglio, in conformità alle disposizioni del paragrafo 2 del presente articolo, saranno comunicate ai Governi contraenti.

Articolo X

1. Le somme versate dai Governi contraenti all'Organizzazione in conformità alle disposizioni dell'articolo VII costituiscono, nella misura in cui non e necessario utilizzarle per effettuare periodicamente i versamenti al Governo dell'Islanda secondo i termini del presente Accordo, un Fondo di riserva che l'Organizzazione utilizza ai fini del presente Accordo.

2. Il Segretario generale ha facoltà di investire a breve termine le somme provenienti dal Fondo di riserva. Gli interessi derivanti da tali investimenti sono utilizzati per far fronte alle spese straordinarie risultanti dal presente Accordo e sostenute dall'Organizzazione Se tali interessi non sono sufficienti a far fronte alle suddette spese straordinarie la differenza è considerata come parte aggiuntiva delle spese reali relative ai Servizi e rimborsate all'Organizzazione sui pagamenti effettuati dai Governi contraenti.

Articolo XI

1. I contributi annui dei Governi sono espressi in dollari statunitensi.

2. Ciascun Governo contraente effettua versamenti all'Organizzazione, ai termini dell'articolo VII, in dollari USA o in lire sterline o, se il Governo d'Islanda vi consente, in corone islandesi. La procedura atta a determinare il tasso di cambio applicabile per il pagamento in lire sterline o in corone islandesi sara determinata dal Consiglio sentiti i Governi interessati.

3. A condizione che l'Organizzazione sia rimborsata in dollari USA delle sue spese straordinarie, il Segretario generale versa le somme dovute al Governo dell'Islanda in conformità agli articoli IX e XII nelle valute in cui i Governi contraenti hanno effettuato i loro versamenti all'Organizzazione, a seconda delle disponibilità.

Articolo XII

1. L'obbligo per il Segretario generale di effettuare versamenti al Governo dell'Islanda in virtù del presente Accordo è limitato alle somme effettivamente ricevute dall'Organizzazione e disponibili conformemente ai termini del presente Accordo.

2. Il Segretario generale può tuttavia, prima di ricevere i versamenti dei Governi contraenti e in conformità al Regolamento finanziario dell'Organizzazione, anticipare le somme dovute al Governo dell'Islanda se giudica tali anticipí necessari alla istituzione di un servizio o alla continuità di funzionamento dei Servizi.

3. Nessun Governo contraente ha diritto a ricorrere contro l'Organizzazione in caso di mancato pagamento di un altro Governo secondo il presente Accordo.

Articolo XIII

1. Fatte salve le disposizioni dell'Articolo V e del paragrafo 2 dell'articolo VI, il Consiglio può, d'accordo con il Governo dell'Islanda includere nel contesto del presente Accordo nuove spese di capitale necessarie al buon funzionamento dei Servizi.

2. Fatte salve le disposizioni degli articoli V e VI, il Consiglio può, d'accordo con il Governo dell'Islanda includere nel contesto del presente Accordo servizi supplementari a quelli gia specificati all'Allegato I qui accluso, così come nuove spese di capitale relative a detti servizi, purché una delle seguenti condizioni sia soddisfatta:

a) l'ammontare globale di tali spese sia limitato ogni anno al 3,5 per cento del costo approvato all'articolo V; o

b) questi servizi siano quelli approvati da tutti i Governi contraenti; o

c) questi servizi siano quelli approvati dai Governi contraenti il cui totale di contributi sia almeno pari al novanta per cento dell'ammontare globale dei contributi stabiliti conformemente alle disposizioni dell'articolo VII, paragrafi 3, 4, 5 e 6 e a cui si applichino le disposizioni dell'articolo VI.

3. Ai fini dei paragrafi 1 e 2 del presente articolo, il rinnovo degli edifici e del materiale mediante prelievi sui contributi versati a titolo di ammortamento non e considerato come nuova spese in capitale.

4. Se le nuove spese in capitale o servizi supplementari sono proposti dal Governo dell'Islanda o dal Consiglio, il suddetto Governo fornisce al Segretario generale i relativi preventivi di spesa, nonché tutte le specifiche, programmi e altre informazioni che possano essere a tal fine necessarie e consulta il Segretario generale sulle modalità di approvvigionamento, di concezione o di costruzione da adottare.

5. Il Consiglio può, d'intesa con il Governo dell'Islanda, escludere dall'Accordo una parte qualsiasi dei Servizi.

6. Dopo che saranno state adottate determinate misure in applicazione delle disposizioni dei paragrafi 1, 2 o 5 del presente articolo, il Consiglio emenderà di conseguenza gli Allegati al presente Accordo.

Articolo XIV

Il Governo dell'Islanda attua un sistema di canoni d'uso per i servizi forniti a tutti gli aeromobili civili che effettuino traversate quali definite all'articolo VII. Tali canoni d'uso saranno calcolati in conformità alle disposizioni dell'Allegato III al presente Accordo. Gli introiti netti derivanti da tali canoni saranno dedotti dai pagamenti dovuti al Governo dell'Islanda in conformità alle disposizioni del presente Accordo. A meno che il Consiglio non vi acconsenta, il Governo dell'Islanda non percepisce nessun canone supplementare per l'uso di uno qualsiasi dei servizi da parte di utenti che non siano cittadini islandesi.

Articolo XV

Il Governo dell'Islanda non può concludere nessun accordo internazionale, relativo alla creazione, alla gestione, alla manutenzione, allo sviluppo o al finanziamento di uno qualsiasi dei Servizi senza l'approvazione del Consiglio.

Articolo XVI

Il Governo dell'Islanda coopera altresì, nella maniera più completa possibile, con i rappresentanti dell'Organizzazione per quanto riguarda il perseguimento degli obiettivi del presente Accordo e concede a tali rappresentanti i privilegi e le immunità cui hanno diritto — secondo i termini della Convenzione generale sui privilegi ed immunità delle istituzioni specializzate — e in particolare delle disposizioni dell'Allegato III (2) alla suddetta Convenzione.

Articolo XVII

Il Consiglio convoca una riunione generale dei Governi interessati:

a) sia su domanda di due o più Governi contraenti, sia su domanda del Governo dell'Islanda, sia su domanda di uno qualsiasi dei Governi contraenti, se non ha avuto luogo una riunione nel corso del quinquennio precedente;

b) se il mancato pagamento dei contributi di alcuni Governi contraenti — secondo il presente Accordo — necessita di una revisione dei contributi che non possa essere effettuata in maniera soddisfacente mediante altro mezzo;

c) se per qualsiasi ragione, il Consiglio ritiene che una tale riunione sia necessaria.

Articolo XVIII

Qualsiasi controversia sull'interpretazione o sull'applicazione del presente Accordo o dei suoi Allegati che non sia composta per via negoziale è sottoposta al Consiglio su domanda di uno dei Governi contraenti parte nella controversia, perché questo emani le sue raccomandazioni.

Articolo XIX

1. Il presente Accordo rimane aperto fino al 1° dicembre 1956 alla firma dei Governi menzionati nel suo preambolo.

2. Il presente Accordo è subordinato all'accettazione dei Governi firmatari. Gli strumenti di accettazione dovranno essere depositati appena possibile presso il Segretario generale, che informerà tutti i Governi firmatari o aderenti della data del deposito di ciascuno di tali strumenti.

Articolo XX

1. Il presente Accordo e aperto all'adesione del Governo di ogni Stato membro dell'Organizzazione delle Nazioni Unite o di un'istituzione specializzata collegata alla suddetta Organizzazione. Le adesioni sono effettuate mediante deposito di uno strumento ufficiale presso il Segretario generale.

2. Il Consiglio può avviare consultazioni con ogni Governo che non sia parte al presente Accordo e i cui aeromobili civili beneficino dei Servizi in vista di ottenere la sua adesione all'Accordo.

3. Ferme restando le disposizioni del paragrafo 2 del presente articolo, il Consiglio può concludere accordi relativi al versamento di contributi da parte dei Governi che non diventino parte al presente Accordo. I contributi così ricevuti sono utilizzati ai fini del presente Accordo alle condizioni stabilite dal Consiglio.

Articolo XXI

1. Il presente Accordo entra in vigore il 1° gennaio 1957 al più presto, e allorché il totale dei contributi iniziali dei Governi che hanno depositato i loro strumenti di accettazione o di adesione sia pari almeno al novanta per cento dell'ammontare massimo delle spese di cui all'articolo V. Il deposito, da parte di questi Governi, di uno strumento di accettazione o di adesione è considerato come consenso al sistema di contributi, di versamenti e di adeguamenti previsti dal presente Accordo per il periodo decorrente dal 1° gennaio 1957 all'entrata in vigore dell'Accordo.

2. Per quanto riguarda qualsiasi Governo il cui strumento di accettazione o di adesione sia depositato dopo l'entrata in vigore del presente Accordo, quest'ultimo entra in vigore alla data del deposito. In tal caso, il Governo in causa accetta il sistema di contributi, di versamenti e di adeguamenti previsto dal presente Accordo, al più tardi a partire dall'inizio dell'anno civile nel corso del quale lo strumento di accettazione o di adesione sia depositato. Il suddetto Governo puo accettare che gli sia imputato un contributo corrispondente alla sua quota parte delle spese reali approvate dai Servizi ai quali si applicano le disposizioni dell'articolo VI e riguardo ai quali il consenso di tutti i Governi contraenti non sia stato raccolto alla data dell'adesione del suddetto Governo.

Articolo XXII

1. *a)* Il Governo dell'Islanda può porre fine al presente Accordo a far data dal 31 dicembre di un anno qualsiasi, su preavviso scritto indirizzato al Segretario generale al più tardi il 1° gennaio dell'anno in questione.

b) Se, in qualsiasi momento, non può garantire il funzionamento dei Servizi rispettando l'ammontare massimo delle spese specificato all'articolo V, il Governo dell'Islanda ne informa immediatamente per iscritto il Segretario generale, presentando preventivi dettagliati relativi alle somme supplementari necessarie. Non appena ne è informato, il Segretario generale esamina tali preventivi e dopo aver consultato, se del caso, il Governo dell'Islanda determina la somma necessaria eccedente il limite summenzionato. Il Segretario generale si rivolge quindi ai Governi contraenti al fine di ottenere il loro consenso come stabilito all'Articolo V. Se, tre mesi dopo aver determinato la somma supplementare necessaria, il Segretario generale non ha avvisato il Governo dell'Islanda del consenso dei Governi contraenti, il suddetto Governo può allora porre fine al presente Accordo previo preavviso di tre mesi indirizzato per iscritto al Segretario generale.

c) Governi contraenti diversi da quello dell'Islanda possono porre fine al presente Accordo a far data dal 31 dicembre di un anno qualsiasi, mediante preavviso scritto indirizzato al Segretario generale al più tardi il 1° gennaio dell'anno in questione, se il totale dei loro contributi per l'anno in corso rappresenta almeno il dieci per cento del limite stabilito in conformità alle disposizioni dell'articolo V.

2. Ricevuti uno o più preavvisi relativi all'intenzione di porre fine al presente Accordo, in conformità alle disposizioni del paragrafo 1 del presente articolo, il Segretario generale ne informa i Governi contraenti.

Articolo XXIII

1. Ferme restando le disposizioni dell'Articolo XXII, ciascun Governo contraente diverso dal Governo dell'Islanda i cui contributi per l'anno in corso siano inferiori al dieci per cento della somma limite indicata all'articolo V, può cessare di essere parte al presente Accordo a partire dal 31 dicembre di un anno qualsiasi, notificando per iscritto, al Segretario

generale, al più tardi il 1° gennaio dell'anno in questione, la propria intenzione di cessare di essere parte all'Accordo. Ai fini dell'articolo XXII, paragrafo 1, lettera *c*), tale preavviso è reputato costituire anche una notifica del desiderio di porre fine al presente Accordo.

2. Ricevuto il preavviso di cessazione di partecipazione di un Governo contraente, il Segretario generale ne informa gli altri Governi contraenti.

Articolo XXIV

1. Qualora il Governo dell'Islanda ponga fine al presente Accordo in virtù delle disposizioni del paragrafo 1 dell'articolo XXII, esso versa all'Organizzazione, o l'Organizzazione può trattenere sui versamenti ad esso dovuti — secondo i termini del presente Accordo — una somma equivalente ad una giusta compensazione dei benefici ricavati da tale Governo dall'acquisto, a propri fini, dei beni mobili o immobili parzialmente o integralmente rimborsati allo stesso in virtù delle disposizioni del presente Accordo.

2. Qualora Governi contraenti diversi dal Governo dell'Islanda pongano fine al presente Accordo, sarà versata al Governo dell'Islanda mediante prelievo sul Fondo di riserva, o, se tale Fondo è insufficiente, da parte di tutti i Governi contraenti, a cura dell'Organizzazione, una giusta somma a titolo di compensazione delle spese in capitale sostenute dal Governo dell'Islanda e non integralmente rimborsate in esecuzione del presente Accordo. L'ammontare dei versamenti richiesti a tal fine ai Governi contraenti è determinato in base alla percentuale dei contributi più recenti, con scadenza dei versamenti alla data in cui è posto fine all'Accordo. L'Organizzazione ha diritto a prendere possesso di tutti i beni mobili per i quali un compenso sia stato versato in esecuzione del presente paragrafo. La rinuncia a tale diritto sarà calcolata nel computo della compensazione.

3. Le disposizioni del paragrafo 2 del presente articolo si applicano allo stesso modo ad ogni parte dei Servizi che sia esclusa dal presente Accordo in conformità alle disposizioni del paragrafo 5 dell'articolo XIII.

4. L'ammontare dei versamenti da effettuare in virtù delle disposizioni del presente articolo è determinato mediante accordo fra il Consiglio e il Governo dell'Islanda.

Articolo XXV

1. Fatte salve le disposizioni del paragrafo 2 dell'articolo X, qualsiasi rimanenza del Fondo di riserva e degli interessi provenienti da tale fondo in possesso dell'Organizzazione alla data in cui il presente Accordo cessa di essere in vigore è rimborsata, mediante suddivisione, a quei Governi

che sono ancora parte al presente Accordo immediatamente prima di detta data, in base alla percentuale del loro contributo annuale piu recente.

2. *a*) Qualsiasi Governo che abbia ritirato la sua partecipazione al presente Accordo in virtù dell'articolo XXIII paga all'Organizzazione, o riceve da questa, la differenza fra ciò che ha pagato all'Organizzazione in esecuzione dell'articolo VII e la parte di spese reali approvate che gli era imputabile durante la sua partecipazione.

b) Qualsiasi Governo che abbia ritirato la sua partecipazione paga all'Organizzazione la sua parte di spese in capitale che sono state sostenute dal Governo dell'Islanda e che non sono state integralmente rimborsate in esecuzione del presente Accordo. La somma da versare è determinata in base alla precentuale del contributo piu recente imputato al Governo che ha ritirato la sua partecipazione Il pagamento dovrà essere effettuato alla data del ritiro.

Articolo XXVI

1. Qualsiasi proposta di emendamento del presente Accordo potrà essere avanzata da un Governo contraente o dal Consiglio. La proposta è comunicata per iscritto al Segretario generale che la trasmette a tutti i Governi contraenti chiedendo loro di comunicargli formalmente se la accettano o meno.

2. L'adozione di un emendamento richiede il consenso di due terzi di tutti i Governi contraenti il cui totale di contributi per l'anno in corso sia almeno pari al novanta per cento.

3. L'emendamento così adottato entra il vigore per tutti i Governi contraenti il 1° gennaio dell'anno successivo all'anno durante il quale il Segretario generale ha ricevuto l'accettazione ufficiale dell'emendamento, comunicato per iscritto, dai Governi contraenti responsabili di almeno il novantotto per cento dei contributi per l'anno in corso.

4. Il Segretario generale invia copie certificate conformi di ogni emendamento adottato a tutti i Governi contraenti e notifica loro ogni accettazione e data d'entrata in vigore di ogni emendamento.

5. In casi diversi da quelli specificati al paragrafo 6 dell'articolo XIII, il Consiglio può emendare gli Allegati al presente Accordo, fatti salvi i termini e le condizioni del predetto e il consenso del Governo dell'Islanda.

LAVORI PREPARATORI

Senato della Repubblica (atto n. 625):

Presentato dal Ministro degli affari esteri (ANDREOTTI) il 28 marzo 1984.

Assegnato alla 3ª commissione (Affari esteri), in sede referente, il 21 giugno 1984, con parere della commissione 8ª.

Esaminato dalla 3ª commissione il 10 e 17 ottobre 1984.

Relazione scritta annunciata il 20 novembre 1984 (atto n. 625/A - relatore: BERNASSOLA).

Esaminato in aula e approvato il 12 dicembre 1984.

Camera dei deputati (atto n. 2394):

Assegnato alla III commissione (Affari esteri) in sede referente, il 30 gennaio 1985, con pareri delle commissioni V e X.

Esaminato dalla III commissione il 27 febbraio 1985.

Relazione scritta annunciata il 10 aprile 1985 (atto n. 2394/A - relatore: PORTATADINO).

Esaminato in aula il 21 maggio 1985 e approvato il 23 maggio 1985.

LEGGE 10 giugno 1985, n. **303.**

Ratifica ed esecuzione dello scambio di lettere tra la Repubblica italiana e la Repubblica araba d'Egitto per l'assistenza dell'Italia all'Egitto ai fini dello sminamento del Canale e del Golfo di Suez, effettuato a Roma il 25 agosto 1984 e al Cairo il 28 agosto 1984.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare lo scambio di lettere tra la Repubblica italiana e la Repubblica araba d'Egitto per l'assistenza dell'Italia all'Egitto ai fini dello sminamento del Canale e del Golfo di Suez, effettuato a Roma il 25 agosto 1984 e al Cairo il 28 agosto 1984.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data allo cambio di lettere di cui all'articolo precedente a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità a quanto previsto nello scambio di lettere stesso.

Art. 3.

La presente legge entrerà in vigore il giorno successivo a quella della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 10 giugno 1985

PERTINI

CRAXI, *Presidente del Consiglio dei Ministri*
ANDREOTTI, *Ministro degli affari esteri*

Visto, *il Guardasigilli:* MARTINAZZOLI

TESTO DELLE LETTERE

Roma, 25 agosto 1984

Signor Ministro e Caro Amico,

mi riferisco alla richiesta formulata dal Governo egiziano tramite l'incaricato d'affari italiano al Cairo l'11 agosto scorso, intesa ad ottenere aiuto ed appoggio per l'azione di sminamento nel Canale e nel Golfo di Suez.

Desidero assicurarLa che tale richiesta ha formato oggetto di attento esame da parte del Governo italiano ed è stata portata a conoscenza dei due rami del Parlamento il 21 agosto scorso. Il Governo italiano ha quindi deciso di dare ad essa un seguito positivo disponendo l'invio nelle acque egiziane di tre cacciamine e di una nave appoggio.

Il compito delle unità navali così impiegate sarà quello di prestare alle autorità egiziane l'assistenza tecnica necessaria per l'individuazione e la neutralizzazione delle mine nelle zone marittime facenti parte delle acque interne e del mare territoriale egiziani, delimitate di comune accordo.

Tengo a precisare che la decisione del Governo italiano favorevole alla richiesta egiziana è stata motivata dall'opportunità di coadiuvare gli sforzi intrapresi dal Governo del Cairo per assicurare la libera navigazione in una via d'acqua estremamente importante, e tenuto conto, altresì, dello specifico interesse dell'Italia ad utilizzare in condizioni di sicurezza il Canale di Suez per i suoi scambi commerciali.

A questo riguardo, desidero sottolineare che la presenza di mine nel Golfo di Suez e nel Mar Rosso ha determinato una situazione obiettiva di pericolo che è nell'interesse della Comunità internazionale di contribuire a superare al più presto. Per questa ragione il Governo italiano ha ritenuto, fin dal momento in cui si è avuta notizia della presenza di mine nel Canale di Suez e nel Mar Rosso, che dovesse spettare all'Organizzazione delle Nazioni Unite, quale suprema espressione della Comunità degli Stati, di approntare efficaci rimedi diretti a ristabilire per la navigazione in quelle acque condizioni di piena sicurezza.

Desidero aggiungere che la possibilità di un'azione delle Nazioni Unite non si è finora concretata dato che, secondo quanto dettoci dallo stesso Segretario Generale Perez de Cuellar, l'Organizzazione societaria non e stata attivata nè dall'Egitto nè da altro Paese dell'area.

L'esigenza di allargamento della collaborazione internazionale oltre i quattro Paesi finora invitati dal Governo egiziano rimane per il Governo italiano un punto fermo, la cui validità ci appare confermata anche dalla circostanza che Grecia e Paesi Bassi hanno manifestato un'analoga disponibilità.

Nel reiterarLe, dunque, questa nostra disponibilità a prestare diretta assistenza al Governo egiziano sul piano bilaterale, desidero proporLe, qui di seguito, le modalità alle quali tale assistenza potrà, se Ella concorda, sottostare.

1. L'Italia invierà tre cacciamine con il personale e le attrezzature necessarie per le operazioni di ricerca e neutralizzazione delle mine nella zona marittima facente parte delle acque interne e del mare territoriale egiziano, delimitata di comune accordo. I cacciamine saranno accompagnati da una nave-appoggio;

il comando ed il controllo delle unità navali italiane spetterà esclusivamente al Comandante italiano. Il Governo egiziano, durante le operazioni di ricerca e di neutralizzazione delle mine, dovrà assicurare lo sgombero del poligono di dragaggio per evitare qualunque azione che possa compromettere la sicurezza ed il buon esito dell'operazione;

il Comandante delle unità navali italiane opererà in stretto collegamento con il Comando egiziano preposto al coordinamento logistico operativo delle operazioni di sminamento. Per assicurare il predetto collegamento un ufficiale della Marina militare egiziana sarà continuamente disponibile presso il Comando navale italiano;

la missione delle unità navali italiane verrà condotta nel rispetto delle norme sia della legislazione egiziana che del diritto internazionale concernenti il mare territoriale e le acque interne;

la missione ha carattere esclusivamente tecnico e consiste unicamente nella ricerca e nella neutralizzazione delle mine;

i membri degli equipaggi porteranno le normali armi individuali in dotazione;

il Governo della Repubblica Araba d'Egitto accorda al personale italiano partecipante all'operazione l'immunità in materia penale per tutti gli atti connessi all'esercizio delle sue funzioni. Esso consegnerà nei tempi più brevi all'autorità italiana più vicina il personale che fosse stato arrestato in flagrante delitto dalle autorità egiziane;

il Governo egiziano prenderà tutte le misure idonee ad assicurare la protezione del personale delle unità navali italiane. Detto personale godrà della libertà di movimento e dei diritti necessari all'espletamento della missione affidatagli;

i beni e l'equipaggiamento delle unità navali introdotti in Egitto saranno esenti da ogni imposta, tassa o diritto di qualunque natura.

2. Il Governo italiano sosterrà le spese delle operazioni salvo le seguenti che sono a carico del Governo egiziano: assistenza medica agli equipaggi, passaggio attraverso il Canale di Suez, carburante necessario per l'espletamento delle operazioni di sminamento, rifornimenti idrici ed ogni altro servizio portuale;

il Governo italiano non sarà responsabile nell'ipotesi in cui la sua responsabilità civile fosse richiesta per tutte le conseguenze pecuniarie che potessero essere causate a persone e cose terze in territorio egiziano in occasione dell'operazione di sminamento.

3. La missione avrà una durata strettamente commisurata alle esigenze della situazione attuale. Comunque essa avrà termine su richiesta del Governo egiziano o per decisione del Governo italiano.

Qualora, dunque, il Governo egiziano concordi sulle modalità riportate in questa mia lettera, ho l'onore di proporLe che esse e la Sua adesione alle medesime costituiscano un accordo tra i nostri due Governi.

Mi è gradita l'occasione, Signor Ministro e Caro Amico, per confermarLe l'espressione della mia più alta considerazione.

Giulio Andreotti

Visto, *il Ministro degli affari esteri*
ANDREOTTI

Cairo, 28th of august 1984

Excellency and Dear Friend,

I have the honour to acknowledge receipt of your letter dated 25th of August concerning Egypt's request for assistance in dealing with the problem of mines in the Canal and Gulf of Suez. I would like to assure Your Excellency that your assistance is highly appreciated by the Government of Egypt.

The Government of Egypt has informed the Secretary General of the U.N. on 12th August 1984 that certain explosions that occurred recently in the Red Sea have caused damage to several ships and that Egypt in conformity with the norms of international law and in accordance with its international obbligations shall proceed to take the necessary measurer to clear the mines with the assistance of several countries.

Your letter contained the following modalities:

1. Italy shall send three mine-hunters with the crews and equipments necessary to carry out the operations of mine searching and neutralization in the maritime zone included within the Egyptian internal waters and territorial sea, as delimited by mutual consent. The mine-hunters shall be escorted by a support ship. The command and control of the Italian ships shall be exclusively maintained by the Italian commanding officer. The Egyptian Government, during the operation of mine searching and neutralization, shall secure the clearance of the mine sweeping range and avoid any action which might affect the security and success of the operations;

the commanding officer of the Italian naval group shall act in close « liaison » with the Egyptian Command in charge of the logistic operational coordination of the mine clearing operations. In order to ensure such a « liaison » an officer of the Egyptian Navy shall be continously available to the Italian naval command;

the mission of the Italian ships shall be executed with the observance of the Egyptian legislation and of the international law concerning the territorials and internal waters;

the mission has purely a technical character and consists only of operation of mine searching and neutralization;

the crews shall carry normal individual weapons which are part of their equipment;

the Government of the Arab Republic of Egypt shall grant the Italian crews participating in the operations immunity in criminal matters for all the acts related to the exercise of their fonctions. It shall hand in the shortest delay over the nearest Italian authority any

member of the Italian crews who might be arrested while committing a crime by the Egyptian authorities;

the Egyptian Government shall adopt all suitable measures in order to ensure the protection of the crews of the Italian ships. These crews shall enjoy freedom of movement and the rights necessary for the implementation of the mission entrusted to them;

the goods and equipments of the ships introduced in Egypt shall be exempted from all taxes, duties or claims of any nature.

2. The Italian Government shall bear the cost of operations except for the following expenses which shall be at the charge of the Egyptian Government: for health assistance to the crews, transit of the Suez Canal, necessary fuel for mine clearing operations, water supply and for any other harbour facilities;

the Italian Government shall not be responsible in case its civil responsibility might be requested for all financial conseguences of damages which might be caused to persons and goods of a third party on the Egyptian territory on the occasion of the operations of mine clearing.

3. The duration of the Italian mission shall be strictly subject to the needs of the present situation. Such a mission shall end in any case at the request of the Egyptian Government or upon a decision of the Italian Government.

In reply, I have the honour to inform Your Excellency that the aforementioned modalities are acceptable to the Government of the Arab Republic of Egypt and that the modalities contained in your letter and the present reply be regarded as constituting an agreement between the Government of the Arab Republic of Egypt and the Government of Italy which shall enter into force as from today's date.

I avail mysely of this opportunity to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

Abdel Meguid

Visto, *il Ministro degli affari esteri*
ANDREOTTI

TRADUZIONE NON UFFICIALE

Cairo, lì 28 agosto 1984

Eccellenza e caro amico,

ho l'onore di accusare ricevuta della Sua lettera in data 25 agosto concernente la richiesta dell'Egitto di assistenza relativamente al problema delle mine nel Canale e nel Golfo di Suez.

Desidero assicurarLa che la Vostra assistenza è altamente apprezzata dal Governo egiziano.

Il 12 agosto 1984, il Governo egiziano ha informato il Segretario Generale delle Nazioni Unite circa il fatto che alcune esplosioni, verificatesi di recente nel Mar Rosso, avevano danneggiato diverse navi e che l'Egitto, conformemente alle norme di diritto internazionale ed in osservanza dei suoi obblighi internazionali, procederà all'adozione delle misure necessarie allo sminamento, con l'assistenza di alcuni Paesi.

La Sua lettera conteneva le modalità seguenti:

1. l'Italia invierà tre cacciamine con il personale e le attrezzature necessarie per le operazioni di ricerca e neutralizzazione delle mine nella zona marittima facente parte delle acque interne e del mare territoriale egiziano, delimitata di comune accordo. I cacciamine saranno accompagnati da una nave appoggio;

il comando ed il controllo delle unità navali italiane spetterà esclusivamente al Comandante italiano. Il Governo egiziano, durante le operazioni di ricerca e di neutralizzazione delle mine, dovrà assicurare lo sgombero del poligono di dragaggio per evitare qualunque azione che possa compromettere la sicurezza ed il buon esito dell'operazione;

il Comandante delle unità navali italiane opererà in stretto collegamento con il Comando egiziano preposto al coordinamento logistico operativo delle operazioni di sminamento. Per assicurare il predetto collegamento un ufficiale della Marina militare egiziana sarà continuamente disponibile presso il Comando navale italiano;

la missione delle unità navali italiane verrà condotta nel rispetto delle norme sia della legislazione egiziana che del diritto internazionale concernenti il mare territoriale e le acque interne;

la missione ha carattere esclusivamente tecnico e consiste unicamente nella ricerca e nella neutralizzazione delle mine;

i membri degli equipaggi porteranno le normali armi individuali in dotazione;

il Governo della Repubblica Araba d'Egitto accorda al personale italiano partecipante all'operazione l'immunità in materia penale per

tutti gli atti connessi all'esercizio delle sue funzioni. Esso consegnerà nei tempi più brevi all'autorità italiana più vicina il personale che fosse stato arrestato in flagrante delitto dalle autorità egiziane;

il Governo egiziano prenderà tutte le misure idonee ad assicurare la protezione del personale delle unità navali italiane. Detto personale godrà della libertà di movimento e dei diritti necessari all'espletamento della missione affidatagli;

i beni e l'equipaggiamento delle unità navali introdotti in Egitto saranno esenti da ogni imposta, tassa o diritto di qualunque natura.

2. Il Governo italiano sosterrà le spese delle operazioni salvo le seguenti che sono a carico del Governo egiziano:

assistenza medica agli equipaggi, passaggio attraverso il Canale di Suez, carburante necessario per l'espletamento delle operazioni di sminamento, rifornimenti idrici ed ogni altro servizio portuale;

il Governo italiano non sarà responsabile nell'ipotesi in cui la sua responsabilità civile fosse richiesta per tutte le conseguenze pecuniarie che potessero essere causate a persone e cose terze in territorio egiziano in occasione dell'operazione di sminamento.

3. La missione avrà una durata strettamente commisurata alle esigenze della situazione attuale. Comunque essa avrà termine su richiesta del Governo egiziano o per decisione del Governo italiano.

In risposta, ho l'onore di informare Vostra Eccellenza che le sopracitate modalità sono accettabili per il Governo della Repubblica Araba d'Egitto e che le sopracitate modalità di cui alla Sua lettera ed alla presente risposta sono considerate come costituenti un accordo tra il Governo della Repubblica Araba d'Egitto ed il Governo italiano che entrerà in vigore dalla data di oggi.

Abdel Meguid

LAVORI PREPARATORI

Senato della Repubblica (atto n. 927):

Presentato dal Ministro degli affari esteri (ANDREOTTI) l'8 settembre 1984.

Assegnato alla 3ª commissione (Affari esteri), in sede referente, l'8 settembre 1984, con parere della commissione 4ª.

Esaminato dalla 3ª commissione il 12 settembre 1984.

Esaminato in aula e approvato il 13 settembre 1984.

Camera dei deputati (atto n. 2052):

Assegnato alla III commissione (Affari esteri) in sede referente, il 15 ottobre 1984, con pareri delle commissioni V e VII.

Esaminato dalla III commissione il 30 gennaio 1985.

Relazione scritta annunciata il 12 aprile 1985 (atto n. 2052/A - relatore: GUNNELLA).

Esaminato in aula il 21 maggio 1985 e approvato il 23 maggio 1985.

ERNESTO LUPO, *direttore*

DINO EGIDIO MARTINA, *redattore*
FRANCESCO NOCITA, *vice redattore*

(6651175/13) Roma - Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato - S. (c. m. 411200851490)

L. 4.000